

Objectif : Analyser les impacts comptables et financiers des opérations de financement liées à la création et à la vie des sociétés

Compétences :

- **Analyse financière :** Comprendre les principes sous-tendant les différentes approches d'analyse. Savoir procéder à une analyse à partir des outils mis en œuvre. Savoir rédiger une première analyse financière structurée et argumentée.
- **Impacts comptables des opérations fiscales :** Savoir analyser les impacts comptables des opérations fiscales liées à l'imposition des bénéfices.

Plan détaillé

Partie 1 – Analyse financière des comptes annuels		
Séances	Cours	TD
1	Analyse de l'activité (les SIG)	Exercices dirigés
2	La capacité d'autofinancement (CAF)	Exercices dirigés
3	Analyse du bilan fonctionnel	Exercices dirigés
4	L'analyse par les ratios	Exercices et études de cas
5	La rentabilité et le risque	Exercices et études de cas
6	Evaluation des entreprises	Etudes de cas
7	Evaluer le coût d'un financement	Etudes de cas
8	La rentabilité économique et financière	Exercices dirigés
9	L'effet de levier	Etudes de cas
10	Le tableau de financement	Exercices dirigés
11	L'excédent de trésorerie d'exploitation (ETE)	Exercices et études de cas
12	Les tableaux de flux de trésorerie	Etudes de cas

Partie 2 – Impacts comptables de l'imposition des sociétés		
Séances	Cours	TD
1	Différence entre le résultat comptable et fiscal	Exercices dirigés
2	Champ d'application de l'impôt sur les sociétés	Exercices dirigés
3	Calcul et paiement de l'impôt sur les sociétés	Exercices et études de cas

Un diagnostic financier peut avoir des objectifs multiples ; il s'agit d'analyser l'entreprise selon trois axes essentiels :

- **La profitabilité** qui exprime la capacité de l'entreprise à générer un bénéfice ;
- **La rentabilité** qui exprime la capacité de l'entreprise à générer suffisamment de bénéfice par rapport aux capitaux investis ;
- **Et la solvabilité**, c'est-à-dire la capacité de l'entreprise à rembourser ses dettes.

La réalisation de ce diagnostic s'appuie essentiellement sur les états financiers obtenus grâce à la comptabilité générale : le compte de résultat, le bilan, l'annexe et pour les sociétés qui consolident, un tableau de flux et un tableau de variation des capitaux propres.

1) Les opérations effectuées par l'entreprise

L'activité d'une entreprise est rythmée par les opérations effectuées. Quels que soient la forme juridique, les objectifs (profit, service public, assistance) ou l'origine du capital de l'organisation (publique ou privée), l'entreprise est une structure humaine organisée visant à mobiliser des ressources pour produire des biens et/ou des services. Pour ce faire, l'organisation réalise différentes opérations que l'on peut classifier selon leur cycle :

- Les opérations d'exploitation
- Les opérations d'investissement
- Et les opérations de financement

Les opérations liées à l'exploitation relèvent de la finalité de l'entreprise (c'est-à-dire de son cœur de métier) : acheter des MP, employer des salariés, vendre des produits ou des prestations sont des activités d'exploitation.

Les opérations d'investissement rassemblent les opérations ayant pour objet l'acquisition ou la cession d'immobilisations : achat d'un terrain, construction d'un usine, vente d'une machine.

Les **opérations de financement** permettent à l'entreprise de disposer des ressources nécessaires à son activité. Elles concernent les opérations d'emprunt et leur remboursement, mais également les opérations sur fonds propres (augmentations de capital, distribution de dividendes).

Ces différentes opérations (activité, investissement, financement) génèrent deux types de flux : les **flux physiques** et les **flux monétaires**. C'est le décalage entre les flux physiques et monétaires qui crée des créances (ventes non encaissées) ou des dettes (achats non décaissés).

En nous appuyant sur un exemple, nous présentons la traduction des opérations réalisées par l'entreprise dans le bilan et le compte de résultat.

Le **diagnostic financier** permet de porter un jugement sur **les forces et faiblesses d'une entreprise**. Basé sur l'étude des documents de synthèse (bilan, compte de résultat et annexe), le diagnostic financier ou analyse financière est réalisé sur une période de trois à quatre ans.

Le diagnostic financier est une **démarche d'analyse structurée** qui peut comprendre l'analyse de l'activité (compte de résultat), l'examen de l'équilibre de son bilan et l'étude des flux de trésorerie. C'est aussi un outil d'aide à la décision pour les dirigeants dont le but est d'assurer la rentabilité, la liquidité et la solvabilité de l'entreprise. Enfin, pour les investisseurs financiers, le diagnostic financier leur permet de savoir si l'entreprise a un potentiel de création de valeur.

Chapitre 1 : L'analyse de l'activité

1) Le compte de résultat

a) Définition

Le compte de résultat de l'exercice est un document comptable qui, pour une période déterminée, dégage le solde tiré de l'enregistrement des mouvements constatant les charges (dépenses) et les produits (recettes). Ce solde sera un bénéfice ou une perte réalisé pendant l'exercice.

b) Présentation

En première approximation, il se présente de la façon suivante :

- A droite, les productions enregistrées au cours de la période, LES PRODUITS
- A gauche, les consommations enregistrées au cours de la période, LES CHARGES
 - d'une part, les consommations courantes de la période ;
 - d'autre part, les consommations des moyens de production.

Dans la pratique, les productions ne sont jamais égales aux consommations. Il y a toujours un déséquilibre plus ou moins important entre ces deux termes. C'est la notion de résultat. Si les productions sont supérieures aux consommations, le résultat de la période est bénéficiaire. Si les consommations sont supérieures aux productions, le résultat de la période est déficitaire.

Présentation n°1

CHARGES	PRODUITS
Valeurs des consommations effectuées au cours de la période	
Consommation des moyens de production	
Résultat (bénéfice)	

Présentation n°2

CHARGES	PRODUITS
Valeurs des consommations effectuées au cours de la période	Valeurs des productions réalisées au cours de la période
Consommation des moyens de production. (dotation aux amortissements et aux provisions)	Résultat déficitaire

Présentation n°3

CHARGES (Hors Taxes)	PRODUITS (Hors Taxes)
Charges d'exploitation	Produits d'exploitation
Achats marchandises	Vente de marchandise
Variation de stock de marchandise	Production vendue
Achats d'approvisionnement stockable	Production stockée (variation de stock)
Variation de stock MP	Production immobilisée
Services extérieurs et autres	Subvention d'exploitation
Impôts et taxes	
Charges de personnel	Autres Produits
Autres charges	
Dotation aux amortissements, dépréciations et provisions	Reprises sur amortissements, dépréciation et provisions
Charges financières	Produits financiers
Agiros	
Intérêts sur emprunts	
Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
VCEAC	PCEAC
	QP des subventions d'investissement virées au résultat
Participation des salariés aux résultats	
Impôts sur les bénéfices	
Résultat (bénéfice = solde créditeur)	Résultat (perte = solde débiteur)

c) Quelques remarques à propos du compte de résultat

- Des dotations et des reprises peuvent figurer dans chacune des parties du compte de résultat (exploitation, financière ou exceptionnelle)
- Les charges nettes sur cessions de VMP (charges) et produits nets sur cessions de VMP (produits), interviennent lors des cessions de Valeurs Mobilières de Placement. Ces comptes enregistrent la différence entre le prix de cession et la valeur d'origine. Cette différence est enregistrée en charge, si elle est négative et en produit si elle est positive.
- En charges exceptionnelles, on trouve essentiellement le compte 675 « Valeurs Comptables des éléments d'Actif cédés » Il s'agit de charges exceptionnelles sur opérations en capital.
- Cas des stocks de marchandises ou d'approvisionnement « stockable » (MP)

Variation de stock = stock initial – stock final

On effectue la différence entre le stock initial et le stock final. Si le stock diminue, cela signifie que l'on a vendu plus que ce qu'on a acheté. La variation de stock s'ajoute donc aux achats de l'année et inversement.

Exemple : SI = 2600 € ; SF = 2200 € : Incidence sur le résultat : Variation de stock = 400 €. Variation positive ; la variation s'ajoute aux achats d'approvisionnements stockables. Cette variation s'inscrit du côté des charges

- Cas des stocks de produits finis

Variation de stock = stock final – stock initial

On effectue la différence entre le stock final et le stock initial. Si le stock diminue, cela signifie que l'on a vendu plus que produit. La variation est négative. L'entreprise diminue son stock de produits finis.

Exemple : SI = 5000 € ; SF = 7000 € : Incidence sur le résultat : Variation de stock = 2000 €. Variation positive ; la variation s'ajoute aux productions vendues. Cette variation s'inscrit du côté des produits

2) Le compte de résultat prévisionnel

L'étude de marché permet au chef d'entreprise d'estimer la part de marché qu'il peut viser, ses objectifs de vente, c'est-à-dire son chiffre d'affaires prévisionnel.

Il faut ensuite déterminer les dépenses professionnelles prévisionnelles à couvrir pour réaliser ce chiffre d'affaires. L'ensemble de ces deux éléments (chiffre d'affaires prévisionnel, dépenses prévisionnelles) constituent le compte de résultat prévisionnel. En général, il est établi pour les premières années d'activité.

3) Relevé et classification des principales charges de l'entreprise

Pour être admis en déduction des bénéfices, les charges doivent remplir les trois conditions suivantes :

- Se rattacher à la gestion de l'entreprise, d'où l'exclusion des dépenses personnelles ;
- Ne pas être confondus avec les immobilisations et l'achat du fonds de commerce ;
- Correspondre à une dépense effective de l'entreprise avec pièces justificatives.

Liste des charges d'une entreprise (classe 6 du PCG)

60- achats (sauf 603)

- 601- Achats stockés (MP, fournitures...)
- 602- Achats stockés (Autres approvisionnements, consommables, emballages)
- 603- Variation des stocks (MP ; marchandises)
- 604- Achats d'études et de prestations de service
- 606- Achats non stockés de MP et fournitures
- 607- Achats de marchandises

61- Services extérieurs

- 611- Sous-traitance
- 612- Redevances de CB
- 613- Locations
- 614- Charges locatives de copropriété
- 615- Entretien et réparations
- 616- Primes d'assurance
- 617- Etudes et recherches
- 618- Divers

62- Autres services extérieurs

- 621- Personnel extérieur à l'entreprise
- 622- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires
- 623- Publicité, publications, relations publiques
- 624- Transports de biens et transports collectifs du personnel.
- 625- Déplacements, missions et réceptions.
- 626- Frais postaux et frais de télécommunications.
- 627- Services bancaires et assimilés

63- Impôts, taxes et versements assimilés.

- 631- Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)
- 635- Autres impôts
 - 6351- Impôts directs (sauf IS)
 - 63512- Taxes foncières
 - 3514- Taxes sur les véhicules des sociétés

64- Charges de personnel

- 641- Rémunérations du personnel
 - 6411- Salaires, appointements, commissions de base
 - 6412- Congés payés
 - 6413- Primes et gratifications.
- 644- Rémunération du travail de l'exploitant
- 645- Charges de SS et de prévoyance.
- 646- Cotisations sociales personnelles de l'exploitant.
- 647- Autres charges sociales

65- Autres charges de gestion courante

- 651- Redevances pour concessions, brevets, licences, marques
- 653- Jetons de présence
- 654- Pertes sur créances irrécouvrables
- 658- Charges diverses de gestion courante

66- Charges financières

- 661- Charges d'intérêts
- 664- Pertes sur créances liées à des participations
- 665- Escomptes accordés.
- 666- Pertes de change

67- Charges exceptionnelles

- 671- Charges exceptionnelles sur opérations de gestion
- 675- VCEAC

68- Dotations aux amortissements et aux provisions

- 681- DAP (charges d'exploitation)
- 686- DAP (charges financières)
- 687- DAP (charges exceptionnelles)

69- Participation des salariés – Impôts sur les bénéfices

- 691- Participation des salariés
- 695- Impôts sur les bénéfices
- 698- Intégration fiscale

4) Relevé et classification des principaux produits de l'entreprise

Liste des produits d'une entreprise (classe 7)

70- Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises

- 701- Ventes de PF
- 706- Prestations de services
- 707- Ventes de marchandises.
- 708- Produits des activités annexes

71- Production stockée (ou déstockage)

- 713- Variation des stocks des en-cours et des produits

72- Production immobilisée

73- Produits nets partiels sur opérations à LT

74- Subventions d'exploitation.

75- Autres produits de gestion courante.

- 751- Redevances pour concessions, brevets, licences, marques
- 752- Revenus des immeubles non affectés aux activités professionnelles
- 758- Produits divers de gestion courante.

76- Produits financiers

- 761- Produits de participations
- 762- Produits des autres immobilisations financières
- 763- Revenus des autres créances
- 764- Revenus des VMP
- 765- Escomptes obtenus
- 766- Gains de change

77- Produits exceptionnels

- 771- Produits exceptionnels sur opérations de gestion
- 775- PCEAC

78- Reprises sur amortissements et provisions

- 781- RAP (exploitation)
- 786- RAP (financier)
- 787- RAP (Exceptionnel)

79- Transfert de charges

5) Les SIG

Le résultat de l'exercice est obtenu en formant la différence entre tous les produits et toutes les charges de l'exercice. Pour mieux comprendre la formation du résultat de l'exercice, il est utile de calculer les différences partielles entre certains produits et certaines charges. La présentation classique du CR répond en partie à ce besoin en faisant apparaître le résultat de l'exercice comme le cumul de trois résultats partiels.

- Le résultat d'exploitation
- Le résultat financier
- Le résultat exceptionnel

Le PCG a prévu une généralisation de cette méthode d'analyse en définissant une suite de différence (ou soldes) entre des produits et des charges : ce sont les soldes intermédiaires de gestion (SIG).

a) La marge commerciale

Les ressources d'exploitation des entreprises commerciales proviennent essentiellement de l'excédent des ventes de marchandises sur le coût d'achat des marchandises vendues, c'est-à-dire de sa marge commerciale.

$$\boxed{\text{MC} = \text{vente de marchandises} - (\text{achats de marchandises} + ou - \text{variation de stock de marchandises})}$$

b) La production de l'exercice

La notion de production de l'exercice est réservée aux entreprises ayant une activité de fabrication ou de transformation de biens et de services.

$$\boxed{\text{PE} = \text{production vendue} + \text{variation stock PF} + \text{production immobilisée}}$$

-dans les entreprises exerçant à la fois une activité industrielle et une activité commerciale, on détermine une production pour ce qui concerne l'activité industriel et une marge commerciale pour ce qui relève de l'activité commerciale.

-La production n'est pas valorisée de façon homogène : la production vendue est évaluées aux prix de vente tandis que la production stockée et la production immobilisée sont valorisées au coût de production.

c) La valeur ajoutée

$$\boxed{\text{VA} = \text{MC} + \text{PE} - \text{les achats*} - \text{les charges externes et autres}}$$

*sauf les achats de marchandises + ou – variation de stock de marchandises

Signification économique de la VA

La valeur ajoutée mesure la contribution que l'entreprise et son personnel apportent à l'économie du pays. L'entreprise produit des biens et des services mais elle consomme une partie de la production des autres entreprises. Seule la différence entre cette production et cette consommation accroît la valeur de la production nationale. La VA est bon indicateur du poids économique de l'entreprise. Elle permet à la fois de classer les entreprises selon un critère de taille et d'apprécier le développement ou la régression de l'activité de l'entreprise. Comparée aux moyens mis en œuvre, la VA rend compte de l'efficacité de ces moyens de production (personnel, équipements). Ce surplus de richesse sera distribué et rémunérera ceux qui ont contribué à sa création :

- Les apporteurs de travail (salariés, chef d'entreprise) ;
- Les apporteurs de capital (associés, banque, investissement).

d) l'excédent brut d'exploitation (EBE) ou EBITDA

$$\text{EBE} = \text{VA} + \text{subvention d'exploitation} - (\text{impôts et taxes} + \text{charges de personnel})$$

Dans le cas, heureusement rare, où ce sont les charges qui excéderaient les produits, on parlerait d'une insuffisance brute d'exploitation.

Signification économique de l'EBE

L'EBE est un bon indicateur des performances industrielles et commerciales de l'entreprise car il est calculé indépendamment du système d'amortissement (linéaire ou dégressif) et de la réglementation fiscale relative aux amortissements ; il est indépendant de la manière dont l'entreprise est financée (par capitaux propres ou par emprunts) puisque l'EBE est déterminé avant déduction des charges financières. Il est aussi indépendant des produits et des charges à caractère exceptionnel.

e) Le résultat d'exploitation (REX)

$$\text{REX} = \text{EBE} + \text{autres produits} + \text{reprises} - (\text{autres charges} + \text{DAP})$$

Il mesure les performances industrielles et commerciales. Comme l'EBE, il est indépendant du mode de financement.

f) Le résultat courant avant impôts (RCAI)

$$\text{RCAI} = \text{REX} + \text{produits financiers} - \text{charges financières}$$

Pour obtenir le résultat courant avant impôts, on ajoute au résultat d'exploitation les produits financiers et on retire les charges financières. Il résulte des opérations ordinaires d'exploitation et de financement.

g) Le résultat exceptionnel

$$\text{Résultat exceptionnel} = \text{produits exceptionnels} - \text{charges exceptionnelles}$$

Ce solde se calcule indépendamment des autres SIG

h) Le résultat de l'exercice

$$\text{Résultat de l'exercice} = \text{RCAI} + \text{résultat exceptionnel} - (\text{IS} + \text{participation des salariés})$$

Pour obtenir le résultat de l'exercice, il suffit :

- De cumuler le RCAI et le résultat exceptionnel
- De soustraire du total obtenu, les impôts sur les bénéfices et la participation des salariés aux résultats.

6) Les retraitements

De nombreux analystes financiers pratiquent des retraitements afin de mieux approcher la réalité économique de l'entreprise et pour rendre comparable les calculs relatifs à des entreprises ayant fait des choix différents.

a) Les redevances de Crédit-bail

La redevance de crédit-bail est exclue des consommations en provenance des tiers. On fait l'hypothèse que l'entreprise a acquis le bien à l'aide d'un emprunt. La redevance est ventilée en deux fractions, une partie qui correspond à la dotation d'amortissement et le reste (Redevance – Dotation) qui est considéré comme des charges d'intérêts.

b) Le personnel intérimaire

Les dépenses de personnel intérimaire sont exclues des consommations en provenance de tiers et rattachées aux charges de personnel.

c) La participation

Les sommes correspondantes sont assimilées à des charges de personnel

7) La capacité d'autofinancement (la CAF)

La capacité d'autofinancement représente l'ensemble des ressources qui restent à disposition de l'entreprise pour assurer le financement de son « maintien » et de sa croissance. Elle devra permettre de :

- rembourser les emprunts en cours (capital)
- renouveler les anciens investissements
- acquérir de nouveaux investissements
- augmenter les ressources en capital (fonds propres) de l'entreprise.

La CAF est aussi connue sous d'autres dénominations :

- cash-flow, expression américaine pouvant se traduire par flux de trésorerie ;
- marge brute d'autofinancement (MBA), expression qui avait été retenue pour traduire « cash-flow » avant que le PCG n'ait adopté la dénomination de capacité d'autofinancement.

a) Calcul de la CAF à partir du résultat de l'exercice

$$\boxed{\text{CAF} = \text{résultat de l'exercice} + \text{Charges non décaissables} - \text{Produits non encaissables}}$$

$$\boxed{\text{CAF} = \text{résultat de l'exercice} + \text{DAP} + \text{VCEAC} - \text{RAP} - \text{PCEAC} - \text{QP des subventions virées au résultat}}$$

b) Calcul de la CAF à partir de l'EBC

$$\boxed{\text{CAF} = \text{EBC} + \text{Autres Produits encaissables (sauf produits des cessions)} - \text{autres charges décaissables}}$$

Chapitre 2 : Analyse de la structure financière

1) Rappels

Le bilan est un tableau, qui a une date donnée, représente la situation patrimoniale d'une entreprise. A gauche, l'**actif** (les emplois, ce que possède l'entreprise) et à droite, le **passif** (les ressources, ce que doit l'entreprise).

Exemple de Bilan (situation au JJ/MM/N)

ACTIF					PASSIF		
	Brut	A&D	VNC	N-1		N	N-1
Actif immobilisé					Capitaux propres		
Immobilisations incorporelles					Capital social		
Immobilisations corporelles					RAN		
Immobilisations financières					Résultat (positif ou négatif)		
Total (I)					Total I		
Actif circulant					Provisions pour R&C (II)		
Stock et en cours					Dettes		
Créances clients					Emprunts bancaires		
Créances diverses					Emprunts obligataires		
Disponibilités					Dettes fournisseurs		
Total (II).					Produits constatés d'avance		
Charges constatées d'avance (III)					Total (III)		
Total général (I + II + III)					Total général (I + II + III)		

Le capital social est une ressource interne car elle a été apportée par le créateur ou les créateurs de l'entreprise. D'autres ressources proviennent d'autres personnes ou organismes ayant pu avancer des sommes (emprunts), débloquer des marchandises (fournisseurs), par exemple. Ces ressources sont donc externes, elles correspondent à des dettes.

Les ressources de l'entreprise, qu'elles soient internes (capital) ou externes (dettes), sont utilisées par l'entreprise pour l'achat de biens (matériel de transport, dépôt en banque, en caisse, achat de stocks etc..), ces ressources sont donc transformées et correspondent à des emplois.

En résumé le total des ressources sera toujours égal au total des emplois.

Le bilan est un document obligatoire, il doit être remis annuellement au service des impôts, il est établi sur un document pré-imprimé extrait de la liasse fiscale. De période en période (exercice comptable), quand on établit le bilan d'une entreprise (obligation légale de le faire à chaque exercice), on peut se rendre compte de son **enrichissement** ou de son **appauvrissement**.

Dans le premier cas, ses capitaux propres augmentent, dans le deuxième cas ils diminuent :

Ces mouvements d'enrichissement ou d'appauprissement correspondent au résultat de son activité au cours de la période.

Cependant, le bilan qui révèle une photographie de l'entreprise à un instant donné ne permet pas de comprendre comment ce résultat a été atteint.

Au bilan, on inscrit donc dans les capitaux propres le résultat de l'exercice en + quand il s'agit d'un bénéfice, en – quand il s'agit d'une perte.

Les comptes du bilan sont répartis dans cinq classes comptables

ACTIF	PASSIF
Les comptes d'immobilisation : classe 2	Les comptes de capitaux : classe 1
Les comptes de stocks : classe 3	
	Les comptes de tiers : classe 4
Les comptes financiers : classe 5	
	47 comptes d'attente
	48 comptes de régularisation

a) Le passif

Le passif indique l'origine des capitaux utilisés par l'entreprise. On retrouve donc toutes les ressources qui sont utilisées pour faire « tourner » l'entreprise :

- Les capitaux engagés personnellement par le chef d'entreprise, les associés ou encore les actionnaires ;
- Les crédits à moyen ou long terme consentis par les banques ;
- Les dettes à court terme (dettes fournisseurs, découvert bancaire, dettes fiscales...) ;

b) L'actif

L'actif indique l'emploi qui a été fait des ressources de l'entreprise. On retrouve donc les moyens à la disposition de l'entreprise.

-L'actif immobilisé représente les **biens durables**, ceux dont la valeur ne change pas souvent (les terrains, les constructions, le matériel, l'outillage, les véhicules.....). Il est possible de distinguer trois parties dans les immobilisations.

- **Les immobilisations incorporelles**, ce sont celles qui n'ont qu'une existence abstraite comme le fonds de commerce qui est composé de plusieurs éléments tel que la clientèle, le droit au bail commercial (autorisation donnée par le propriétaire d'exercer une profession dans un endroit déterminé).
- **Les immobilisations corporelles** : ce sont celles qui ont une existence réelle concrète.
- **Les immobilisations financières** : essentiellement les titres de participation

-L'actif circulant représente les biens non durables (les stocks, les créances clients, la banque, la caisse) qui se renouvellent très rapidement.

c) Quelques remarques à propos du bilan

- Les investissements (immobilisations) sont exprimés hors taxe chaque fois que l'on a pu récupérer la TVA (dans la majorité des cas).
- Les amortissements calculés depuis la date d'acquisition des investissements jusqu'à la date du bilan, sont déduits de la valeur d'acquisition des investissements.
- Les stocks sont exprimés hors taxe. Il peut s'agir de stock de marchandises, de MP ou de PF.
- Les créances clients et les dettes fournisseurs sont exprimées toutes taxes comprises.
- Si l'entreprise a un découvert bancaire à la date du bilan, le montant du découvert apparaît au passif sans le signe (-).
- Il n'existe pas de norme de la structure de l'actif d'une entreprise car cette structure dépend de la nature de l'activité de l'entreprise (entreprise commerciale et industrielle).
- On peut remarquer que l'indépendance de l'entreprise à l'égard de ses créanciers est d'autant plus grande que les capitaux propres sont importants.
- Le montant des capitaux propres peut se calculer à partir du montant des capitaux propres figurant au bilan précédent de la manière suivante (cas des entreprises individuelles).

Capitaux propres (N) = capitaux propres (N-1) + apports personnels + résultat (N) – prélèvements personnels

Exemple :

La société Création a été constituée le 02/01/N. Le même jour, les actionnaires de cette SA ont apporté 60 K€ en numéraire et l'entreprise a emprunté 40 k€ auprès d'une banque. Toutes ces sommes ont été versées sur le compte bancaire de la société et ont immédiatement permis d'acheter une immobilisation corporelle pour 80 K€, payée au comptant.

Dressons le bilan de la société le 02/01/N

ACTIF	VB	A&D	VNC	PASSIF	Montant
Immo. corpo	80	0	80	Capital social	60
Disponibilités	20		20	Emprunt	40
TOTAL ACTIF	100	0	100	TOTAL PASSIF	100

2) Le bilan fonctionnel

Il sépare les postes dits stables ou durables des postes à court terme, à l'actif comme au passif. Les amortissements et dépréciation de l'actif sont transférés au passif, dans les ressources durables.

ACTIF	PASSIF
Emplois stables – Investissement	Ressources durables – Financement
<u>Horizon LT</u>	<u>Horizon LT</u>
Actif circulant EXPLOITATION	Dettes circulantes EXPLOITATION
Actif circulant HORS EXPLOITATION	Dettes circulantes HORS EXPLOITATION
TRESORERIE ACTIF	TRESORERIE PASSIF

D'après le plan comptable général, les dettes sont classées dans les bilans comptables d'après leur nature.

- **dettes financières (résultant d'emprunts en particulier)**
- **dettes d'exploitations (vis-à-vis des fournisseurs, de l'administration fiscale ou sociale en particulier)**
- **Autres dettes**

Ce type de classement simplifie la présentation du bilan. Il a toutefois l'inconvénient de ne pas faire apparaître la distinction entre les dettes à échéances courte (moins d'un an) et les dettes à échéance longue (plus d'un an).

Or pour assurer le **fonctionnement normal de la trésorerie**, il est important de connaître à la fois les échéances des dettes (sorties de fonds disponibles) et les échéances des créances (entrées de fonds disponibles).

A une date quelconque, il est en effet essentiel que les fonds alors disponibles puissent assurer le paiement des dettes venant à échéance à cette date.

Aussi en l'absence d'indication dans le corps du bilan, le plan comptable général a prévu l'inscription au bas du bilan des mentions suivantes s'appliquant aux créances et aux dettes

- Dont..... € à plus d'un an,
- Dont..... € à moins d'un an.

Il est donc possible d'obtenir les totaux, d'une part des dettes exigibles à plus d'un an, et d'autre part, les dettes exigibles à moins d'un an. D'où, la notion de capitaux permanents ou ressources stables :

Capitaux permanents ou ressources stables = Capitaux propres + Dettes à long terme

Le bilan fonctionnel est aussi un bilan reflétant les trois grandes fonctions de l'entreprise :

- Fonction d'investissement
- Fonction de financement
- Fonction d'exploitation (notion CT)

Ainsi, les intérêts courus (sur immobilisations financières ou sur emprunts) et les concours bancaires courants (CBC) et soldes créditeurs de banque relèvent d'un horizon de court terme et sont donc reclassés dans le bas du bilan fonctionnel.

Les postes de l'actif sont considérés pour leur montant brut

3) Analyse du bilan

Le bilan est le reflet de la situation financière de l'entreprise à un moment donné. Il recense l'ensemble des ressources et des emplois de l'entreprise.

Comme pour le compte de résultat, la présentation comptable du bilan ne permet pas son analyse. On reclasse donc le bilan sous forme de grandes masses, ce qui va permettre de répondre aux questions suivantes :

- La structure financière de l'entreprise est-elle saine et équilibrée ?
- Les capitaux investis sont-ils bien employés ?
- Le patrimoine de l'entreprise s'est-il accru ou réduit ?
- La trésorerie s'est-elle améliorée ou dégradée ? pourquoi ?

a) La notion de fonds de roulement (FR)

L'ensemble des grandes masses du bilan doit répondre à un certain équilibre. En effet, en général, les capitaux utilisés par l'entreprise pour financer une immobilisation, un stock ou une autre valeur de l'actif doivent pouvoir rester à la disposition de l'entreprise pendant un temps qui correspond, au moins à celui de la durée de l'immobilisation, du stock ou de la valeur, financé par ces capitaux.

Il faudrait donc que l'actif immobilisé (actif durable) soit au minimum financé par les capitaux permanents (capitaux durable) mais qu'également, il existe un excédent de capitaux durables disponibles pour financer une partie du cycle d'exploitation, c'est-à-dire l'actif circulant.

Cette marge excédentaire est appelée le fonds de roulement (c'est la part des capitaux stables qui peut financer en permanence, le cycle d'exploitation).

ACTIF	PASSIF
Actif immobilisé	Capitaux permanents
Fonds de roulement	

FONDS DE ROULEMENT = CAPITAUX PERMANENTS – ACTIF IMMOBILISE

Ou

FONDS DE ROULEMENT = RESSOURCES STABLES – EMPLOIS STABLES

b) Causes d'une variation du fonds de roulement net global

Le fonds de roulement de l'entreprise peut augmenter ou diminuer à cause, soit d'une variation de l'actif immobilisé, soit d'une variation des capitaux permanents.

Ce qui diminue le FRNG

- Augmentation des investissements
- Baisse des fonds propres (pertes, prélèvements personnels)
- Remboursements des emprunts bancaires

Ce qui augmente le FRNG

- Cession d'immobilisation ;
- Augmentation des capitaux propres : bénéfice, apport personnel (EI), augmentation de capital (société) ;
- Emprunts supplémentaires

Analyse du fonds de roulement et de ses variations

Un fonds de roulement positif indique que l'entreprise dispose d'une capacité de financement de tout ou d'une partie de son cycle d'exploitation.

L'absence de Fonds de Roulement Net Global indique que les immobilisations sont en partie financées par des dettes à court terme.

L'entreprise risque donc devant cette situation déséquilibrée, de ne pouvoir faire face aux échéances (sans se séparer d'immobilisation), sauf si l'actif circulant tourne plus vite que le passif circulant (grande surface de distribution).

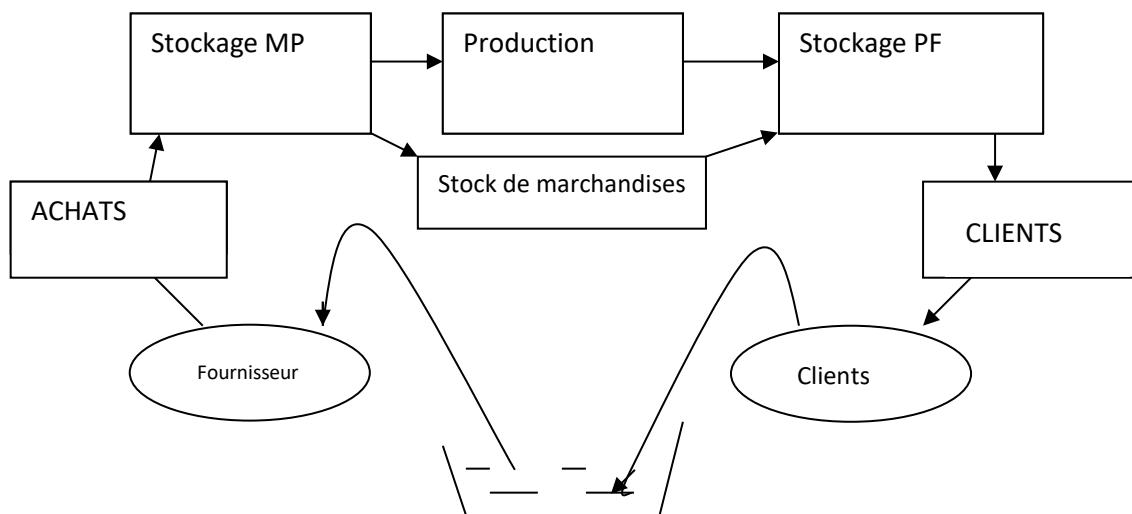
Sur plusieurs exercices, le chef d'entreprise devra également voir comment varie le FR.

Un fonds de roulement qui diminue n'est pas toujours un mauvais signe (entreprise en croissance qui investit ; augmentation de l'actif immobilisé).

De la même manière, un FR qui augmente n'est pas toujours un bon signe (entreprise qui n'investit pas ; les dotations aux amortissements vont diminuer tous les ans l'actif immobilisé ; risque d'un outil de production dépassé).

c) **La notion de besoin en fonds de roulement (BFR)**

le cycle d'exploitation



En observant le schéma ci-dessus, on se rend compte qu'il existe un décalage entre les flux de trésorerie sortants et les flux de trésorerie rentrant. En plus du décalage dû au cycle d'exploitation, il existe un décalage dû aux flux financiers. En effet, bien souvent le règlement ne se fait pas en même temps que la facturation ou la livraison. De ce fait, des délais de règlement existent entre les différents acteurs économiques.

Définition du besoin en fonds de roulement

D'une part, à tout moment, au cours du cycle d'exploitation, l'entreprise a engagé des dépenses. Elle a effectué une avance de fonds qui ne sera récupérée que lors de la réalisation de la vente de ses produits. De plus elle peut éventuellement accorder du crédit à ses clients. D'autre part, le crédit consenti par ses fournisseurs, lui apporte des ressources. L'entreprise va donc dégager **un besoin permanent net de fonds**, dû aux différents décalages de flux, fonds nécessaires pour permettre à l'entreprise de tourner. Ce besoin est le BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT.

Calcul du besoin en fonds de roulement

Le BFR découle du cycle d'exploitation. Il concerne donc, essentiellement, l'actif circulant et le passif circulant de l'entreprise. Le BFR, c'est la différence entre les besoins du cycle d'exploitation (besoins cycliques) et les ressources du cycle d'exploitation (ressources cycliques).

Calcul du besoin en fonds de roulement en tenant compte du délai de rotation des postes du bilan les plus importants :

- Stocks de MP, de PF et de marchandises
- Crédances clients
- Dettes fournisseurs

BESOINS	FORMULES
Stock de MP	Achats MP (HT) * durée moyenne de stockage de MP / 360
Stock de marchandises	Achats marchandises (HT) * durée de stockage de marchandises / 360
Stock de PF	Ventes (HT) * durée de stockage des PF / 360
Crédances clients	Ventes (TTC) * délai moyen du crédit client / 360
RESSOURCES CYCLIQUES	FORMULES
Dettes fournisseurs	Achats (TTC) * délai moyen du crédit FRS / 360
BFR	BESOINS CYCLIQUES – RESSOURCES CYCLIQUES

Calcul du besoin en fonds de roulement à partir du bilan

Soit le bilan ci-dessous présenté par grandes masses

ACTIF	PASSIF
ACTIF IMMOBILISE	CAPITAUX PERMANENTS
STOCKS CREANCES CLIENTS	DETTES CYCLIQUES (sauf concours bancaires)
DISPONIBILITES	CONCOURS BANCAIRES (découverts bancaires)

Fonds de roulement Net Global (FRNG) = capitaux permanents – actif immobilisé

Besoins en fonds de roulement (BFR) = (stocks + créances clients) – dettes cycliques

Trésorerie nette (TN) = disponibilités – concours bancaires = Trésorerie « actif » – Trésorerie « passif »

$$\boxed{\text{FRNG} = \text{BFR} + \text{TN}}$$

$$\boxed{\text{BFR} = \text{FRNG} - \text{TN}}$$

$$\boxed{\text{TN} = \text{FRNG} - \text{BFR}}$$

d) Les retraitements

- **Les intérêts courus non échus (dette financière Court terme)**
- **Les concours bancaires courants (découvert bancaire)**
- Les VMP (soit en hors exploitation, soit en trésorerie actif)
- Le retraitemen relatif au crédit-bail. Ce retraitemen revient à considérer que l'entreprise est propriétaire du bien concerné, l'acquisition de celui-ci ayant été financée par emprunt.
- S'il existe des effets escomptés non échus, ils doivent être réintégrés dans les créances d'exploitation et inclus dans les concours bancaires courant (au passif)

Chapitre 3 : L'analyse du risque financier d'une entreprise

Un ratio est un rapport entre deux grandeurs caractéristiques de la situation financière ou de l'activité de l'entreprise. Il peut s'exprimer en pourcentage. L'analyse des ratios va confirmer et compléter les conclusions, déjà tirées de l'étude du compte de résultat (les SIG) et du bilan. Dans une petite entreprise, seuls certains ratios significatifs sont véritablement utiles. Un ratio isolé n'est pas suffisant. Les ratios doivent être utilisés pour comparer la situation actuelle de l'entreprise avec :

- Soit la situation actuelle d'autres entreprises du même secteur d'activité
- Soit les situations passées de la même entreprise

1) Les ratios de structure financière

a) Définition

Un ratio de structure financière est un rapport entre deux grandeurs du bilan.

b) Le financement des emplois stables

Les emplois stables doivent être financés par des ressources stables. En effet, les emplois stables sont essentiellement composés de biens durables. Les profits suffisants pour rembourser leur prix d'acquisition ne sont dégagés qu'en plusieurs années. Leur financement doit donc être assuré par des ressources qui ne sont elles-mêmes remboursables qu'après plusieurs années (cas des emprunts) ou qu'on n'est pas tenu de rembourser (capitaux propres).

$$R : \text{Couverture des capitaux investis} = \text{Ressources stables} / (\text{Emplois stables} + \text{BFRE})$$

c) L'indépendance financière

La Centrale des bilans définit l'endettement comme égal aux dettes financières augmentées des soldes créditeurs de banques (y compris les effets escomptés non échus et les créances cédées). Un trop fort endettement est dangereux. En effet, l'endettement s'accompagne de dépenses annuelles fixes (amortissement des emprunts et intérêts). En cas de détérioration de la conjoncture, l'entreprise risque d'être dans l'incapacité d'assurer le service de sa dette.

Les ressources apportées par les capitaux propres n'ont pas cet inconvénient. Il n'y a pas à les rembourser et le versement des dividendes est facultatif. Si le taux d'endettement est supérieur à 100 %, l'entreprise a plus de dettes que de ressources propres.

$$R : \text{Taux d'endettement} = \text{Endettement} / \text{ressources propres}$$

2) Les ratios de rotation

a) Définition

Les ratios de rotation expliquent l'évolution du BFRE. Le BFR d'exploitation est fonction du chiffre d'affaires. Normalement, si la durée des décalages entre les ventes, les achats et les paiements correspondants, reste constante, le BFRE reste sensiblement proportionnel au chiffre d'affaires.

$$R : \text{poids du BFRE} = \text{BFRE/CA}$$

Tout accroissement de ce ratio témoigne :

- Soit d'un accroissement des décalages de l'actif circulant (stocks et créances) ;
- Soit d'une réduction des décalages du passif (dettes circulantes)

Les délais de rotation sont formés par le rapport d'un « stock » et d'un flux. En effet, les délais de rotation sont obtenus en formant le rapport entre :

- Un poste du BFRE (stock, créance ou dette) ;
- Et un flux d'achat ou de vente.

Le poste du numérateur est une image instantanée indépendante du temps. Le flux du dénominateur n'est défini que si on précise la période de temps (généralement l'année) pendant laquelle il s'est écoulé.

Les délais de rotation sont exprimés en une unité de temps (généralement le jour). Il est nécessaire de convertir la période du flux dans l'unité de temps exprimant le délai.

b) Le délai de rotation des stocks

$R_1 : \text{Rotation stocks marchandises ou MP} = (\text{Stocks moyens} / \text{coût annuel des achats}) * 360$

$R_2 : \text{Rotation stocks PF} = (\text{Stocks moyens} / \text{coût annuel de production}) * 360$

Les stocks figurant au numérateur sont égaux à la moyenne des stocks observés à l'ouverture et à la clôture de l'exercice. Le numérateur et le dénominateur du ratio doivent être évalués de façon homogène. Les stocks sont évalués au coût d'achat (comprenant les frais d'achats), au coût de production (comprenant les charges directes et indirectes de production) s'il s'agit de stocks de PF.

c) Le délai de rotation des clients

$R : \text{Rotation de crédit-clients} = ((\text{CC et comptes rattachés} + \text{EENE}) / \text{CA TTC}) * 360$

On peut prendre le poste « créance client du bilan de clôture », mais il est préférable d'inscrire au numérateur la moyenne des créances et des effets observés à l'ouverture et à la clôture de l'exercice. Le ratio mesure la durée moyenne du crédit consenti aux clients. Il faut faire attention, car les créances sont TTC dans le bilan et le CA hors taxe dans le compte de résultat. On calcule donc les ventes TTC en laissant les créances telles quelles.

d) Le délai de rotation des fournisseurs

$R : \text{Rotation des fournisseurs} = (\text{dettes FRS}^{(1)} / (\text{achats TTC} + \text{services extérieurs TTC})) * 360$

Les règles observées, concernant la TVA, pour le calcul de ce ratio sont analogues à celles indiquées à propos du ratio de crédit-clients.

(1) En réalité « dettes FRS et comptes rattachés ». C'est donc généralement la totalité des consommations en provenance des tiers qui doit être comparée aux dettes FRS. Par contre, les fournisseurs d'immobilisations sont exclus du ratio.

3) La liquidité et la solvabilité

La liquidité du bilan écarte le risque de faillite. La liquidité du bilan se définit par le fait que les actifs à moins d'un an sont supérieurs aux dettes à moins d'un an. La liquidité du bilan fait présumer que la vente progressive des stocks et l'encaissement des créances permettra de payer les dettes dans les semaines ou les mois à venir. Le risque de faillite est faible à court terme.

La trésorerie due aux opérations d'exploitation, c'est le sang de l'entreprise. La panne de trésorerie, c'est l'infarctus, l'arrêt du cœur. La trésorerie due aux opérations de bilan, c'est l'huile du moteur d'une voiture. Le manque d'huile entraîne le coulage des bielles.

Quelle que soit la puissance de la voiture ou la santé du corps, le manque de trésorerie, c'est la cessation de paiement à plus ou moins longue échéance, ce qui peut entraîner la liquidation et la mort de l'entreprise.

La trésorerie est un fluide au même titre que l'air comprimé, l'eau ou l'électricité. L'importance de leur consommation n'indique pas la santé de l'entreprise, mais l'entreprise ne peut vivre sans ces fluides. Il en est de même de « l'argent » qui rentre, qui sort ou qui est en caisse ou à la banque.

Il ne faut pas confondre :

- La liquidité des actifs : possibilité de les échanger rapidement contre de la monnaie ;
- Et la liquidité du bilan : résultat d'une comparaison entre les actifs liquides et le passif exigible.

a) La solvabilité de l'entreprise

$R : \text{La solvabilité} = \text{Actif total (actif réel)} / \text{Capitaux étrangers (total des dettes)}$

La solvabilité se définit dans la perspective d'une liquidation de l'ensemble de l'entreprise, notamment si elle se trouve en cessation de paiement par suite d'un manque de liquidité du bilan. L'entreprise est solvable dans la mesure où l'actif réel est suffisant pour permettre de payer toutes les dettes.

b) Ratios de liquidité

$R : \text{Ratio de liquidité générale} = \text{Actif à moins d'un an} / \text{Dettes à moins d'un an}$

Les banques exigent habituellement que ce ratio soit supérieur à 1, ce qui signifie que le fonds de roulement financier est positif.

$R : \text{Ratio de liquidité immédiate} = \text{disponibilité} / \text{dettes à moins d'un an}$

Ce ratio ne comprend au numérateur que les disponibilités (y compris les VMP). Leur liquidité est parfaite. Actuellement, les entreprises utilisent largement les possibilités du découvert bancaire pour assurer leur trésorerie. On tend donc à renoncer au calcul de ce ratio.

4) Les ratios liés aux marges et résultats

L'évolution de l'activité est mesurée par le taux de variation d'un indicateur d'activité. Traditionnellement, cet indicateur est le chiffre d'affaire (HT).

$R : \text{Taux de variation du chiffre d'affaires} = (\text{CA n} - \text{CA n-1}) / \text{CA n-1}$

On peut remplacer le chiffre d'affaires par la valeur ajoutée. On obtient ainsi un indicateur plus approprié pour mesurer l'augmentation ou la baisse, de la création de « richesse économique ».

a) La profitabilité

L'étude de la profitabilité met en relation une marge ou un profit avec le niveau d'activité (mesuré par le chiffre d'affaires). Le résultat constitue le résumé des performances globales de l'entreprise. Il entre dans le calcul du taux de marge bénéficiaire.

$R : \text{Taux de marge bénéficiaire} = \text{résultat de l'exercice} / \text{CA HT}$

On peut préférer l'EBC pour mesurer la profitabilité car il est indépendant de la politique de financement et de la réglementation fiscale. Il mesure bien les performances industrielles et commerciales de l'entreprise.

$R : \text{Taux de « marge brute » d'exploitation} = \text{EBC} / \text{CA HT}$

Dans les entreprises commerciales, la marge commerciale est le premier indicateur des performances.

$R : \text{Taux de marge commerciale} = \text{Marge commerciale} / \text{Ventes de marchandises}$

b) La répartition de la VA

On calcule la répartition de la VA entre les parties prenantes :

- | | |
|----------------|--------------------------------------|
| • Le personnel | Charges de personnel / VA |
| • L'Etat | (IS + Impôts et taxes) / VA |
| • Les associés | (Dividendes + Intérêts des CCA) / VA |
| • Les prêteurs | Intérêts des dettes / VA |
| • L'entreprise | Autofinancement / VA |

c) La rentabilité de l'entreprise

La rentabilité se définit comme le rapport entre un profit et les moyens en capitaux ayant permis de l'obtenir.

$$R : \text{Taux de rentabilité des CP} = \text{Résultat de l'exercice} / \text{Capitaux propres}$$

Cependant, ce taux de rentabilité risque d'être biaisé par les résultats exceptionnels (exemple d'une plus-value de cession qui ne se reproduira pas à l'avenir). Aussi, on peut préférer mesurer la rentabilité des CP à partir du RCAI.

$$R : \text{Taux de rentabilité des CP} = \text{RCAI} / \text{CP}$$

d) La rentabilité économique

La rentabilité économique exprime la rentabilité moyenne de l'ensemble des CI dans l'entreprise, que ces capitaux soient des capitaux propres ou des capitaux empruntés. Elle intéresse surtout les prêteurs car elle conditionne la capacité de remboursement de l'entreprise. Traditionnellement, on calcule ce ratio en mettant au numérateur la somme du résultat (rémunération des CP) et des intérêts des dettes financières (rémunération des capitaux empruntés). Le dénominateur rassemble toutes les ressources stables.

$$R : \text{Rentabilité économique} = (\text{RCAI} + \text{intérêts}) / (\text{Capitaux propres} + \text{dettes financières})$$

Cependant, ce ratio est influencé par les charges calculées (DAP) dont le montant répond souvent à des considérations plus fiscales qu'économiques. Aussi, préfère-t-on actuellement mesurer la rentabilité économique au moyen de l'EBE.

$$R : \text{Rentabilité économique} = \text{EBE} / \text{Ressources stables}$$

Chapitre 4 : Analyse de la rentabilité, du risque économique et du risque financier

Le PCG classe les charges d'après leur nature. On distingue **les charges d'exploitation, les charges financières et les charges exceptionnelles**. Le classement est simple, mais il est insuffisant pour une analyse de gestion. En effet, il ne tient pas compte du fait que certaines charges sont fonction du niveau d'activité de l'entreprise alors que d'autres en sont indépendantes. Les charges fonction du niveau d'activité sont appelées **charges variables ou opérationnelles**. Les autres charges fixes ou de structure.

1) Les charges variables ou charges opérationnelles

Les charges variables voient leur montant directement influencé par le niveau d'activité de l'entreprise. Elles sont considérées comme approximativement proportionnelles à ce niveau d'activité.

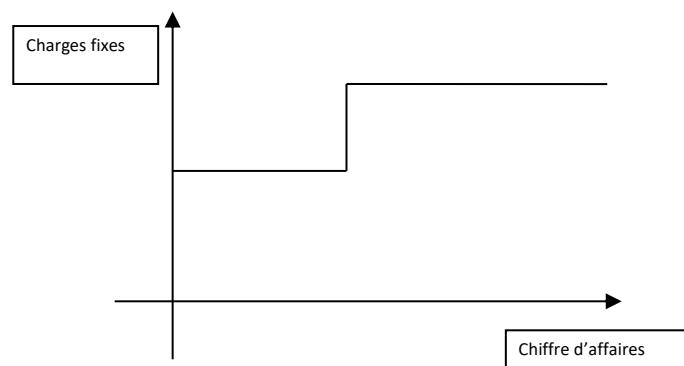
Exemples : la consommation d'énergie électrique est proportionnelle au nombre d'heures de fonctionnement des machines. Les frais de transport sont proportionnels au montant des ventes. Dans le commerce, c'est le montant du chiffre d'affaires qui définit le volume global d'activité.

2) Les charges fixes ou de structure

Comme leur nom l'indique, elles dépendent de la structure (importance) de l'entreprise et non du niveau de son activité.

Exemples : la prime d'assurance, la location de compteurs à EDF, les salaires du personnel stable, les impôts fonciers, etc.....

Ces charges sont fixes pour une structure donnée. Les charges de structure augmentent en principe par paliers. A chaque accroissement des charges fixes correspond souvent un investissement nouveau.



Dans un commerce d'importance moyenne existe un service comptable géré par une personne dont la rémunération constitue une charge fixe. Si le chiffre d'affaires triple, un poste d'adjoint devient nécessaire, et alors les charges fixes augmentent.

3) Calcul du seuil de rentabilité ou seuil de profitabilité ou chiffre d'affaires critique

a) Généralités

Le seuil de rentabilité, appelé encore point mort ou chiffre d'affaires critique d'une entreprise est la valeur minimale du chiffre d'affaires à partir de laquelle l'exploitation est rentable. En d'autres termes, le SR, c'est le CA que l'entreprise doit réaliser pour couvrir la totalité de ses charges et pour lequel elle ne dégage ni bénéfice, ni perte. Il est évident, que le COMPTE DE RESULTAT constitue un outil précieux pour mener à la détermination du SR. Son utilité s'inscrit dans les domaines suivants :

- recherche du niveau minimal d'activité au-dessous duquel l'entreprise ne doit pas descendre
- suivre l'évolution du chiffre d'affaires et des charges variables correspondantes
- analyse de la rentabilité spécifique aux prestations réalisées ou à la vente de Produits finis.

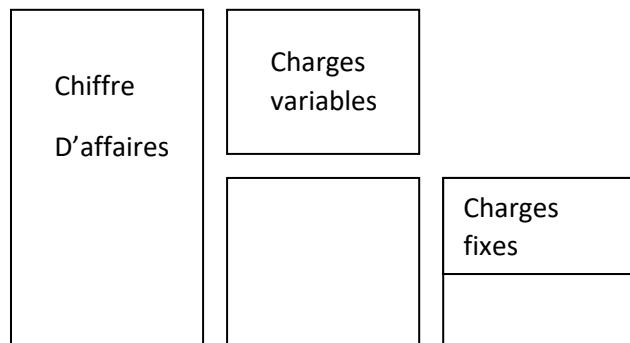
Deux informations président le calcul du point mort ou du seuil de rentabilité

- le taux de marge sur coût variable (MCV/CA)
- le montant des charges fixes

$$\boxed{\text{SEUIL DE RENTABILITE} = \text{CF} / \text{taux de MCV}}$$

D'une manière générale, on peut écrire l'égalité suivante :

$$\text{Bénéfice} = \text{Chiffre d'affaires (CA)} - \text{Charges variables (CV)} - \text{Charges fixes (CF)}$$



Si on examine ce schéma, on constate que le bénéfice apparaît dès que la marge sur coût variable couvre les charges fixes, celles-ci ne dépendant pas directement du niveau de l'activité de l'entreprise. Lorsque la MCV est égale au CF, l'entreprise ne réalise ni perte, ni bénéfice. Il est également intéressant de connaître la date à laquelle le seuil de rentabilité sera atteint. Plus le temps à couvrir les charges est long, plus la situation de l'entreprise est fragile. Cette information détermine la capacité de l'entreprise à générer du bénéfice.

Date à laquelle on atteint le seuil de rentabilité = SR / CA (HT) * 360

COMPTE DE RESULTAT DIFFERENTIEL

CHIFFRE D'AFFAIRES	
CHARGES VARIABLES	
MARGE SUR COUT VARIABLE	
CHARGES FIXES	
BENEFICE	

b) Exemples

Dans une entreprise, on prévoit :

- un chiffre d'affaires annuel hors taxe de 800 000 €
- des charges variables s'élevant à 456 000 €
- et des charges fixes se montant à 210 000 €

Calcul de la marge sur coût variable

$$MCV = CA - CV = 800\ 000 - 456\ 000 = 344\ 000 \text{ €}$$

Calcul du taux de marge sur coût variable

$$\text{Taux de MCV} = MCV / CA * 100$$

$$\text{Taux de MCV} = 344\ 000 / 800\ 000 * 100 = 43 \% = 0,43$$

Calcul du SR

Nous avons vu par définition que le seuil de rentabilité est atteint lorsque la marge sur coût variable est égale au frais fixes.
Dans notre exemple, l'égalité suivante doit être vérifiée.

$$43 \% \text{ du chiffre d'affaires critique} = 210\ 000$$

$$SR = CF / \text{taux de MCV}$$

$$SR = 210\ 000 / 0,43 = 488\ 372 \text{ €}$$

L'entreprise commencera à gagner de l'argent à partir d'un chiffre d'affaires de 488 372 €

On peut également retrouver le point mort graphiquement. Il faut représenter la droite des CF : $y = 210\ 000$ et la droite de MCV : $y = 0,43x$.

4) Utilité du calcul du seuil de rentabilité

a) Recherche du niveau minimal d'activité

Le chef d'entreprise a besoin de connaître le niveau d'activité pour lequel un résultat positif d'exploitation commence à apparaître.

Lorsque le chiffre d'affaires critique est dépassé, il peut déterminer sa marge de sécurité (CA – CAC).

Son indice de sécurité (Marge de Sécurité)/CA et évaluer son bénéfice prévisionnel.

b) Prévision de résultat

Il s'agit là du principal intérêt de l'analyse de variabilité sans laquelle les prévisions de gestion ne peuvent être chiffrées. Le résultat d'exploitation correspond à un chiffre d'affaires donné.

c) Le levier opérationnel ou levier d'exploitation

D'un point de vue prévisionnel, il est intéressant de déterminer l'incidence sur le résultat d'une variation du niveau d'activité (variations en valeurs relatives). On appelle levier opérationnel le rapport de la variation du résultat à la variation de volume ou de niveau d'activité. Le levier opérationnel représente donc l'élasticité du résultat par rapport à cette variation de volume.

$$\text{LEVIER D'EXPLOITATION} = \text{Pourcentage de variation du REX} / \text{Pourcentage de variation du Chiffre d'affaires HT}$$

d) Le seuil de rentabilité et la gestion

L'analyse de variabilité permet :

- Tout au long d'un exercice, de suivre l'évolution des ventes cumulées, des charges variables correspondantes, du résultat net (l'entreprise a intérêt à atteindre son SR le plus tôt possible).
- De déterminer l'origine principale de la variation du résultat net : variation des ventes (Prix unitaire ou Quantité) ou variation des charges.
- De se rendre compte, de l'incidence en valeur absolue, sur la rentabilité de l'exploitation (variation CF, variation du taux de MCV)

e) Les points morts multiples

Les charges de structure ne peuvent être considérées comme fixes que dans certaines limites du niveau d'activité. Lorsque le niveau d'activité varie hors de ces limites, les charges fixes varient elles-mêmes par palier. Ces modifications des charges de structure peuvent entraîner l'apparition de plusieurs points morts successifs.

5) l'effet de levier

a) La rentabilité économique

La rentabilité économique mesure la performance globale de l'entreprise. Elle reflète la capacité de l'entreprise à rémunérer ses investisseurs (prêteurs et actionnaires). Elle présente un intérêt pour les prêteurs (banque) mais aussi pour les dirigeants. (Maximisation de la rentabilité économique).

Il n'existe pas de consensus concernant le mode de calcul du résultat économique et des capitaux investis. Au numérateur, on retient un résultat avant prise en compte du coût de la dette. Généralement, on prend le résultat d'exploitation (REX). Au dénominateur, les capitaux investis sont généralement calculés de la façon suivante : Capitaux propres (hors résultat de l'exercice) + dettes financières.

Le calcul de la rentabilité économique permet de comparer les entreprises d'un même secteur d'activité quelle que soit leur structure financière.

b) La rentabilité financière

La rentabilité financière mesure la performance d'une entreprise après prise en compte du coût de la dette. Elle reflète la capacité de l'entreprise à rémunérer ses actionnaires. La rentabilité financière représente donc la rentabilité des capitaux propres. Pour calculer la rentabilité financière on divise le résultat de l'exercice par les capitaux propres.

c) Le calcul de l'effet de levier

On appelle « effet de levier financier » le supplément (ou la dégradation) de la rentabilité financière imputable à l'endettement.

- La rentabilité financière est supérieure à la rentabilité économique. L'effet de levier est positif. L'argent emprunté rapporte plus qu'il ne coûte ce qui enrichit les actionnaires.
- La rentabilité financière est inférieure à la rentabilité économique. L'effet de levier est négatif. L'argent emprunté rapporte moins qu'il ne coûte ce qui appauvrit les actionnaires.
- La rentabilité financière est égale à la rentabilité économique. L'effet de levier est inexistant. La rentabilité des capitaux propres est égale à la rentabilité économique (entreprises non endettées)

Autrement dit, on sait que l'endettement a un impact sur la rentabilité des capitaux propres. Selon les conditions de l'activité, l'endettement peut contribuer à améliorer ou à dégrader la rentabilité des capitaux propres. Ce phénomène, qualifié d'effet de levier financier, peut être mesuré et démontré. Sachant que :

- Capitaux propres = CP
- Dettes financières = D
- Taux de rentabilité économique = R_e
- Taux de rentabilité financière = R_{fi}
- Coût de la dette = i

$$R_{fi} = R_e + (R_e - i) * D/CP$$

Exemple 1:

Soit une entreprise disposant d'un actif économique de 1000, dont le résultat économique (REX ou EBIT) est de 150

(AE = Immos nettes + BFRE – On admet que l'actif économique correspond strictement à la somme des Capitaux propres et des Dettes financières). Calculez la rentabilité financière sachant que le coût de la dette est de 6% avant impôt et que le taux d'IS est de 33,1/3 %, dans le cas d'un financement uniquement par fonds propres et dans le cas d'un financement mixte (50/50)

Réponses : Cas 1 = 10 % ; Cas 2 = 16 %

$EBIT \text{ net d'impôt} = 150 * 2/3 = 100$

$\text{Rentabilité financière} = 100/1000 = 10 \%$

Si on finance l'actif économique avec 50 % de dette

$\text{Nouveau résultat} = 100 - (500 * 0,04) = 100 - 20 = 80$

$\text{Rentabilité financière} = 80/500 = 16 \%$

Exemple 2 :

Soit deux entreprises identiques dont les capitaux investis sont de 4 000 000 €. L'une est endettée pour un montant de 2 000 000 € au taux de 4,5% ; l'autre est entièrement financée par des capitaux propres. (Taux d'IS de 28 %). Le chiffre d'affaires des deux entreprises est de 1 000 000 € et les charges d'exploitation de 670 000 €.

Calculez la rentabilité économique nette d'IS, la rentabilité financière nette d'IS et mettez en avant l'effet de levier pour les 2 entreprises.

	Entreprise endettée	Entreprise non endettée
Chiffre d'affaires	1 000 000	1 000 000
Charges d'exploitation	670 000	670 000
REX	330 000	330 000
REX net d'IS	237 600 (330 000*0,72)	237 600 (330 000*0,72)
Charges financières	90 000	0
Résultat avant IS	240 000	330 000
Résultat net d'IS	172 800 (240 000*0,72)	237 600 (330 000*0,72)
Capitaux investis	4 000 000	4 000 000
Capitaux propres	2 000 000	4 000 000
Rentabilité économique nette d'IS	$237 600/4 000 000 = 5,94 \%$	$237 600/4 000 000 = 5,94 \%$
REX net d'IS/Capitaux investis		
Rentabilité financière nette d'IS	$172 800/2 000 000 = 8,64 \%$	$237 600/4 000 000 = 5,94 \%$
Résultat net d'IS/Capitaux propres		
Effet de levier financier	$8,64 - 5,94 = 2,7 \%$	Pas d'effet de levier

Dans l'entreprise non endettée, il n'y a pas d'effet de levier puisque par définition, celui-ci est lié à la présence d'un endettement. L'entreprise endettée est la plus intéressante pour de futurs actionnaires car l'argent emprunté au taux de 3,24% net d'IS (4,5%*(1-28%) rapporte 5,94 % net d'IS. Dans ces conditions, l'emprunt permet d'augmenter la rentabilité des capitaux propres.

Chapitre 5 : L'approche dynamique par les tableaux de Flux

1) Le tableau de financement

Le tableau de financement a pour vocation d'expliquer les variations du BFR, de la trésorerie et du FRNG et vérifier les calculs en déterminants la variation du FRNG par deux voies différentes.

L'entreprise a des besoins de financement (acquisition, paiement des dividendes) qu'elle finance par des ressources internes (CAF) ou externes (apports en capital ou emprunts). Le PCG, dans le cadre du système développé, conseille de récapituler sur un document de synthèse l'ensemble des ressources que l'entreprise a obtenues au cours de l'exercice et l'ensemble des emplois auxquels ces ressources ont été affectées. Ce document de synthèse est **le tableau de financement** (ou tableau des emplois et des ressources de l'exercice).

Le tableau de financement comporte deux parties. Une première partie récapitule les emplois et les ressources et une deuxième partie donne le détail de la variation du FRNG.

a) **La structure du tableau (1^{ère} partie)**

La première partie du tableau traduit la relation structurelle du bilan fonctionnel en valeurs brutes et avant affectation du résultat. En réalité, le tableau reflète l'équilibre du bilan fonctionnel.

$$\text{FRNG} = \text{capitaux stables} - \text{actif immobilisé brut}$$

Variation du FRNG = variation des capitaux stables – variation de l'actif immobilisé

$$\Delta \text{ du FRNG} = (\text{Augmentation des CS} + \text{baisse de l'AI}) - (\text{Augmentation de l'AI} + \text{baisse des CS})$$

$$\Delta \text{ du FRNG} = \text{ressources du tableau} - \text{emplois du tableau}$$

Les flux monétaires entrant dans l'entreprise sont inscrits comme ressources. Les ressources figurent à droite et comprennent : Les ressources proprement dites (CAF, produits des cessions d'immobilisations, apports en capital, emprunts) ; Mais aussi les diminutions d'emplois (remboursement des prêts, diminution du FR). Toute diminution des emplois libère en effet des ressources qui deviennent disponibles pour d'autres financements.

Les flux sortants figurent dans les emplois. Les emplois figurent à gauche et comprennent : Les emplois proprement dits (acquisition d'immobilisations, augmentation du FR, paiement des dividendes) ; Mais aussi la diminution des ressources (remboursements d'emprunts, prélèvements sur le capital).

Modèle tableau 1^{ère} partie

EMPLOIS	Exercice N	Exercice N - 1	RESSOURCES	Exercice N	Exercice N - 1
Distributions mises en paiement au cours de l'exercice Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé : Immobilisations incorporelles Immobilisations corporelles Immobilisations financières			Capacité d'autofinancement de l'exercice Cessions ou réductions d'éléments de l'actif immobilisé : Cessions d'immobilisations : - incorporelles - corporelles Cessions ou réductions d'immobilisations financières		
Charges à répartir sur plusieurs exercices (a)					
Réduction des capitaux propres (réduction de capital, retraits)			Augmentation des capitaux propres : Augmentation de capital ou apports Augmentation des autres capitaux propres		
Remboursements de dettes financières (b)			Augmentation des dettes financières (b) (c)		
Total des emplois	X	X	Total des ressources	X	X
Variation du fonds de roulement net global (ressource nette)			Variation du fonds de roulement net global (emploi net)		

(a) Montant brut transféré au cours de l'exercice

(b) sauf concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques.

(c) Hors primes de remboursement des obligations.

b) La structure du tableau (2^{ème} partie)

La seconde partie du tableau est obtenue par différence entre les bilans. Cette 2^{ème} partie, présente la variation, au cours de l'exercice, de chacun des postes de l'actif circulant et les dettes non financières (ou dettes circulantes). Ces variations sont calculées par différence entre les montants bruts figurant aux bilans des exercices N et N-1.

Ces deux bilans sont à considérer avant répartition des bénéfices. ATTENTION : les amortissements, les dépréciations et les provisions n'interviennent jamais dans un tableau de financement. Le bilan de l'exercice N est muni d'une colonne donnant le montant net des postes de l'exercice N-1. On peut éventuellement reconstituer le montant brut des stocks, des créances et des VMP en utilisant les informations du tableau des provisions et des dépréciations de l'annexe.

Les besoins : Les variations augmentant le BFR sont les augmentations des postes de l'actif circulant et les diminutions des dettes circulantes. L'augmentation du BFR est un emploi entraînant un besoin de financement ; aussi ces variations sont inscrites dans une colonne intitulée « besoins ».

Les dégagements : Les variations diminuant le BFR sont les diminutions des postes de l'actif circulant et les augmentations des dettes circulantes. La diminution du BFR dégage des ressources ; aussi ces variations sont-elles inscrites dans une colonne intitulée « dégagements ».

Les variations des postes du FR sont groupées en trois rubriques :

- Variations « Exploitation »
- Variations « hors exploitation »
- Variations « trésorerie »

Modèle tableau de financement (2^{ème} partie)

Variation du fonds de roulement net global	Exercice N		Exercice N - 1	
	Besoins 1	Dégagement 2	Solde 2 - 1	Solde
Variations « Exploitation » : Variations des actifs d'exploitation : Stocks et en-cours Avances et acomptes versés sur commandes Créances Clients, Comptes rattachés et autres créances d'exploitation (a) Variations des dettes d'exploitation : Avances et acomptes reçus sur commandes en cours Dettes Fournisseurs, Comptes rattachés et autres dettes d'exploitation (b)				
Totaux	x	x	+- x	+- x
A. variation nette " Exploitation " (c)				
Variations « Hors exploitation » : Variations des autres débiteurs (a) (d) Variations des autres créditeurs (b)				
Totaux	x	x	+- x	+- x
B. Variation nette " Hors exploitation " (c).				
TOTAL A + B : Besoins de l'exercice en fonds de roulement ou Dégagement net de fonds de roulement dans l'exercice.			- x + x	- x + x
Variations « Trésorerie »				
Variations des disponibilités Variations des concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques				
Totaux	x	x	+- x	+- x
C. Variation nette " Trésorerie " (c)				
Variation du fonds de roulement net global				
(Total A+B+C) : Emploi net ou Ressource nette			- +	- +

(a) Y compris charges constatées d'avance selon leur affectation à l'exploitation ou non.

(b) Y compris produits constatés d'avance selon leur affectation à l'exploitation ou non.

(c) Les montants sont assortis du signe (+) lorsque les dégagements l'emportent sur les besoins et du signe (-) dans le cas contraire.

(d) Y compris valeurs mobilières de placement.

2) Tableaux de flux de trésorerie

Ces tableaux retracent les flux de trésorerie qui ont traversé l'entreprise sur une année, en les regroupant en trois grandes fonctions. Il débouche sur la variation de trésorerie entre deux exercices comptables. Aux Etats-Unis, c'est un document comptable obligatoire depuis 1988. C'est aussi un document obligatoire en normes IFRS et pour les comptes consolidés en normes françaises.

Il retrace les flux de trésorerie d'une période en les regroupant selon trois fonctions différentes : activité, investissement, et financement à LMT. L'objectif est de déterminer quelles sont les fonctions qui ont été « génératrices » et celles « consommatrices » de liquidités au cours de la période.

Les règles d'établissement et de présentation de cet état font l'objet d'une norme spécifique, l'IAS 7. Autrement dit, Le tableau de flux de trésorerie permet de comprendre comment l'entreprise est passée de la trésorerie de départ à la trésorerie à la clôture.

L'objectif du tableau de flux trésorerie est de faire un rapprochement entre la trésorerie initiale (1/1/N) et la trésorerie finale (31/12/N).

Trésorerie initiale	X
+ mouvements de l'exercice	Y
= Trésorerie de clôture	Z

Les flux de trésorerie de l'exercice sont classés en trois catégories :

- Les flux liés à l'activité ;
- Les flux liés à l'investissement ;
- Les flux liés au financement

a) Les opérations relevant de l'activité

La notion d'activité est beaucoup plus large que la notion d'exploitation. Relèvent de l'activité tous les postes dits d'exploitation au sens strict, mais aussi :

- Les charges et les produits financiers ;
- Certaines charges et certains produits exceptionnels (sauf ceux relatifs aux cessions) ;
- La participation et l'impôt sur les sociétés.

Pour résumer, on peut dire que l'activité rassemble tout ce qui n'est ni investissement, ni financement. Le concept comptable le plus proche de la trésorerie générée par l'activité est la CAF. Toutefois, il existe plusieurs différences entre ces deux notions, ce qui va donner lieu à quelques corrections.

La CAF N est calculée à partir du résultat de l'exercice N, par conséquent :

- Elle tient compte des variations de stock : la prise en compte des variations de stock permet de déterminer le résultat et les ressources (la CAF) dégagés par un exercice donné. Mais ce sont des postes calculés qui n'ont pas d'incidence sur la trésorerie ; ces variations de stocks doivent donc être éliminées de la CAF.
- Par ailleurs, la C.A.F. ne tient pas compte des paiements des clients de N-1 et des règlements des fournisseurs de N-1 ni des crédits accordés ou obtenus et non réglés fin N.

D'où, le concept de l'ETE.

Une entreprise semble plutôt prospère lorsqu'elle dégage du résultat. Pourtant la trésorerie plonge d'année en année. Que se passe-t-il ? Existe-t-il un problème d'ETE négatif ?

Passer de l'EBE à l'ETE

L'excédent de trésorerie d'exploitation (ETE). L'EBE (Excédent Brut d'Exploitation) mesure la rentabilité de l'exploitation mais c'est l'ETE qui apprécie l'influence réelle de celle-ci sur la trésorerie.

Souvent les analyses s'arrêtent à l'EBE qui constitue un élément connu **des soldes intermédiaires de gestion**. Pourtant il est possible d'aller plus loin en étudiant cet excédent de trésorerie d'exploitation.

La formule de calcul est la suivante : ETE = EBE – Δ BFRE.

La variation du BFRE (Besoin en Fonds de Roulement d'Exploitation) est une conséquence directe des mouvements de trésorerie en lien avec l'exploitation, le cœur de métier de l'entreprise.

Exemple : Vous avez fait une facture de 1 000 HT soit 1 200 € TTC. Pour cela, vous avez engagé une charge de 300 € HT d'achat de marchandise. Votre EBE est alors de 700 € (1 000 - 300). Imaginons que les TVA soient validées et payées à l'État.

Vous avez payé votre fournisseur mais votre client n'a pas eu l'honneur de vous régler. Conséquence : votre trésorerie est négative de 500 €. Comment cela ? Reprenons le calcul : votre $\Delta \text{BFRE} = +1\,200 \text{ €}$ correspond à la créance client TTC qui seule reste au bilan.

Votre BFRE a donc augmenté de 1 200 €. Votre ETE est donc de 500 € = 700 (EBE) - 1 200 (ΔBFRE).

Un excédent ou une insuffisance de trésorerie.

Votre activité vous rapporte 700 € de revenu net, votre EBE, mais votre client n'ayant pas payé, il vous oblige à jouer un rôle de banque. Vous gagnez donc 700 € certes, mais vous en prêtez 1 200. Votre trésorerie baisse donc de 1 200 €. C'est votre ETE ou ITE en la circonstance pour Insuffisance de Trésorerie d'Exploitation.

Un effet de ciseau.

L'ETE est donc la traduction en termes de trésorerie du cycle d'exploitation de votre entreprise. Expliquez comme ça, évidemment... c'est « presque » clair. **Si l'augmentation du BFRE est plus rapide que l'augmentation de l'EBE**, l'effet ciseau arrive lorsque les réserves sont épuisées. L'ETE est alors négatif, privant l'entreprise des ressources financières indispensables pour continuer de fonctionner correctement. La difficulté pèse alors sur la trésorerie d'exploitation qui peut au final entraîner l'entreprise dans **des découvertes structurels dangereux**.

Un manque de trésorerie. Lorsque vous avez un EBE annuel qui progresse moins vite que votre BFRE vous êtes alors générateur d'un manque de trésorerie par votre exploitation.

La solution dans ce cas ? Un capital fort vous aidera à pouvoir assumer ce déficit de trésorerie. Il s'agit là seulement d'une première solution...

Est-ce grave ? Cela dépend du contexte et de l'ampleur.

Non si... Si vous travaillez avec des clients qui tardent à payer (des professionnels ou institutionnels p.ex.), il peut y avoir une explication « entendable ». Il reste dans ce cas à se structurer pour cette configuration précise.

Mais si... Si cet effet s'explique par contre en raison d'un manque de relance, la chose est toute autre.

Un EBE positif est une première étape pour dire que votre entreprise est en bonne santé. Mais attention, il faudra veiller à ce que l'ETE ne soit pas négatif au point d'entraîner votre trésorerie vers le bas, ce qui ne manquerait pas de vous inquiéter. Rien de dramatique si vous maîtrisez, sinon il y a grand danger.

b) Les opérations d'investissement

Il s'agit essentiellement **des acquisitions et des cessions ou réductions d'éléments de l'actif immobilisé**. La variation de trésorerie liée à l'investissement est généralement négative (les acquisitions sont supérieures aux cessions).

Cette variation négative sera financée par des liquidités issues des opérations liées à l'activité ou des opérations liées au financement.

c) Les opérations de financement

Plusieurs opérations liées au financement font varier la trésorerie de l'entreprise :

- Les augmentations de capitaux propres (augmentation de capital en numéraire) ;
- Nouvelles subventions d'équipement ;
- Les augmentations de dettes financières ;
- Les remboursements de dettes financières ;
- Les distributions de dividendes

3) le tableau de flux de trésorerie de l'OEC

L'ordre des experts-comptables (OEC) propose un modèle de tableau de flux de trésorerie.

Calcul des flux de trésorerie liés à l'activité (option 1)

- **Résultat de l'exercice**
- + amortissements, dépréciations et provisions (dotations nettes des reprises)
- + VCEAC
- - PCEAC
- - Quote-Part des subventions d'investissement virée au résultat
- = **MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT**
- - Variation du BFR lié à l'activité
- = **FLUX NET DE TRESORERIE LIE A L'ACTIVITE (A)**

La Marge Brute d'Autofinancement (MBA) correspond au flux de trésorerie potentiel généré par l'activité courante en considérant les dotations aux dépréciations sur l'actif circulant (nettes des reprises sur dépréciation de l'actif circulant) comme des charges décaissables (pertes réalisées dans un futur proche).

La MBA se distingue de la CAF car on ne rajoute pas au résultat les dotations (nettes des reprises) relatives aux postes de l'actif circulant : $MBA < CAF$

Les dotations relatives aux postes de l'actif circulant restent attachées à chacun de ces postes (stocks, créances et dettes liées à l'activité). **En conséquence, ces postes sont considérés pour leur montant net pour le calcul de la variation du BFR lié à l'activité.**

Calcul des flux de trésorerie liés à l'activité (option 2)

- Résultat d'exploitation
- + amortissements, dépréciations et provisions (dotations nettes des reprises)
- = Résultat brut d'exploitation (RBE)
- - Variation du BFRE
- = Flux net de trésorerie d'exploitation
- + ou – Produits et frais financiers
- + ou – Produits et charges exceptionnels (Sauf PCEAC)
- - IS et participation
- - variation du BFR lié à l'activité (sauf variation du BFRE)

Un flux net de trésorerie intermédiaire appelé flux net de trésorerie d'exploitation permet d'isoler la trésorerie dégagée par l'exploitation au sein de la trésorerie dégagée par l'activité.

Le flux net de trésorerie d'exploitation est proche de l'ETE, mais il diffère car il tient compte des autres produits et autres charges d'exploitation et les dotations nettes des reprises sur dépréciations de l'actif circulant sont considérées comme des charges décaissables. La variation du BFRE est donc calculée à partir des montants nets des postes de l'actif circulant.

Tableau de synthèse ; modèle de tableau de flux de trésorerie (OEC)

	Exercice N
Flux de trésorerie liés à l'activité	
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité	
Amortissements et provisions (1)	
Transfert de charges au compte de charges à répartir	
Résultat brut d'exploitation	
Moins : variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	
Stocks	
Créances d'exploitation	
Dettes d'exploitation	
<i>Flux net de trésorerie d'exploitation</i>	
Autres encassements ou décaissements liés à l'activité	
Frais financiers	
Produits financiers	
Impôt sur les sociétés, hors impôt sur les plus-values de cession	
Charges et produits exceptionnels liés à l'activité	
Autres créances liées à l'activité	
Autres dettes liées à l'activité	
<i>Flux net de trésorerie généré par l'activité</i>	
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	
Acquisitions d'immobilisations	
Cessions d'immobilisations nettes d'impôts	
Réduction d'immobilisations financières	
Variation des dettes et créances sur immobilisations	
<i>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</i>	
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	
Dividendes versés	
Incidence des variations de capital	
Émission d'emprunts	
Remboursements d'emprunts	
Subventions d'investissements reçues	
<i>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</i>	
Variation de trésorerie	
Trésorerie d'ouverture	
Trésorerie de clôture	
(1) À l'exclusion des provisions sur actif circulant	

Chapitre 6: L'impôt sur les sociétés

L'impôt sur les sociétés, contrairement au régime des BIC, concerne **les personnes morales**. C'est la société, et non plus l'entrepreneur individuel ou les associés personnes physiques, qui est redevable de l'impôt.

1) Généralités

a) Les sociétés imposables

Les sociétés soumises de plein droit à l'IS sont les suivantes :

- Les sociétés anonymes (SA) et les sociétés par actions simplifiées (SAS);
- Les sociétés à responsabilité limitée (SARL). Les SARL de famille peuvent opter pour l'impôt sur le revenu catégorie BIC.
- **Les sociétés en nom collectif (SNC)** normalement soumises à l'impôt sur le revenu catégorie BIC peuvent aussi opter pour l'IS.

b) Les différents taux de l'IS (au 1^{er} janvier 2023)

- **Taux de droit commun (25%)** : Il s'agit du taux normal qui s'applique au bénéfice imposable des sociétés soumises à l'IS de plein droit ou sur option.
- **Taux réduit des PME (15% sur une base maximale de 42 500 €)** : Ce taux s'applique sur une fraction du bénéfice imposable des sociétés qui remplissent certaines conditions. **Le CA HT** réalisé au cours de l'exercice doit être inférieur à 10 000 000 € (le capital doit être libéré et détenu pour au moins 75% par des personnes physiques).
- **Autres taux réduits (15%)** : Ce taux est applicable à certains éléments du résultat qualifiés de plus ou moins-values nettes à long terme. (Taux de 0% pour les cessions de titres de participation)

Exemple : Calculez l'IS d'une PME qui répond aux critères de l'imposition à taux réduit et dont le Bénéfice fiscal est de 60 000 €.

$$\text{Impôt sur les bénéfices} = 42\ 500 * 0,15 + (60\ 000 - 42\ 500) * 0,25 = 6\ 375 + 4\ 375 = 10\ 750 \text{ €}$$

2) Les principales charges non déductibles

a) Les dépenses personnelles

Toutes les dépenses à caractères personnelles sont des charges non déductibles, à réintégrer pour le calcul du résultat fiscal.

b) Les dépenses somptuaires

L'article 39-4 du CGI oblige les entreprises qui supportent certaines dépenses ou charges, considérées comme dispendieuses et sans utilité suffisante pour leur exploitation, à réintégrer ces sommes dans le résultat fiscal de l'entreprise.

- Les dépenses liées à la chasse et à la pêche
- La location de résidences secondaires
- Les yachts et les bateaux de plaisance

c) Les intérêts des comptes courants des associés

Les sommes déposées par des associés sur le compte de l'entreprise sont rémunérées selon un taux d'intérêt fixé par la société. Ces intérêts sont déductibles à 2 conditions :

- Le capital de la société doit être entièrement libéré.
- Le taux d'intérêt fixé par la société ne doit pas dépasser le taux effectif moyen pratiqués par les banques, si cela est le cas, le surplus doit être réintégrer

Exemple : Un associé a déposé 15 000 € le 1^{er} avril de l'année N au taux de 5,5%. Le taux effectif global des banques est de 3,5%. Calculez les intérêts versés, déductibles et éventuellement à réintégrer.

$$\text{Les intérêts versés} = 15\ 000 * 0,055 * 9/12 = 618,75 \text{ €}$$

$$\text{Les intérêts déductibles} = 15\ 000 * 0,035 * 9/12 = 393,75 \text{ €}$$

$$\text{Intérêts à réintégrer} = 618,75 - 393,75 = 225 \text{ €}$$

d) Les jetons de présence

Les jetons de présence rémunèrent la participation des administrateurs au conseil d'administration. Cette charge est déductible dans certaines limites :

- Pour les entreprises de moins de 5 salariés (457 € par membre du conseil par an)
- Pour les entreprises de 5 à 200 salariés : 5% de la moyenne des 5 meilleures rémunérations * nombre de membre du conseil d'administration.
- Pour les entreprises de plus de 200 salariés : 5% de la moyenne Des 10 meilleures rémunérations * nombre de membre du conseil d'administration.

Exemple : Une entreprise emploie 205 salariés, elle a versé 30 000 € de jetons de présence. Le montant de la rémunération brute versée aux 5 salariés les mieux rémunérés est de 390 000 € et le montant de la rémunération brute versée aux 10 salariés les mieux rémunérés est de 805 000 €. Le nombre d'administrateur est de 7. Quel est le montant à réintégrer ?

$$\text{Jetons de présence déductible} = 805\ 000/10 * 0,05 * 7 = 28\ 175 \text{ €}$$

$$\text{Jetons de présence à réintégrer} = 30\ 000 - 28\ 175 = 1\ 825 \text{ €}$$

e) Rémunérations des dirigeants et associés

La rémunération perçue par tout salarié, qu'il soit ou non dirigeant ou associé est une charge déductible dès lors qu'elle corresponde à un travail réel et qu'elle n'est pas considérée comme excessive.

f) Participation des salariés (compte 691)

RSP (réserve spéciale de participation) = $\frac{1}{2} (B - 5\% \text{ des CP}) * SB / VA$

La participation des salariés au résultat est enregistrée au 31/12/N, dans le compte 691 mais n'est déductible fiscalement qu'au cours de l'année ou l'AG des actionnaires à accepter le montant proposé, c'est-à-dire en N+1. Il faudra donc réintégrer le montant de la participation de l'année N et déduire fiscalement celle de l'année N+1.

g) Les impôts et taxes

Les impôts suivants ne sont pas déductibles :

- La taxe sur les véhicules de tourisme
- La CSG/CRDS
- L'impôt sur les sociétés

h) Les pénalités et amendes

Les pénalités, amendes fiscales et pénales ne sont jamais déductible du résultat fiscal. En revanche, les pénalités pour paiement tardif de factures fournisseurs sont déductibles lors de l'exercice de paiement au fournisseur.

i) Dons et libéralités

Ne sont pas déductibles du résultat fiscal les dons versés dans le cadre du MECENAT d'entreprise. L'entreprise pourra cependant bénéficier d'une réduction d'impôt (IR) égale à 60 % des dons pris dans la limite d'une somme égale à 5 pour mille du CA HT de l'exercice.

j) La provision pour perte de change

La provision pour perte de change constitué en comptabilité, lors de la constatation d'une perte latente n'est pas déductible. Parallèlement le compte 476 « écart de conversion actif » est à déduire.

k) Les primes d'assurance décès

Les primes d'assurances décès versées sur des contrats souscrits au profit de l'entreprise sur la tête de salarié ou de dirigeant considérés comme hommes clefs, ainsi que les primes d'assurance décès versées pour garantir le remboursement d'un emprunt, sont des charges déductibles.

l) Les dotations aux amortissements des véhicules de tourisme

Les dotations aux amortissements des véhicules de tourisme n'est pas déductible sur la fraction de leur prix d'acquisition TTC qui dépasse 18 300 € (ou 9 900 €). La limite de déductibilité dépend du taux d'émission de CO2.

3) Les principaux produits non imposables

a) Les dividendes

Les dividendes versés par une filiale peuvent être exonérés en partie de taxation dans la société mère à condition que cette dernière opte pour le régime des sociétés mère et filiale. Cette option est possible si la société mère détient plus de 5% du capital de la fille depuis plus de 2 ans. La SM pourra déduire 100% des dividendes versés et réintégrera 5%.

b) Les gains de change latent

Les gains de change latent n'apparaissent pas dans les comptes de produits comptable mais dans **un compte 477**. Or fiscalement, ils constituent des produits imposables, bien que n'étant que latent. Il faudra donc les réintégrer dans le résultat fiscal.

c) Les plus-value à LT

On relève 3 cas de PV à LT dans le cadre des sociétés soumises à l'IS

- Les concessions de licence d'exploitation, de brevet et cession de brevet imposé à 15%.
- Les reprises sur dépréciations relative aux titres de participation (compte 786). Elles sont totalement exonérées.
- Les gains sur cession de titre de participation détenue depuis plus de 2 ans (compte 261) qu'il faudra déduire pour 100 % et réintégrer pour 12%.

4) L'impôt sur les sociétés : Plus ou moins-value (complément)

Comme pour le régime des BIC, la sortie de l'actif d'une immobilisation entraîne une plus ou moins-value. Toutefois, le régime est très différent pour les sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés. Sont soumises au régime des plus ou moins-values professionnelles les sociétés soumises à l'I/S de plein droit ou sur option. Comme dans le régime des BIC, l'administration fiscale distingue deux catégories de plus ou moins-values :

- Les plus ou moins-values à court terme, imposées au taux normal de l'I/S (33,33 %) ;
- Les plus ou moins-values à long terme, imposées à l'I/S à un taux réduit de 15 %.

Toutes les cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles relèvent du régime des plus et moins-value à court terme. Le régime des plus et moins-values à long terme s'applique uniquement aux éléments suivants :

- **La cession de titres de participation ;**
- **La cession de certains placements à risques ;**
- **La cession de brevets et de licences d'exploitation ;**
- **Les redevances de concessions de brevets et de licences d'exploitation.**

Les dotations aux dépréciations constituées sur les titres relevant du régime des plus-values à long terme sont considérées comme des moins-values à LT. **Les reprises sur dépréciations effectuées sur les titres relevant du régime des plus-values à long terme sont considérées comme des plus-values à long terme.**

5) Le calcul, le paiement de l'IS et l'affectation des déficits

L'impôt brut sur les sociétés est composé du bénéfice fiscal taxé au taux de droit commun de 25% ainsi que la taxation au taux réduit de (15%) des plus ou moins-value à LT, ainsi qu'éventuellement, d'une taxation au taux réduit du régime des PME de (15%).

La loi de finances 2018 prévoyait l'abaissement du taux d'IS à 25% à l'horizon 2022. La loi de finances réalise cet objectif.

Mais il faut aussi rajouter, la contribution sociale de 3,3 % pour les entreprises qui réalisent un CA HT supérieur à 10 000 000 € sachant qu'il existe une décote de 763 000 € et si le capital est détenu pour au moins 25% par des personnes morales.

Exemple 1: Une entreprise a réalisé un CA HT de 11 000 000 €. Son bénéfice fiscal s'élève à 2 500 000 €. Calculez la contribution sociale.

Calcul de l'IS = $2\ 500\ 000 * 0,25 = 625\ 000 \text{ €}$

Contribution sociale = Pas de contribution car le montant de l'IS est inférieur à 763 000 €

Exemple 2 : Une entreprise a réalisé un CA HT de 25 000 000 €. Son bénéfice fiscal s'élève à 4 000 000 €. Calculez l'IS et la contribution sociale

Calcul de l'IS = $4\ 000\ 000 * 0,25 = 1\ 000\ 000 \text{ €}$

Contribution sociale = $(1\ 000\ 000 - 763\ 000) * 3,3\% = 7\ 821 \text{ €}$

a) Le paiement des acomptes

Les entreprises soumises à l'IS doivent verser 4 acomptes au cours de l'année civile. Ces acomptes seront payés le :

- **15 Mars N**
- **15 juin N**
- **15 septembre N**
- **15 décembre N**

Chaque acompte est égal au quart de l'impôt concerné

- IS au taux de droit commun, l'acompte sera de 6,25% (25% divisé par 4)
- IS au taux réduit de 15 % sera de 3,75% (15% divisé par 4)
- La contribution sociale sera de 0,825 % (3,3% divisé par 4)

Exemple :

Une entreprise soumise à l'IS a réalisé un BF en N-2 de 140 000 € et en N-1 de 180 000 €.
Calculez les acomptes.

1^{er} acompte (le 15 mars) : $140\ 000 * 0,0625 = 8\ 750 \text{ €}$

2^{ème} acompte (le 15 juin) : $180\ 000 * 0,0625 + (11\ 250 - 8\ 750) = 11\ 250 + 2\ 500 = 13\ 750 \text{ €}$

3^{ème} et 4^{ème} acompte = 11 250 €

Remarque :

L'article 1668 du CGI prévoit une modulation d'acompte pour les grandes entreprises. Dans ce cas :

- Pour les entreprises dont le CA HT est compris entre 250 millions et 1 milliards d'euros, le dernier acompte est égal à 95% de l'IS estimé au titre de l'exercice moins le montant des acomptes déjà versés.
- Pour les entreprises qui ont un CA compris entre 1 milliard et 5 milliards d'euros, le dernier acompte est égal à 98% de l'IS estimé au titre de l'exercice moins le montant des acomptes déjà versés.

b) La liquidation de l'IS

Au 15 mai N+1, les sociétés qui clôturent leurs exercices au 31/12/N procède à la liquidation de l'impôt sur les sociétés. Le solde de l'IS sera égal :

- IS au taux de droit commun sur Bénéfice fiscal de N
- IS au taux réduit sur BF de N
- - crédit d'impôt (dons)
- - le total des acomptes versés
- = Solde de l'IS

Exemple : Le BF de l'année N est connu fin avril et il s'élève à 220 000 € ; par ailleurs, l'entreprise bénéficie d'un crédit d'impôt de 5 000 €. Calculez le solde de l'IS (**taux de droit commun**). Le montant des acomptes versés en N est de 40 000 €.

Calcul de l'IS au taux de droit commun	= $220\ 000 * 0,25 = 55\ 000 \text{ €}$
Crédit d'impôt	= - 5 000 €
Acomptes versé	= - 40 000 €
Solde de l'IS à payer	= 10 000 €

c) enregistrement comptable de l'IS

On enregistre d'abord les acomptes en débitant le 444 « Etat, impôt sur les bénéfices » et en créditant le compte 512 banque. En fin d'exercice comptable, on débite le 695 « Impôt sur les bénéfices » et on crédite le compte 444.

d) Gestion du déficit fiscal

Lors de la détermination du résultat fiscal, les entreprises peuvent dégager un déficit fiscal. Elles ont alors deux possibilités pour gérer ce déficit.

- **Le report en avant du déficit** sur les Bénéfices fiscaux des années suivantes ;
- **Le report en arrière du déficit** sur les bénéfices fiscaux des années précédentes.

Le report en avant

Le déficit fiscal d'une année N est reportable sur les bénéfices fiscaux des années suivantes, sans limitation de durée. Toutefois, si le déficit est supérieur à 1 000 000 €, il ne peut être imputé sur le bénéfice de l'année suivante que dans la limite d'un montant de 1 000 000 € plus la part du bénéfice de cet exercice qui dépasse 1 000 000 € à hauteur de 50 %.

Exemple 1 : Une entreprise réalise en N-1 un déficit de 15 000 €. En N elle réalise un BF de 50 000 €. Elle décide de reporter son déficit fiscal en avant. Calculez le BF de N.

$$\text{Bénéfice fiscal de N} = 50\,000 - 15\,000 = 35\,000 \text{ €}$$

Exemple 2 : Une entreprise réalise en N-1 un déficit de 25 000 €. En N, elle réalise un BF de 20 000 €. Elle décide de reporter son déficit fiscal en avant. Calculez le BF de N.

$$\text{Bénéfice fiscal de N} = 20\,000 - 20\,000 = 0 \text{ € ; il restera à reporter en avant 5000 € de déficit fiscal.}$$

Exemple 3 : Une entreprise réalise en N-1 un déficit de 3 000 000 €. En N elle réalise un BF de 2 000 000 € et elle décide de reporter son déficit fiscal en avant.

Calculez le BF de N et en N+1 si le bénéfice est de 4 000 000 € (si le bénéfice est de 400 000 €)

$$\text{Calcul du report en N} = 1\,000\,000 + (2\,000\,000 - 1\,000\,000) * 50 \% = 1\,500\,000 \text{ €}$$

$$\text{BF de N} = 2\,000\,000 - 1\,500\,000 = 500\,000 \text{ €}$$

$$\text{Calcul du report éventuel en N+1} = 1\,000\,000 + (4\,000\,000 - 1\,000\,000) * 50 \% = 2\,500\,000 \text{ €}$$

$$\text{BF de N+1} = 4\,000\,000 - 1\,500\,000 = 2\,500\,000 \text{ €}$$

Si le bénéfice fiscal est de 400 000 € en N+1, on pourra reporter en avant 400 000 € et le BF de cette année sera de 400 000 – 400 000 = 0 €

Le report en arrière

Les entreprises peuvent choisir de reporter le déficit fiscal de l'année N sur le bénéfice d'imputation de l'exercice précédent. Le report en arrière fait naître une créance fiscale égale à 1/4 du montant du déficit imputé. L'excédent qui n'a pas pu être reporté en arrière sera reporté en avant. Cette créance doit être utilisée exclusivement pour le paiement de l'IS futur. Elle sera remboursée à la fin du délai de 5 ans si elle n'a pas pu être totalement imputée.

Exemple : Une entreprise réalise en N un déficit de 775 223 €. En N-1, elle réalise un BF de 240 410 €. Elle décide de reporter son déficit fiscal en arrière. Calculez la créance sur l'Etat.

$$\text{Créance sur l'Etat} = 1/4 \text{ de } 240\,410 = 60\,102,5 \text{ €}$$

EXERCICES

EXERCICE 1

La société Bab vous communique son dernier compte de résultat :

CHARGES	Montants	PRODUITS	Montants
CHARGES D'EXPLOITATION		PRODUITS D'EXPLOITATION	
Achat de marchandises	1 100	Vente de marchandises	2840
Variation des stocks de marchandises	- 100		
Achat de MP	200	Production vendue	2160
.variation stock MP	-40		
Autres achats et charges externes	250	Variation de stock de PF	48
		Subventions d'exploitation	10
Impôts, taxes et versements assimilés	58		
Charges de personnel	2 500	Reprise sur dépréciations, provisions	200
Dotations aux amortissements	732	PRODUITS FINANCIERS	22
CHARGES FINANCIERES	320	PRODUITS EXCEPTIONNELS	
CHARGES EXCEPTIONNELLES		Sur opérations de capital ⁽¹⁾	70
Sur opérations de gestion	20		
Sur opérations de capital (VCEAC)	50		
Participation des salariés	15		
Impôts sur les bénéfices	80		
TOTAL CHARGES	5 185	TOTAL PRODUITS	5 350
BENEFICE	165		
TOTAL GENERAL	5 350	TOTAL GENERAL	5 350

(1) Produits des cessions d'éléments d'actif : 60 / Quote-part de subvention virée au résultat : 10

Informations complémentaires :

- La société a pris un matériel en location-financement : montant : 400 ; amortissement sur 5 ans ; redevance annuelle : 120.
- Les frais de personnel intérimaire s'élèvent à 50.

Travail à faire :

1. Calculer les SIG du PCG.
2. Calculer les SIG en retranchant les redevances de crédit-bail, les frais de personnel extérieur et la participation.
3. Calculer la CAF (PCG) de deux façons différentes puis la CAF retraitée.

EXERCICES 2

Les informations relevées sur le compte de résultat de la société Javax pour l'exercice N vous sont ainsi communiquées :

• Achats de marchandises (d'exploitation) :	6 840
• Achats de MP et autres approvisionnements :	39 360
• Autres achats et charges externes :	14 400
• Autres charges d'exploitation :	720
• Autres produits d'exploitation :	1 440
• Charges de personnel :	24 000
• Charges d'intérêts :	3 180
• Charges exceptionnelles sur opérations de gestion :	2 640
• Charges nettes sur cessions de VMP :	500
• Dotations d'exploitation :	13 500
• Dotations exceptionnelles :	3 000
• Dotations financières :	480
• Impôts, taxes et versements assimilés :	6 000
• Impôts sur les bénéfices	21 900
• Intérêts perçus :	1 040
• Production immobilisée	1 200
• Production stockée :	6 600
• Production vendue :	96 120
• Produits de cessions d'éléments d'actif :	14 400
• Produits exceptionnels sur opérations de gestion :	480
• Reprises d'exploitation :	11 100
• Reprises exceptionnelles :	720
• Reprises financières :	2 640
• Subventions d'exploitation :	2 400
• Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés :	6 000
• Variation des stocks de marchandises :	- 240
• Variation des stocks de MP et autres approvisionnements :	1 200
• Ventes de marchandises :	11 820

Travail à faire :

1. Présentez le compte de résultat
2. Calculez les différents soldes intermédiaires de gestion (SIG)
3. Calculer la CAF de deux façons différentes.
4. Rappeler ce que représente la CAF pour une entreprise.

EXERCICE 3

Un créateur d'entreprise fait les prévisions suivantes pour son premier exercice d'activité :

- Achat de MP 30 % du CA
- Salaires bruts 320 000 €
- Cotisations sociales 140 000 €
- Autres frais généraux 110 000 €
- Résultat de l'exercice 180 000 €

Travail à faire :

Etablissez le compte de résultat prévisionnel en faisant apparaître le chiffre d'affaires.

EXERCICE 4

Un créateur d'entreprise fait les prévisions suivantes pour son premier exercice d'activité :

- Achat de MP et fournitures 25 % du CA
- Cotisations sociales 40 % des salaires bruts
- Résultat de l'exercice 15 % du CA
- Salaires bruts 260 000 €
- Autres frais généraux 136 000 €

Etablissez le compte de résultat prévisionnel en faisant apparaître le chiffre d'affaires.

EXERCICE 5

Une entreprise vous communique les informations suivantes :

- Chiffre d'affaires facturé 499 000 €
- Frais généraux 277 000 €
- Achats de MP 67 300 €
- Stock final de MP 6000 €
- Stock initial de MP 00 €

Calculez le montant des achats utilisés, le montant des charges et le résultat de l'exercice.

EXERCICE 6

Soient deux artisans appartenant au même secteur d'activité (activité commerciale) et dont les comptes de résultat se présentent dans le tableau ci-dessous.

CHARGES	A	B	PRODUITS	A	B
Achats	250	300	Ventes	500	500
Frais de transport	70	40			
Impôts et taxes	20	10			
Frais de personnel	40	30			
DAP	12	4			
Charges financières	8	1	Produits financiers	2	0
Charges exceptionnelles	2	0	Produits exceptionnels	0	5
BENEFICE	100	120			
TOTAL GENERAL	502	505	TOTAL GENERAL	502	505

Travail à faire :

Présentez les SIG

EXERCICE 7

Vous souhaitez créer une entreprise individuelle à compter du début de l'année N. On vous demande d'établir le compte de résultat prévisionnel de la 1^{ère} année d'activité à partir des prévisions suivantes et de calculer les SIG.

- Ventes de marchandises 250 000 €
- Achats de marchandises 120 000 €
- Prestation de services facturés aux clients 225 000 €
- Cotisations sociales personnelles de l'exploitant 17 000 €
- Salaires bruts 84 000 €
- Charges patronales sur salaires 37 800 €
- Loyer professionnel 24 000 €
- Achats de plusieurs machines (investissements) 90 000 €
- Prélèvements personnels 96 000 €
- Fournitures non stockables (EDF) 10 000 €
- Intérêts des emprunts 12 000 €
- Dotations aux amortissements 18 000 €
- Honoraires du comptable 10 000 €
- Carburant 8000 €
- Fournitures non stockables (petits outillages) 4000 €
- Impôts et taxes 8000 €
- Publicité 4000 €
- Assurances 5500 €
- Timbres et téléphone 3000 €
- Travaux d'entretien 4000 €
- Fournitures de bureau 2500 €
- Documentation technique 1000 €
- Agios 1000 €

EXERCICE 8

Soit le compte de résultat de l'entreprise A. Calculez les SIG

CHARGES	Montants	PRODUITS	Montants
CHARGES D'EXPLOITATION		PRODUITS D'EXPLOITATION	
Achats de marchandises	2 126 000	Ventes de marchandises	4 845 600
Variation de stock de marchandises	33 000	Produits des activités annexes	9600
Achat d'emballages	92 000		
<u>Services extérieurs et autres</u>			
Frais de mission	29 800		
Frais postaux et télécom	13 200		
Frais de transport	92 700		
Entretien et réparations	72 060		
<u>Charges de personnel</u>			
Rémunérations du personnel	408 500		
Charges de sécurité sociale	202 100		
CHARGES FINANCIERES			
Versement d'intérêts à la banque	9000		
TOTAL CHARGES	3 078 360	TOTAL PRODUITS	4 855 200
Résultat de l'exercice	1 776 840		
TOTAL GENERAL	4 855 200	TOTAL GENERAL	4 855 200

EXERCICE 9

Soit le compte de résultat de l'entreprise B. Calculez les SIG

CHARGES	Montants	PRODUITS	Montants
CHARGES D'EXPLOITATION		PRODUITS D'EXPLOITATION	
Achat de marchandises		Ventes de marchandises	250 000
Achats d'approvis non stockables		Prestations de services	225 000
.fournitures non stockables (EDF)	120 000		
.carburant	24 500		
.petits outillages			
.fournitures de bureau			
Services extérieurs et autres			
.loyer professionnel	51 500		
.travaux d'entretien			
.assurances			
.documentation technique			
.honoraires du comptable			
.publicité			
.timbres et téléphone			
Impôts et taxes			
Charges de personnel			
.salaires bruts			
.charges patronales sur salaires			
.cotisations oblig exploitant			
Dotations aux amortissements			
CHARGES FINANCIERES			
Intérêts des emprunts			
Agios			
TOTAL CHARGES	373 800	TOTAL PRODUITS	475 000
BENEFICE	101 200		
TOTAL GENERAL	475 000	TOTAL GENERAL	475 000

EXERCICE 10

Soit le compte de résultat de l'entreprise C. Calculez les SIG

CHARGES		Montants	PRODUITS	Montants
CHARGES D'EXPLOITATION			PRODUITS D'EXPLOITATION	
Achat de MP		173 000	Chiffre d'affaires facturé	712 000
.variation stock MP		-7 000		
Achats d'approvis non stockables		33 100	Variation de stock de PF	2 000
.fournitures non stock (EDF)	13 800			
.carburant	12 600			
.petits outillages	4200			
.fournitures de bureau	2500			
Services extérieurs et autres		71 150		
.loyer commercial	30 000			
.travaux d'entretien	4000			
.assurances	7000			
.transports et déplacements	8500			
.honoraires du comptable	12 000			
.publicité	6000			
.timbres et téléphone	3650			
Impôts et taxes		8000		
Charges de personnel		289 000		
.salaires bruts	174 000			
.charges patronales sur salaires	78 000			
.cotisations obligatoires exploitant	37 000			
Dotations aux amortissements		18 000		
CHARGES FINANCIERES				
Intérêts des emprunts		13 000		
Agios		1200		
TOTAL CHARGES		599 450	TOTAL PRODUITS	714 000
BENEFICE		114 550		
TOTAL GENERAL		714 000	TOTAL GENERAL	714 000

EXERCICE 11

Monsieur FRANQUIN envisage de créer son entreprise individuelle début janvier N pour exercer l'activité de fabrication de pièces de précision. Ses prévisions sont les suivantes pour son 1^{er} exercice d'activité :

• Production totale	800 000 €
• Production vendue	720 000 €
• Chiffre d'affaires encaissé	680 000 €
• Achats de MP	180 000 €
• Salaires bruts	210 000 €
• TVA sur achats	33 480 €
• EDF	22 000 €
• Carburant	18 000 €
• Stock de MP au 31/12/N	15 000 €
• Charges sur salaires	95 000 €
• Honoraires du comptable	12 000 €
• Intérêts sur emprunt	14 000 €
• Cotisations sociales obligatoires	15 000 €
• Assurances	12 000 €
• Autres charges externes	20 000 €
• Loyer mensuel	3000 €
• Fournitures de bureau	4000 €
• Petit d'outillage	8000 €
• Publicité	5000 €
• Agios	2500 €
• Impôts et taxes	9000 €

INVESTISSEMENTS

- Machine A, date d'acquisition et de mise en service le 01/01/N. Prix HT : 120 000 € amortie en linéaire sur 8 ans.
- Machine B, date d'acquisition et de mise en service le 16/01/N. Prix HT : 60 000 € amortie en linéaire sur 5 ans.

Travail à faire :

1. établir le CR prévisionnel pour N
2. calculez les SIG et exprimez ces résultats en pourcentages par rapport à la production totale.

EXERCICE 12

• achats de marchandises :	1 350 000
• variation stock marchandises :	-33 500
• achat MP:	780 000
• variation stock MP:	-63 100
• autres achats et charges externes:	922 400
• Impôts et taxes :	117 300

Calculer les consommations intermédiaires (PCG)

EXERCICE 13

On a : CAHT = 10 000 € ; taux de marge commerciale = 55%. Calculer le coût d'achat des marchandises vendues.

Un commerçant a acheté un lot de blouson à 30 € l'unité. Il les revend en réalisant une marge de 25 % du prix de vente. De combien a-t-il majoré le prix d'achat ? Répondre sous forme d'une fraction

EXERCICE 14

Monsieur LORCA exploite une entreprise individuelle depuis plusieurs années. Il vous fournit les renseignements comptables suivants relatifs à l'année N.

• Chiffre d'affaires	1 800 000 €
• Emprunt (capital restant à rembourser)	180 000 €
• Achats de MP et fournitures	760 000 €
• Salaires et charges sur salaires	483 000 €
• Investissements : valeur d'acquisition	350 000 €
• Amortissement total depuis l'acquisition	140 000 €
• Prélèvement personnel	180 000 €
• Stock initial de MP	48 000 €
• Stock final de MP	26 000 €
• EDF	33 000 €
• Cotisations obligatoires de l'exploitant	68 000 €
• Dotations aux amortissements de l'année N	52 000 €
• Carburant/assurances	40 000 €
• Honoraires du comptable	20 000 €
• Impôts et taxes	32 000 €
• Banque au 31/12/N	68 200 €
• Intérêts sur emprunt	12 600 €
• Créances clients au 31/12/N	18 800 €
• Dettes fournisseurs au 31/12/N	22 300 €
• Autres dettes au 31/12/N	32 400 €
• Entretien et réparation	10 900 €
• Autres charges externes	68 600 €
• Fournitures de bureau	4500 €
• Autres créances au 31/12/N	7500 €
• Caisse au 31/12/N	5400 €

Travail à faire :

Etablissez le compte de résultat et le bilan de cette entreprise à la fin de l'exercice comptable. Vous équilibrerez votre bilan en calculant la valeur des fonds propres à la fin de l'exercice N.

EXERCICE 15

Vous disposez de l'extrait de la balance au 31/12/20N, après inventaire, de l'entreprise « FELGINE ». Présentez le compte de résultat et présentez les Soldes Intermédiaires de Gestion.

• Ventes de marchandises	105 950 €
• Stock de marchandises au 1 ^{er} janvier N	48 720 €
• Achats de marchandises	81 090 €
• Stock de marchandises au 31 décembre N	59 140 €
• Frais postaux et téléphone	2430 €
• Services bancaires et assimilés	1940 €
• Impôts et taxes	1550 €
• Rémunérations du personnel	6720 €
• Charges sociales	2520 €
• DAP (d'exploitation)	2040 €
• Transports de biens	960 €
• Charges financières	270 €
• VCEAC	300 €
• RRR accordés par l'entreprise	940 €
• Produits financiers	210 €
• PCEAC	390 €
• RRR obtenus sur achat de marchandises	580 €

EXERCICE 16

Le compte de résultat de l'entreprise BADIN se présente ainsi, fin 20N :

CHARGES	Montants	PRODUITS	Montants
CHARGES D'EXPLOITATION		PRODUITS D'EXPLOITATION	
Achat de marchandises	13 000	Ventes de marchandises	20 500
Variation de stock de marchand.	1 000		
Achats de MP	39 000	Ventes de PF	93 700
Variation de stock de MP	-2000	Variation de stock de PF	-1400
 Services extérieurs et autres	 17 000	 Production immobilisée	 3800
		Subvention d'exploitation	2200
 Impôts et taxes	 3500		
Charges de personnel	26 000	autres produits	300
.salaires bruts			
.charges patronales sur salaires			
Dotations aux amortissements	8 100	 PRODUITS FINANCIERS	
CHARGES FINANCIERES	5 400	Produits de participations	2100
Intérêts des emprunts		PRODUITS EXCEPTIONNELS	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	7 400	PCEAC	5500
Pénalités et amendes fiscales			
IS	3200		
 TOTAL CHARGES	 121 600	 TOTAL PRODUITS	 126 700
BENEFICE	5 100		
TOTAL GENERAL	126 700	TOTAL GENERAL	126 700

Calculez les SIG et la CAF (de deux façons différentes)

EXERCICE 17

A partir des postes suivants, présentez le compte de résultat et présentez les SIG :

• Production vendue	7 500 000 €
• Achats de MP	2 150 000 €
• Salaires nets	1 630 000 €
• Impôt sur le bénéfice	1 203 500 €
• Ventes de marchandises	322 000 €
• Achats de marchandises	300 000 €
• Variation de stock de MP	-150 000 €
• Charges sociales	720 000 €
• Dotations aux amortissements	590 500 €
• Autres achats et charges externes	232 000 €
• Variation de stock de PF	43 000 €
• Variation de stock de marchandises	20 000 €
• Impôts et taxes	61 000 €
• Autres charges de gestion courante	15 000 €
• Charges d'intérêts	15 200 €
• Prix de cession des actifs	3200 €
• Valeur comptable des actifs cédés	1000 €

EXERCICE 18

- Les cessions d'éléments d'actif immobilisés réalisées par la société LE GOELAND au cours de l'exercice, se sont soldées par une moins-value de 10 000 €.
- La société LE GOELAND a reçu une subvention d'exploitation de 100 000 €.
- Les ventes de PF s'élèvent à 1 750 000 €.
- Les impôts et taxes représentent 5 % de la VA et l'IS est égal au résultat de l'exercice.
- Durant l'exercice, les comptes 687 et 787 n'ont pas été mouvementés.
- Le résultat de l'exercice est égal à 50 % du résultat d'exploitation.
- **Parmi les éléments du résultat financier, on relève que le compte 686 a été débité de 3 000 € alors que le compte 786 a été crédité de 5 000 €.**
- A l'ouverture de l'exercice, le stock de Produits Finis s'élevait à 430 000 € alors qu'il s'établit à 610 000 € à la clôture.
- Les charges de personnel correspondent à 92,5 % des consommations en provenance des tiers.
- Il a été pratiqué des DAP d'exploitation pour 120 000 € et des RAP d'exploitation pour 42 000 €.
- La société a construit, pour ses propres besoins, un entrepôt dont le coût de production s'élève à 70 000 €.
- L'excédent des charges de gestion courante sur les autres produits de gestion courante correspond à 2,75 % des consommations en provenance des tiers.
- Le résultat exceptionnel de l'exercice est un profit de 8000 €. (Sans compter la cession des actifs).
- La VA représente 60 % de la production de l'exercice et il n'y a pas de participation des salariés aux résultats.

Travail à faire :

Calculez les SIG de la société LE GOELAND

EXERCICE 19

Donnez la signification économique et financière des soldes suivants :

- EBE/EBITDA
- REX/EBIT

EXERCICE 20

On sait que :

- résultat de l'exercice : 9450
- charges non décaissables : 2640
- produits non encaissables : 520
- produits de cession : 610
- EBE : 15 650
- autres produits encaissables (Non utilisés pour le calcul de l'EBE) : 3230 (y compris les produits de cession)
- autres charges décaissables : 7310

Travail à faire :

Calculer le montant de la CAF de deux façons différentes.

EXERCICE 21

Une société à pris en crédit-bail un matériel d'une valeur de 220 000 €, amortissable en linéaire sur 5 ans ; la redevance annuelle est de 53 000 € ; Décomposer cette redevance.

- Si la variation de stock de MP est de +4500, le stock a
- Si la production stockée est de : -900, le stock a

EXERCICE 22

Soient les éléments suivants :

- Actif immobilisé 250 000 €
- Emprunt à LT 120 000 €
- Actif circulant 150 000 €
- Capitaux propres 160 000 €
- Dettes à court terme 120 000 €

Travail à faire :

Calculez le fonds de roulement

EXERCICE 23

Soient les éléments suivants :

- Capitaux propres 1 735 000 €
- Actif immobilisé 1 880 000 €
- Actif circulant 323 900 €
- Emprunts à long terme 400 000 €
- Dettes cycliques 68 900 €

Travail à faire :

Calculez le fonds de roulement

EXERCICE 24

Monsieur SARIS exploite une entreprise individuelle depuis 3 ans. Les éléments comptables nécessaires à l'établissement de son bilan au 31/12/N sont les suivants :

• Immobilisations (machines, mobiliers...)	226 000 €
• Emprunt (capital restant à rembourser)	140 000 €
• Stock de MP et fournitures	27 500 €
• Amortissements depuis l'acquisition	72 000 €
• Découvert bancaire	18 600 €
• Sommes dues par les clients	34 550 €
• Sommes dues aux fournisseurs	48 000 €
• Créditeurs divers (organismes sociaux....)	12 100 €
• Effets à recevoir	4300 €
• Caisse	6450 €

Travail à faire :

1. Etablir le bilan au 31/12/N en faisant apparaître la valeur des fonds propres
2. Sachant qu'en N le résultat de l'exercice a été de 105 000 € et que les prélèvements personnels de M. SARIS se sont élevés à 120 000 €, calculez le montant des CP au bilan du 31/12/N - 1.
3. Calculez le montant des capitaux permanents, des capitaux étrangers et du passif circulant.
4. Calculez le FR, le BFR et la trésorerie au 31/12/N
5. Commentez la situation financière de l'entreprise en utilisant les résultats précédents et en utilisant quelques ratios. (autonomie financière, trésorerie, solvabilité...)

EXERCICE 25

Au 31/12/N, le bilan de l'entreprise Semoca se présente ainsi (en milliers d' €):

ACTIF	Brut	A & D	Net	PASSIF	Montants
Immobilisations incorporelles	80	60	20	Capital	500
Immobilisations corporelles	1000	300	700	Réserves	100
Immobilisations financières	400	50	350	Résultat de l'exercice	60
Stocks	320	20	300	Provisions pour risques	20
Clients	180	30	150	Provisions pour charges	12
Effets à recevoir	151		151	Emprunts ¹	820
Etats, impôts sur les bénéfices	20		20	Dettes fournisseurs	50
Débiteurs divers	7		7	Effets à payer	120
Disponibilités	2		2	TVA à décaisser	12
				Créditeurs divers	6
TOTAL	2160	460	1700	TOTAL	1700

¹ Dont concours bancaires courants : 20

Travail à faire :

1. Calculez le FRNG de deux façons différentes.
2. Déterminez le BFR et la TN.
3. Expliquez comment ce besoin en fonds de roulement est financé.
4. Décomposez le BFR en BFRE et BFRHE.

EXERCICE 26

On donne, ci-dessous, le bilan au 31/12/N de l'entreprise Ara (en milliers d'€):

ACTIF	Brut	A & D	Net	PASSIF	Montants
Immobilisations incorporelles	40	20	20	Capital	200
Immobilisations corporelles	500	100	400	Réserves	20
Immobilisations financières	60	15	45	Résultat de l'exercice	10
Stocks	500	40	460	Provisions pour risques	4
Créances d'exploitation	60	10	50	Provisions pour charges	6
Créances diverses	10		10	Emprunts	75
VMP	3		3	Dettes fournisseurs	650
				Dettes fiscales et sociales	30
Disponibilités	12		12	Dettes diverses	5
TOTAL	1185	185	1000	TOTAL	1000

Travail à faire :

1. Calculer le Fonds de Roulement net global, le besoin en fonds de roulement et la trésorerie.
2. Représentez schématiquement le bilan avec les trois seuls éléments calculés dans la première question.
3. Comment est financé le BFR ?

EXERCICE 27

Le directeur financier de la société Levim vous confie son dernier bilan ainsi que des informations complémentaires (en milliers d'€).

ACTIF	Brut	Net	PASSIF	Montants
Immobilisations incorporelles	3400	2600	Capital	2200
Immobilisations corporelles	9600	7800	Réserves	5200
Immobilisations financières	700	700	Résultat de l'exercice	1800
Stocks	2000	1800	Provisions réglementées	300
Créances clients	4500	4200	Provisions pour risques et charges	400
Créances diverses	900	900	Emprunts	8200
VMP	800	800	Dettes fournisseurs	1900
Disponibilités	1000	1000	Dettes fiscales et sociales	300
Charges constatées d'avance	200	200	Dettes diverses	100
Ecart de conversion ACTIF	500	500	Produits constatés d'avance	100
TOTAL	23 600	20 500	TOTAL	20 500

Autres informations

- Les charges et produits constatés d'avance relèvent de l'exploitation.
- Les concours bancaires courants s'élèvent à 400 €.
- Les écarts de conversion « actif » sont relatifs aux fournisseurs.
- Les intérêts courus relatifs aux emprunts sont de 200.
- Les effets escomptés non échus s'élèvent à 200 à la fin de l'exercice.
- Les VMP sont assimilées à de la trésorerie.

Travail à faire :

1. Présentez le bilan fonctionnel.
2. Calculez le FRNG, le BFRE, le BFRHE et la TN.
3. Présentez un rapide commentaire sur la situation de la société.

EXERCICE 28

Voici le bilan de la SARL Delta, candidat pour votre franchise, pour les exercices N et N+1 (on négligera les amortissements et les provisions)

ACTIF	N	N+1	PASSIF	N	N+1
Actif immobilisé	555 000	545 600	Capital	410 040	571 240
			Emprunt LT	281 960	203 960
Actif circulant	411 100	430 000	Dettes à CT	191 500	241 700
Trésorerie actif	15 000	57 100	Trésorerie passif	97 600	15 800
TOTAL	981 100	1 032 700	TOTAL	981 100	1 032 700

Travail à faire :

1. Calculer pour les deux années le FRNG, le BFR et la TN. Calculer leur variation.
2. Quelle relation mathématique existe-t-il entre ces trois éléments ? Expliquez
3. Conclure sur l'évolution de la situation financière de l'entreprise.

EXERCICE 29

Le magasin Monet vous a communiqué son bilan :

ACTIF	Brut	A & D	VNC	PASSIF	Montant
Fonds de commerce	115 000	10 000	105 000	Capital	200 000
Matériel & Outillage	200 000	20 000	180 000	Emprunt LT	120 000
Stocks	22 000	2 000	20 000	Dettes fournisseurs	50 000
Banque	65 000		65 000		
TOTAL	402 000	32 000	370 000	TOTAL	370 000

Travail à faire :

1. Calculez le FRNG, le BFR et la TN.
2. Calculez des ratios de structure financière et commentez.
3. Quelle est la particularité de cette structure financière ? A quoi l'attribuer ? Quel pourrait être l'activité de l'entreprise ?
4. Conclure sur la situation financière de l'entreprise.

EXERCICE 30

Une entreprise vous a remis le document suivant.

ACTIF	Brut	A & D	VNC	N-1	PASSIF	N	N-1
Immobilisations	98 915	63 523	35 392	44 840	Capital social	64 000	64 000
Stocks	42 090		42 090	27 500	Réserves	1195	339
Clients	8897		8897	7749	Résultat	- 6326	1258
Disponibilités	383		383	389	Emprunt	5793	6003
					Dettes fournisseurs	6392	6726
					Banque	15 708	2152
TOTAL	150 285	63 523	86 762	80 478	TOTAL	86 762	80 478

Travail à faire :

1. Calculer le FRNG, le BFR et la trésorerie nette.
2. Calculer des ratios de structure financière et des ratios de rotation.
3. Conclure sur la situation financière de l'entreprise en tenant compte des évolutions.

EXERCICE 31

On donne, ci-dessous, le compte de résultat simplifié de l'entreprise X :

CHARGES	Montants	PRODUITS	Montants
Charges d'exploitation variables	285	Chiffre d'affaires	1000
Charges d'exploitation fixes	310		
Charges d'intérêt	90		
Impôts sur les sociétés	105		
Résultat net	210		
TOTAL	1000	TOTAL	1000

D'autre part, on sait que :

- | | |
|---|----------|
| • Capitaux propres | 2000 |
| • Dettes financière | 1500 |
| • Coût moyen des dettes financières avant impôt | 6 % |
| • Taux d'I/S | 33,1/3 % |

Travail à faire :

1. Calculez le taux de rentabilité financière.
2. Calculez le taux de rentabilité économique (avant et après I/S).
3. Retrouvez la rentabilité financière à partir de la formule de l'effet de levier.
4. Calculez l'effet de levier et interpréter le résultat.
5. Calculez les seuils de rentabilité globale et d'exploitation.

EXERCICE 32

Soit le compte de résultat suivant :

CHARGES	Montants	PRODUITS	Montants
Achats de marchandises	358 000	Ventes de marchandises	1 420 000
Variation de stock	3000	Produits financiers	1500
Autres achats et charges externes	232 000	Produits de cession	2500
Impôts, taxes et versements assimilés	27 500		
Charges de personnel	422 600		
Dotations d'exploitation	85 900		
Charges d'intérêts	9500		
VCEAC	4000		
Impôts sur les bénéfices	72 200		
Résultat de l'exercice	209 300		
TOTAL	1 424 000	TOTAL	1 424 000

Le coût d'achat des marchandises vendues et 80 % des autres achats et charges externes et des charges de personnel sont des charges variables.

Travail à faire :

1. Calculez le levier d'exploitation de l'entreprise en considérant les hypothèses suivantes :
 - Augmentation de 20 % du CA HT.
 - Diminution de 10 % du CA HT.
2. Retrouvez le levier à partir du seuil de rentabilité
3. Calculez le levier d'exploitation dans l'hypothèse où le coût d'achat des marchandises vendues est la seule charge variable, les autres charges étant fixes.
4. Conclure.

EXERCICE 33

Fin N, le responsable de la société anonyme Rentab vous demande de procéder à l'analyse de la rentabilité de son entreprise à partir des informations suivantes :

• Capitaux propres	524 000 €
• Résultat de l'entreprise	167 000 €
• Dettes financières	283 000 €
• Charges d'intérêt	21 000 €
• Taux de l'I/S	33,1/3 %

Par ailleurs, on vous précise que les capitaux investis sont appréhendés à partir du total « capitaux propres + dettes financières » et que les capitaux propres à retenir sont les capitaux propres hors résultat, pour le calcul des deux taux de rentabilité demandés.

Travail à faire :

1. Définir les notions de rentabilité économique et de rentabilité financière.
2. Calculez la rentabilité économique après impôt et la rentabilité financière.
3. Expliquez l'écart entre les deux rentabilités, d'abord de manière rédactionnelle puis à l'aide d'un calcul précis.

EXERCICE 34

Soient les données suivantes (taux de TVA 20 %):

• Chiffre d'affaires prévisionnel TTC	600 000 €
• Achats prévisionnels TTC	120 000 €
• Délai moyen paiement clients	60 jours
• Délai moyen paiement fournisseurs	30 jours
• Rotation stock MP	10 jours
• Rotation stock PF	15 jours

Travail à faire :

Calculez le BFR

EXERCICE 35

Monsieur JANIN envisage de créer prochainement une entreprise et vous demande de calculer son BFR compte tenu des éléments prévisionnels suivants (taux de TVA 20 %):

• Chiffre d'affaires prévisionnel TTC	1 440 000 €
• Achats prévisionnels TTC	420 000 €
• Délai moyen paiement clients	45 jours
• Délai moyen paiement fournisseurs	30 jours
• Rotation stock MP	15 jours
• Rotation stock PF	20 jours

Travail à faire :

Calculez le BFR

EXERCICE 36

Soit les renseignements suivants concernant l'entreprise X :

• Chiffre d'affaires	500 000 €
• Charges totales	420 000 €
• Charges variables	340 000 €

Travail à faire :

Calculer la marge sur coût variable en valeur et en pourcentage du chiffre d'affaires ainsi que le SR

EXERCICE 37

Dans une entreprise, le taux de marge sur coût variable est égal à 25 % du chiffre d'affaires. Les charges fixes s'élèvent à 200 000 € jusqu'à 1 000 000 € de chiffre d'affaires, puis elles passent brutalement à 320 000 € au de-là de ce chiffre. Déterminer le seuil de rentabilité lorsque le chiffre d'affaires est inférieur à 1 000 000 € et le nouveau seuil lorsque le chiffre d'affaires est supérieur à 1 000 000 €.

EXERCICE 38

Un entrepreneur prévoit de fabriquer 150 000 articles. Les charges de structure s'élèvent à 360 000 € et le coût variable unitaire prévu est de 3 €. Le prix de vente unitaire est de 6 €. Il ne variera probablement pas au cours du prochain exercice.

Travail à faire :

1. Calculer la marge sur coût variable en valeur et en pourcentage du chiffre d'affaires.
2. Calculer le seuil de rentabilité. Combien doit-il produire/vendre d'articles avant de réaliser un bénéfice ?

EXERCICE 39

Dans une entreprise, le taux de marge sur coût variable est de 37,5 % du CA net ; les charges fixes s'élèvent à 446 000 €.

Travail à faire :

1. Calculer le seuil de rentabilité.
2. On prévoit pour le prochain exercice une hausse des coûts variables de 10 % et une hausse des coûts fixes de 5 %. Le prix de vente ne changera pas. Calculez le taux de marge sur coût variable et le nouveau point mort.

EXERCICE 40

L'entreprise TISSALP envisage de commercialiser un nouveau type de gant et se fixe comme objectif d'atteindre le point mort la première année et de réaliser un profit de 400 000 € l'année suivante. La fabrication impliquerait des frais fixes annuels de 1 000 000 €, le coût variable unitaire s'élèverait à 10 € et le prix de vente unitaire à 30 €. Pour réaliser l'objectif visé, quelles productions doivent être réalisées au cours de la première année et de la deuxième année ?

EXERCICE 41

La société Vapa vous communique des informations relatives aux deux derniers exercices :

	N	N-1
Chiffre d'affaires	2000	1600
Coûts variables	800	720
Coûts fixes	900	990
Résultats avant impôts	300	-110

Travail à faire :

1. Calculez les variations des rubriques figurant dans le compte de résultat
2. Calculez le seuil de rentabilité pour les deux exercices.
3. Analyser l'évolution de la situation.
4. Calculer la marge de sécurité et l'indice de sécurité pour les deux exercices ;

EXERCICE 42

Les charges de l'entreprise MARBRIER ont été les suivantes au cours du dernier exercice :

• Achats d'approvisionnement	700 000 €
• Charges de personnel	360 000 €
• Dotations de l'exercice	142 000 €
• Services extérieurs	80 000 €
• Autres services extérieurs	92 000 €
• Impôts et taxes	30 000 €
• Charges financières	16 000 €

Il n'y avait ni stock initial, ni stock final. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 1 716 000 €. On vous communique le tableau de ventilation des charges en charges opérationnelles et charges de structure. (Tableau à compléter)

Charge par nature	CV en %	CV en valeur	CF en %	CF en valeur
Achats d'approvisionnement	100 %			
Services extérieurs	80 %			
Autres services extérieurs	60 %			
Impôts et taxes	20 %			
Charges de personnel	30 %			
Charges financières	95 %			
Dotations de l'exercice	0 %			
TOTAL	XXXX		XXXX	

Travail à faire :

1. Calculer le montant des charges variables et le montant des charges fixes.
2. Déterminer le seuil de rentabilité.

EXERCICE 43

Deux entreprises A et B fabriquent et vendent un même produit M. Elles pratiquent le même prix de vente, soit 100 € par article. L'une des entreprises est fortement mécanisée. Pour N, le résultatat de l'exercice de chacune des deux entreprises peut être calculé à l'aide des données du tableau suivant :

	Entreprise A	Entreprise B
Chiffre d'affaires	1 000 000 €	1 000 000 €
MP consommées	500 000 €	500 000 €
DAP	50 000 €	200 000 €
Autres charges variables	250 000 €	50 000 €
Autres charges fixes	150 000 €	200 000 €

Travail à faire :

1. Quelle est, à priori, l'entreprise la plus mécanisée ? Justifiez votre réponse
2. Calculez le résultatat de chacune des deux entreprises.
3. Calculez le seuil de rentabilité de chacune des deux entreprises.
4. Déterminez par le calcul l'entreprise la plus vulnérable au cas où une crise entraînerait une baisse de 50 % du chiffre d'affaires des deux entreprises.
5. Pour N+1, chacun des chefs d'entreprise étudie la possibilité de doubler les quantités vendues, en même temps que le résultatat. Cet objectif peut être envisagé sans modification de structure. A quel prix de vente cet objectif correspond-il pour chacune des deux entreprises ?

EXERCICE 44

35COM281 – Comptabilité financière des sociétés - 2

Monsieur François, salarié, désire créer sa propre entreprise artisanale. Les prévisions (HT), pour la première année d'activité sont les suivantes :

• Achats consommés et sous-traitance	236 200 €
• Chiffre d'affaires annuel	526 000 €
• Investissements	30 000 €
• Loyer commercial annuel	18 000 €
• Publicité	25 000 €
• Salaire	60 000 €
• Charges sur salaire	30 000 €
• Cotisations sociales de l'exploitant	12 000 €
• Intérêts sur emprunts	9150 €
• EDF	2000 €
• Divers services extérieurs	5000 €
• Frais de télécommunication	6000 €
• Assurance	1200 €
• Impôts et taxes	3000 €
• Honoraires divers	8000 €

Travail à faire :

1. Etablissez le compte de résultat prévisionnel de la première année, sachant que la durée de vie de l'investissement est de 5 ans et que la méthode d'amortissement est la méthode linéaire.
2. Déterminez le seuil de rentabilité de cette première année d'activité sachant que seuls les achats consommés et la sous-traitance seront considérés comme charges variables.
3. Quelle serait l'influence d'une augmentation de 10 % des charges fixes ?

EXERCICE 45

35COM281 – Comptabilité financière des sociétés - 2

Depuis quelques années, l'entreprise Duquesnois a des problèmes de trésorerie alors que son résultat s'améliore. Nous avons décidé pour répondre à cette interrogation d'établir un tableau de financement et un court rapport sur l'évolution de la situation financière de la société.

Renseignements complémentaires

- La répartition du résultat de N-1 a été la suivante : mise en réserve de 100 000 € et le solde a été distribué.
- Dotations aux amortissements au 31/12/N : 103 738,86 € (dont 7000 € pour charge à répartir)
- Dotations aux provisions au 31/12/N : 1954 €
- Reprises sur provisions au 31/12/N : 2224 €
- L'entreprise a cédé durant l'année des appareils de levage et de peinture pour 5700 €. Ce matériel avait été acheté 9050 €. Il était amorti pour 2000 €. Il s'agit de la seule cession opérée dans l'exercice.
- Un nouvel emprunt à moyen terme de 17 000 € a été souscrit courant N.

Bilan au 31/12/N-1

ACTIF	BRUT	A & D	NET	PASSIF	NET
Actif immobilisé				Capitaux propres	
Terrains	111 000		111 000	Capital	700 000
Constructions	600 000	450 000	150 000	Réserves	150 000
ITMOI	40 125	17 596	22 529	Résultat	126 136
Autres immobilisations	242 000	65 133	176 867		
TOTAL 1	993 125	532 729	460 396	TOTAL 1	976 136
Actif circulant				Dettes	
Stocks de marchandises	545 000	16 350	528 650	Emprunts Bque (1)	42 000
Créances clients	241 000	4230	236 770	Emprunts divers	100 000
VMP	21 000	1980	19 020	Dettes fournisseurs	224 600
Disponibilités	97 900		97 900		
TOTAL 2	904 900	22 560	882 340	TOTAL 2	336 600
TOTAL GENERAL	1 898 025	555 289	1 342 736	TOTAL GENERAL	1 342 736

(1) Il s'agit d'un découvert bancaire

Bilan au 31/12/N

ACTIF	BRUT	A & D	NET	PASSIF	NET
Actif immobilisé				Capitaux propres	
Terrains	287 000		287 000	Capital	700 000
Constructions	600 000	474 000	126 000	Réserves	250 000
ITMOI	59 900	17 588,20	42 311,80	Résultat	145 087,14
Autres immobilisations	242 000	135 879,66	106 120,34		
TOTAL 1	1 188 900	627 467,86	561 432,14	TOTAL 1	1 095 087,14
Actif circulant				Dettes	
Stocks de marchandises	510 000	16 700	493 300	Emprunts Bque (1)	21 500
Créances clients	197 000	3090	193 910	Emprunts divers	80 000
VMP	15 800	2500	13 300	Dettes fournisseurs	147 995
Disponibilités	68 640		68 640		
TOTAL 2	791 440	22 290	769 150	TOTAL 2	249 495
Charges à répartir	14 000		14 000		
TOTAL GENERAL	1 994 340	649 757,86	1 344 582,14	TOTAL GENERAL	1 344 582,14

(1) Il s'agit d'un découvert bancaire

EXERCICE 46

35COM281 – Comptabilité financière des sociétés - 2

A l'aide des bilans au 31 décembre des années N et N-1 et des comptes de résultat des années N et N-1, établir le tableau de financement de la société TAFI. Par ailleurs, on vous communique un extrait de l'annexe.

Extrait de l'annexe

- Diminution des immobilisations corporelles : 1280
- Les diminutions des immobilisations corporelles correspondent à la VB des cessions et à des mises au rebut.
- Augmentation des immobilisations corporelles : 2700
- Charges à répartir sur plusieurs exercices ; (diminution de 100 par amortissement)
- Emprunts souscrits au cours de l'exercice : 600
- Emprunts remboursés au cours de l'exercice : 1700
- Il n'y a pas de réduction de capital

Société TAFI. BILAN à N-1 (PASSIF)

PASSIF	Exercice N-1	Exercice N-2
Capitaux propres		
Capital	4000	X
Réserves	1890	X
Résultat de l'exercice (bénéfice)	280	X
Total capitaux propres (I)	6170	X
Provisions pour risques (II)	680	X
Dettes		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	4100	X
Emprunts et dettes financières divers	1000	X
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2700	X
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	880	X
Produits constatés d'avance	30	X
Total dettes (III)	8710	X
TOTAL GENERAL (I + II + III)	15 560	X

(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques 497

Société TAFI. BILAN à N (PASSIF)

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Capitaux propres		
Capital	6000	4000
Primes d'émission	1600	X
Réserves	2000	1890
Résultat de l'exercice (bénéfice)	370	280
Total capitaux propres (I)	9970	6170
Provisions pour risques (II)	1010	680
Dettes		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	2800	4100
Emprunts et dettes financières divers	750	1000
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3048	2700
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	300	880
Produits constatés d'avance	20	30
Total dettes (III)	6918	8710
TOTAL GENERAL (I + II + III)	17 898	15 560

(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques 47

Société TAFI. BILAN à N-1(ACTIF)

ACTIF	EXERCICE N-1			N-2
	BRUT	A & P	NET	NET
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
Frais d'établissement	100	50	50	X
<u>Immobilisations corporelles</u>				
ITMOI	9700	2250	7450	X
Avances et acomptes	1000		1000	
<u>Immobilisations financières</u>				
Prêts	1300		1300	X
Total actif immobilisé (I)	12 100	2300	9800	X
Stocks et en-cours	3000	150	2850	X
Avances et acomptes versés sur commandes	600		600	X
Créances	1900	200	1700	X
VMP	200	10	190	X
Disponibilités	50		50	X
Charges constatées d'avances	70		70	X
Total (II)	5820	360	5460	X
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	300		300	X
TOTAL GENERAL (I + II + III)	18 220	2660	15 560	X

Société TAFI. BILAN à N (ACTIF)

ACTIF	EXERCICE N			N-1
	BRUT	A & P	NET	NET
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
Frais d'établissement	230	100	130	50
<u>Immobilisations corporelles</u>				
ITMOI	11 120	2220	8900	7450
Avances et acomptes	1300		1300	1000
<u>Immobilisations financières</u>				
Prêts	1040		1040	1300
Total actif immobilisé (I)	12 100	2300	9800	9800
Stocks et en-cours	3900	240	3660	2850
Avances et acomptes versés sur commandes	350		350	600
Créances	2200	280	1920	1700
VMP	285		285	190
Disponibilités	35		35	50
Charges constatées d'avances	78		78	70
Total (II)	6848	520	6328	5460
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	200		200	X
TOTAL GENERAL (I + II + III)	20 738	2840	17 898	15 560

Compte de résultat des années N et N-1

CHARGES	Exercice N	Exercice N-1
Charges d'exploitation		
Achat de MP et autres approvisionnements	10 000	8900

Variation de stock	-300	100
Autres achats et charges externes ¹	2200	2080
Impôts, taxes et versements assimilés	3000	2650
Salaires et charges sociales	3300	3000
Dotations aux amortissements et aux provisions		
-sur immobilisations : dotations aux amortissements	870	730
-sur actif circulant : dotations aux provisions	250	190
-Pour risques et charges : dotations aux provisions	330	400
Autres charges	80	90
Total (I)	19 730	18 140
Charges financières		
Intérêts et charges assimilées	420	650
Charges nettes sur cessions de VMP	12	
Total (II)	432	650
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	380	200
Dotations aux amortissements et aux provisions	150	100
Total (III)	530	300
Impôts sur les bénéfices (IV)	480	210
TOTAL DES CHARGES	21 172	19 350
RESULTAT (solde créditeur = bénéfice) ²	370	280
TOTAL GENERAL	21 542	19 580

(1) y compris redevances de crédit-bail mobilier 260 et immobilier 135

(2) compte tenu d'un résultat exceptionnel avant impôts de 60

PRODUITS	Exercice N	Exercice N-1
Produits d'exploitation		
Production vendue (biens et services)	20 647	18 540
Production stockée	-600	200
Production immobilisée	460	300
Reprises sur provisions	80	50
Autres produits	120	110
Total (I)	20 707	19 200
Produits financiers		
Autres intérêts et produits assimilés	75	50
Reprises sur provisions	10	30
Total (II)	85	80
Produits exceptionnels		
Sur opérations en capital	750	300
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Total (III)	750	300
TOTAL DES PRODUITS	21 542	19 580
TOTAL GENERAL	21 542	19 580

Tableau de financement (1^{ère} partie)

EMPLOIS	N	RESSOURCES	N
Distributions mises en paiement		Capacité d'autofinancement de l'exercice	
Acquisitions actif immobilisé :		Cessions d'actif immobilisé :	
-immobilisations incorporelles		-immobilisations incorporelles	
-immobilisations corporelles		-immobilisations corporelles	
-immobilisations financières		-immobilisations financières	
Charges à répartir sur plusieurs exercices			
Réduction des capitaux propres		Augmentation des capitaux propres	
Remboursement de dettes financières		Augmentation des dettes financières	
TOTAL DES EMPLOIS		TOTAL DES RESSOURCES	
VARIATION DU FRNG (ressource nette)		VARIATION DU FRNG (emploi net)	

Tableau de financement (2^{ème} partie)

VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT GLOBAL	Emplois	Dégagements
Variations du besoin de financement		
Stocks et en-cours		
Avances et acomptes versés sur commandes		
Créances clients		
Autres créances		
Dettes fournisseurs		
Autres dettes		
Totaux		
Variation nette		
Variations trésorerie		
Variations des disponibilités		
Variations des concours bancaires courants		
Totaux		
Variation nette		
VARIATION DU FRNG		

EXERCICE 47

35COM281 – Comptabilité financière des sociétés - 2

L'entreprise TFO souhaite établir son tableau de flux de trésorerie (modèle de l'OEC). La préparation du tableau de flux de trésorerie a abouti aux résultats suivants :

➤ Résultat net	500 000
➤ Résultat d'exploitation	632 000
➤ Dotation aux amortissements d'exploitation	50 000
➤ Dotation d'exploitation aux provisions	40 000
➤ Charges financières	12 000
➤ Produits financiers	5000
➤ Plus-value de cession d'immobilisations	15 000
➤ Charges d'IS	140 000
➤ BFRE au 31/12/N	300 000
➤ BFRE au 31/12/N-1	220 000
➤ Banque au 31/12/N	377 000
➤ Banque au 31/12/N-1	72 000

Par ailleurs, le contrôleur de gestion a retenu les informations suivantes en (€) :

➤ Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	- 20 000 €
➤ Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	- 170 000 €

Travail à faire :

Présentez l'extrait du tableau de flux concernant les opérations liées à l'activité et vérifier le bouclage de la trésorerie. (En utilisant les deux méthodes).

EXERCICE 48

L'entreprise OIF souhaite établir le tableau de flux de trésorerie (modèle de l'OEC). Le chef comptable a recensé les informations suivantes en €.

POSTE	31/12/N-1	31/12/N
Capital	800 000	960 000
Réserves	250 000	240 000
Résultat	90 000	120 000
Emprunt	265 604	315 785
Immobilisations brutes	520 000	700 000
Banque	65 000	358 181

Une immobilisation achetée le 1^{er} avril de l'année N-2, pour 20 000 € (HT) a été vendue le 1^{er} juillet de l'année N Pour 14 000 €. Cette immobilisation était amortie sur 5 ans. L'entreprise a procédé à une incorporation de réserves au capital en N pour 60 000 €. Le flux net de trésorerie généré par l'activité de l'exercice N, s'élève à 369 000 €.

Détail des emprunts au 31/12/N-1 :

Nom	Date de souscription	Montant initial	Modalité de remboursement	Taux
A	1/1/N-3	200 000	Amortissement constant sur 4 ans	8 %
B	1/1/N-2	100 000	Annuités constantes sur 5 ans	10 %
C	1/1/N-1	150 000	Remboursement in fine le 31/12/N+2	6 %

Travail à faire :

Présentez les flux liés aux opérations d'investissement. Etablissez le tableau de flux de l'OEC concernant les opérations de financement.

Vérifier le bouclage de la trésorerie

EXERCICE 49

35COM281 – Comptabilité financière des sociétés - 2

Monsieur DUVAL désire créer une entreprise de fabrication, début N et vous demande de lui constituer le CR prévisionnel pour la 1^{ère} année d'activité, compte-tenu des renseignements qu'il vous fournit. L'étude de marché permet d'espérer atteindre un CA de 900 000 € dès la première année. Le montant de produits utilisés pour la fabrication envisagée (MP) s'élèverait à 225 000 € HT pour ce volume d'activité (cette charge est considérée comme variable). Les frais de personnel (salaires et cotisations sociales sur salaires) s'élèveraient alors à 270 000 € (cette charge est considérée comme variable). Pour la première année d'activité, monsieur DUVAL estime les autres charges à 252 000 €, qui se répartissent ainsi :

• Impôts et taxes	20 000 €
• Charges financières	11 000 €
• Dotations aux amortissements	28 000 €
• EDF	16 000 €
• Carburant	14 000 €
• Fournitures	18 000 €
• Cotisations sociales obligatoires	17 000 €
• Loyers et charges locatives	36 000 €
• Entretien et réparation	12 000 €
• Assurance	15 000 €
• Honoraires comptables	13 000 €
• Publicité	20 000 €
• Frais de transport	32 000 €

Ces 252 000 € de charges se répartissent en charges variables pour 135 000 € et charges fixes pour le reste. Compte tenu de ces renseignements :

1. Etablissez le compte de résultat prévisionnel de l'année N
2. Calculez le seuil de rentabilité et les SIG de l'entreprise. Commentez
3. Quel serait le bénéfice réalisé en N si le CA s'élevait à 600 000 €
4. Quel serait le bénéfice réalisé en N si le CA s'élevait à 1 200 000 €
5. Quel devrait être le CA réalisé si M. DUVAL désirait obtenir un bénéfice de 180 000 € en N.

EXERCICE 50

Analyser la situation de chacun des trois distributeurs et conclure sur la conduite à tenir.

Distributeur 1 :

ACTIF	Montants	PASSIF	Montants
Actif immobilisé	32	Capitaux propres	14
Stocks	20	Dettes financières ⁽¹⁾	50
Clients	28	Dettes fournisseurs	16
Disponibilités	0		
TOTAL	80	TOTAL	80

⁽¹⁾ Dont 6 soldes créditeurs des banques (découvert bancaire)

- Résultat d'exploitation : 16
- Résultat financier : -4
- Résultat exceptionnel : -8
- Résultat net : 4

Distributeur 2 :

ACTIF	Montants	PASSIF	Montants
Actif immobilisé	32	Capitaux propres	30
Stocks	2	Dettes financières ⁽¹⁾	30
Clients	32	Dettes fournisseurs	20
Disponibilités	14		
TOTAL	80	TOTAL	80

⁽¹⁾ Dont 0 soldes créditeurs des banques (découvert bancaire)

- Résultat d'exploitation : 6
- Résultat financier : -2
- Résultat exceptionnel : 0
- Résultat net : 4

Distributeur 3 :

ACTIF	Montants	PASSIF	Montants
Actif immobilisé	20	Capitaux propres	20
Stocks	20	Dettes financières ⁽¹⁾	40
Clients	40	Dettes fournisseurs	20
Disponibilités	0		
TOTAL	80	TOTAL	80

⁽¹⁾ Dont 40 soldes créditeurs des banques (découvert bancaire)

- Résultat d'exploitation : 20
- Résultat financier : -24
- Résultat exceptionnel : 8
- Résultat net : 4

EXERCICE 51

35COM281 – Comptabilité financière des sociétés - 2

Monsieur Michel Laborde, artisan ébéniste, est installé depuis 1985 dans une petite ville de 3000 habitants. Au 31 décembre N, il désire faire valoir ses droits à la retraite. Son unique salarié, Marc DUCHENE, souhaite reprendre à son compte cette entreprise. Pour l'aider dans sa décision, il vous demande des conseils et vous présente les documents suivants en sa possession :

- Bilan arrêté au 31/12/N de l'entreprise LABORDE
- Compte de résultat de l'exercice N de l'entreprise LABORDE

Bilan au 31/12/N de l'entreprise LABORDE

ACTIF	Val. brute	Amor & Dépr.	VNC	PASSIF	
Actif immobilisé				Capitaux propres	
Construction	120 000	100 000	20 000	Capital	145 000
Agencement	60 000	30 000	30 000		
Matériel et outillage	190 000	130 000	60 000		
Matériel de transport	60 000	45 000	15 000		
Actif circulant				Dettes	
Stock de MP	85 000		85 000	Emprunt (LT)	40 000
Créances clients	65 000		65 000	Dettes FRS	70 000
Banque (CL)	5000		5000	Banque (BNP)	30 000
Caisse	5000		5000		
TOTAL	590 000	305 000	285 000	TOTAL	285 000

Compte de résultat au 31/12/N de l'entreprise LABORDE

CHARGES	Montants	PRODUITS	Montants
Achats utilisés (30% du CA)	144 000	Chiffre d'affaires	480 000
Charges externes	55 000		
Impôts et taxes	4000		
Charges de personnel	149 000		
DAP	45 000		
Charges financières	3000		
TOTAL CHARGES	400 000	TOTAL PRODUITS	480 000
Bénéfice	80 000		
TOTAL GENERAL	480 000	TOTAL GENERAL	480 000

PREMIERE PARTIE

- 1- Faites une analyse succincte du bilan arrêté au 31/12/N. Cette analyse devra vous permettre d'indiquer les points forts et les points faibles de l'entreprise LABORDE tels qu'ils apparaissent au bilan.
- 2- A l'aide du bilan arrêté au 31/12/N, calculez le fonds de roulement, le besoin en fonds de roulement et la trésorerie. A votre avis, que faudrait-il faire pour améliorer le BFR ?
- 3- Quelle est la définition de la valeur ajoutée ? Calculez la VA produite par l'entreprise LABORDE pour l'exercice N.
- 4- Le compte de résultat de l'exercice N fait apparaître un bénéfice de 80 000 €, comment jugez-vous ce résultat ? Donnez les arguments nécessaires pour justifier votre réponse, sachant que le bénéfice net moyen pour cette activité est de 13 % du chiffre d'affaires.
- 5- Pour mieux mesurer la performance de cette entreprise et pour donner un conseil avisé au repreneur éventuel, calculez le seuil de rentabilité. Afin de vous aider, les charges externes se répartissent ainsi :

Frais de déplacement	12 000	Variable
Honoraires du comptable	8000	Fixe
Frais de gestion	5000	Fixe
Frais d'entretien	14 000	Variable
Frais de mission	6000	Variable
Assurances	7000	Fixe
Cotisation syndicale	1000	Fixe
Frais de foire	2000	Fixe
TOTAL	55 000	

DEUXIEME PARTIE

35COM281 – Comptabilité financière des sociétés - 2

Monsieur DUCHENE pense que l'affaire est intéressante, il envisage plusieurs hypothèses et celle qu'il retient comme probable pour l'année N est la suivante :

- Il n'aura pas de salarié
- Il rachète à son patron l'ensemble de l'entreprise pour 200 000 € (frais d'acte et d'enregistrement inclus) :

Clientèle	10 000 €
Stock de MP	85 000 €
Matériel	105 000 €

- Il doit acheter dès la reprise une ponceuse à large bande qui lui fera gagner du temps. Prix d'achat (48 000 € TTC). Matériel à amortir au taux linéaire de 10 %. La dotation aux amortissements calculée sur l'ancien matériel est à retenir pour 35 000 €.
- Il louera les locaux 2000 € par mois.
- Il emprunte 150 000 € à la banque sur 7 ans au taux de 8 % et autofinance le reste des besoins. L'annuité de remboursement à la banque sera de 28 000 € dont 12 000 € d'intérêts la première année qui seront les seules charges financières à prendre en compte.
- Ses cotisations personnelles obligatoires seront de 19 000 €.
- Les impôts et taxes ne devraient pas évoluer.
- Il achètera du bois sec au fur et à mesure des besoins et ne stockera plus autant que son prédécesseur car cela immobilise trop d'argent. Il estime ses besoins à 40 000 € d'achat en plus des stocks disponibles. En fin d'année, il pense qu'il restera 10 000 € de stocks.
- Les charges externes actuelles augmenteront de 10 %. Cependant, il envisage de faire un tract publicitaire pour informer la population de la commune, de la reprise d'entreprise. Coût de l'opération : 6000 € HT en plus.
- Il souhaite réaliser un bénéfice lui permettant de prélever 8000 € par mois et de laisser à la disposition de l'entreprise une somme pour le remboursement du capital emprunté.

A partir de ces informations, établissez le compte de résultat prévisionnel pour l'exercice N en précisant le chiffre d'affaires à réaliser.

EXERCICE 52

1^{ère} partie

M. Robert Martel, licencié depuis trois mois, envisage de se mettre à son compte en créant une entreprise individuelle de menuiserie. Après une étude de marché, il s'avère que la concurrence dans le secteur est faible. Pour démarrer son activité, il devra financer les besoins suivants :

• Véhicule (HT) amortissable en linéaire sur 4 ans	10 000 €
• Agencement (HT) amortissable en linéaire sur 5 ans	12 500 €
• Stock de matières premières (HT)	50 000 €
• Ordinateurs (HT) amortissable en linéaire sur 4 ans	10 000 €
• Matériel (HT) amortissable en linéaire sur 7 ans	35 000 €
• Trésorerie nécessaire	10 000 €
• Cautions	7500 €
• Le taux de TVA pour l'exercice est de	20 %

Ses ressources s'élèvent à 95 000 € et l'un des fournisseurs de son ancienne entreprise lui accorderait un crédit de 40 000 €.

1. Etablissez le plan de financement de M. Martel. Quels conseils lui donneriez-vous ?
2. Présentez le bilan de départ de M. Martel faisant apparaître la trésorerie, sachant que sa banque lui consent un prêt de 25 000 €.

2^{ème} partie

Pour accorder le prêt, la banque demande à Robert Martel de lui fournir un compte de résultat prévisionnel pour apprécier la rentabilité de l'affaire. Les prévisions des charges pour le premier exercice sont les suivantes :

• Achats de MP	187 910 €
• Salaires et charges	122 590 €
• Loyer	24 000 €
• Petit outillage	3000 €
• Electricité	2500 €
• Carburant/assurances	8700 €
• Fournitures de bureau	4200 €
• Publicité	7500 €
• Honoraires du comptable	6000 €
• Téléphone et frais postaux	5000 €
• Impôts et taxes	1600 €
• Frais bancaires	1500 €

De plus, le chiffre d'affaires à réaliser devra permettre à M. Martel de prélever 50 000 € sur l'année.

Travail à faire :

1. Construisez le compte de résultat prévisionnel.
2. Les banques considèrent que le chiffre d'affaires prévisionnel doit être supérieur de 20 % au seuil de rentabilité. Sachant que les MP sont les seules charges variables à considérer, cette condition est-elle satisfaite ici ? En s'appuyant sur le plan de financement, le bilan d'ouverture et le compte de résultat prévisionnel, quelle devrait être la décision de la banque ? Justifiez votre réponse.

3^{ème} partie

A la fin de l'exercice, M. Martel dispose des informations comptables suivantes :

• Prélèvement personnel de l'exploitant	55 000 €
• Emprunt auprès d'un établissement de crédit	21 000 €
• Stock de matières premières	52 500 €
• Dettes fournisseurs	30 000 €
• Créances clients	55 000 €
• Dettes envers le personnel	12 000 €
• Location	24 000 €
• Publicité	10 000 €
• Rémunération du personnel	85 000 €
• Charges sociales	35 000 €
• Achats de matières premières	204 000 €
• Ventes de PF	467 525 €
• Charges financières	1800 €
• Impôts et taxes	2500 €
• Frais postaux	6100 €
• Honoraires du comptable	9500 €
• Primes d'assurance	3250 €
• Fournitures diverses	3000 €
• Caisse	1375 €
• Banque	7000 €
• Dettes envers les organismes sociaux	2000 €

Travail à faire :

1. Présentez le compte de résultat et le bilan de M. Martel pour son 1^{er} exercice.
2. Calculez les SIG et comparez-les à ceux du CR prévisionnel. Commentez les écarts
3. Calculez le FR, le BFR et la trésorerie. Commentez la structure financière du bilan de Robert Martel.

EXERCICE 53

Soit le compte de résultat de la Société Bilie au 31/12/N

COMpte DE RESULTAT DE L'EXERCICE Société BILIE		Exercice N
Production vendue de biens		424 711
CHIFFRE D'AFFAIRES NET		424 711
Production stockée		6 120
Production immobilisée		2 040
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions, transferts de charges (1)		3 298
Autres produits		238
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	(I)	436 407
Achats de matières premières et autres approvisionnements		243 610
Variation de stock matières premières et autres approvisionnements		-1 870
Autres achats et charges externes		108 120
Impôts, taxes et versements assimilés		2 125
Salaires et traitements		14 280
Charges sociales		8 160
Dotations aux amortissements sur immobilisations		30 260
Dotations aux dépréciations sur actif circulant		3 740
Autres charges		2 040
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	(II)	410 465
1. RESULTAT D'EXPLOITATION	(I - II)	25 942
Bénéfice attribué ou perte transférée		85
Perte supportée ou bénéfice transféré		- 204
Produits financiers de participations		119
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		17
Reprises sur dépréciations et provisions et transferts de charges		425
Définitions positives de change		34
Produits nets sur cessions de VMP		221
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	(V)	816
Dotations financières aux amortissements et dépréciations et provisions		1 020
Intérêts et charges assimilées		3 927
Définitions négatives de change		238
Charges nettes sur cessions de VMP		697
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	(VI)	5 882
2 - RESULTAT FINANCIER	(V - VI)	-5 066
3 - RESULTAT COURANT	(I - II + III - IV + V - VI)	20 757
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		289
Produits exceptionnels sur opérations en capital		7 497
Reprises sur dépréciations et provisions et transferts de charges		2 380
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	(VII)	10 166
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		2 873
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		3 145
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		680
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	(VIII)	6 698
3 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	(VII - VIII)	3 468
Participation des salariés aux résultats		1 615
Impôts sur les bénéfices		7 820
TOTAL DES PRODUITS	(I + III + V + VII)	447 474
TOTAL DES CHARGES	(II + IV + VI + VIII + IX + X)	432 684
BENEFICE OU PERTE (Produits - Charges)		14 790

Travail à faire :

- Etablir le tableau des soldes intermédiaires de gestion conformément à la présentation du PCG.
- Calculer la CAF du PCG de deux façons.

Informations complémentaires

- Produits de cessions des immobilisations corporelles : 6 052
- Produits de cessions des immobilisations financières : 1 020
- Quote-part de subventions virée au compte de résultat : 425
- Personnel extérieur : 50 000
- Redevance de location-financement : 7 000
- Autres charges externes : 51 120

EXERCICE 54

La société PENHOAT vous confie divers travaux à réaliser à partir de son compte de résultat.

Travail à faire :

1. Déterminer les SIG et la CAF conformément au PCG.
2. Retraiter les SIG, conformément aux prescriptions de la Centrale des bilans de la Banque de France en partant, pour chaque calcul, du SIG du PCG.
3. Quel est l'intérêt des retraitements préconisés. Quelle est la signification de la valeur ajoutée et du résultat brut d'exploitation?
4. A l'aide des informations, calculez le résultat net d'exploitation.

Compte de résultat de la société PENHOAT

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE - Société PENHOAT	Exercice N
Ventes de marchandises	1 961 300
Production vendue de biens	5 605 795
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	7 567 095
Production stockée	328 180
Production immobilisée	28 125
Subventions d'exploitation	140 000
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions, transferts de charges (1)	100 800
Autres produits	16 420
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	(I)
	8 180 620

Achats de marchandises	1 248 170
Variation de stock marchandises	180 625
Achats de matières premières et autres approvisionnements	1 113 950
Variation de stock matières premières et autres approvisionnements	– 85 160
Autres achats et charges externes	1 148 452
Impôts, taxes et versements assimilés	163 292
Salaires et traitements	1 992 100
Charges sociales	853 390
Dotations aux amortissements sur immobilisations	726 110
Dotations aux dépréciations sur actif circulant	38 600
Dotation aux provisions pour risques et charges	39 700
Autres charges	29 519
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	(II)
1. RESULTAT D'EXPLOITATION	(I – II)
	731 872

Bénéfice attribué ou perte transférée	(III)	
Perte supportée ou bénéfice transféré	(IV)	
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	24 250	
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges	18 900	
Produits nets sur cessions de VMP		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	(V)	43 150

Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions	14 000	
Intérêts et charges assimilées	169 349	
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de VMP		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	(VI)	183 349
2 - RESULTAT FINANCIER	(V – VI)	- 140 199
3 - RESULTAT COURANT	(I + II + III + IV + V – VI)	591 673
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital (2)	138 000	
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges (3)	11 700	
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	(VII)	149 700
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	168 200	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital (4)	27 000	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et dépréciations et provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	(VIII)	195 200
3 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	(VII – VIII)	- 45 500
Participation des salariés	80 813	
Impôts sur les bénéfices	212 720	
TOTAL DES PRODUITS	(I + III + V + VII)	8 373 470
TOTAL DES CHARGES	(II + IV + VI + VIII + IX + X)	8 120 830
BENEFICE OU PERTE (Produits – Charges)		252 640

(1) dont produits de cessions sur immobilisations	58 000
et quote-part de subventions	80 000
(2) reprises sur dépréciations et provisions	11 700
(3) valeurs comptables des éléments d'actifs cédés	27 000
(4) dont transferts de charges	56 800

Renseignements complémentaires

Les loyers de location-financement versés au cours de N correspondent à des outillages : Valeur d'origine : 720000 € ; amortissables en linéaire au taux de 20. Au 31/12/N, il reste 4 loyers trimestriels de 50 100 € à verser. Les loyers de locations-financement correspondent aussi à du matériel ayant fait l'objet d'un contrat en septembre N. Valeur d'origine : 600 000 € ; amortissable en linéaire sur 4 exercices ; 1^{er} loyer : 3/10/N ; au 31/12/N, il reste 15 loyers trimestriels de 49 600 € à verser.

- Charges de personnel extérieur : 371 200 €
- Les autres produits concernent des redevances pour brevets.
- Les autres charges sont des pertes sur créances irrécouvrables.
- Les escomptes accordés s'élèvent à 50 000 €.
- Les subventions d'exploitation ont été reçues pour compenser des insuffisances du prix de vente.
- Les dividendes distribués s'élèvent à 200 000 €.

EXERCICE 55

1^{ère} partie

L'entreprise DOCAUTO, entreprise individuelle est spécialisée dans la vente et la réparation automobile. Installé depuis 1997 dans une ville de 5000 habitants, M. BEUGNON travaille avec sa femme. Il assure et coordonne le travail à l'atelier, gère les relations avec les fournisseurs et la clientèle. Mme BEUGNON, en tant que conjoint collaborateur assure tout l'administratif de l'entreprise et le suivi avec la banque. Elle pourvoit également aux déplacements divers. Cependant, M. et Mme BEUGNON ne souhaitent plus être chefs d'entreprise et préfèrent se tourner vers une activité nouvelle. L'un de leurs salariés, Ludovic FLAVIER envisage la reprise de l'entreprise. Ludovic FLAVIER en possession des bilans et comptes de résultats des deux derniers exercices vient vous demander conseil pour savoir s'il peut s'engager envers M. BEUGNON.

Travail à faire :

- Calculez les soldes intermédiaires de gestion des années 2003 et 2004.
- Calculez les ratios suivants
 1. fonds de roulement
 2. besoin en fonds de roulement
 3. trésorerie
 4. autonomie financière
 5. crédit clients
 6. crédit fournisseurs
- A partir de vos calculs, faites ressortir les points forts et les points faibles de cette entreprise. Quels conseils donneriez-vous à Ludovic FLAVIER ?

2^{ème} partie

Dans l'hypothèse de la reprise avec un financement accompagné d'un cautionnement mutuel Ludovic FLAVIER envisage le rachat de l'entreprise pour :

▪ Matériel, amortissable sur 5 ans en linéaire	24 000 €
▪ Clientèle (fonds de commerce)	11 000 €
▪ Frais d'immatriculation (amortissable sur 3 ans en L)	300 €
▪ Frais de cautionnement	400 €
▪ Stock	8000 €
▪ Apport personnel de	10 000 €
▪ Un besoin en fonds de roulement de	6300 €

L'activité de Ludovic FLAVIER porterait sur du négoce (vente de véhicules d'occasion) et sur de la production (réparation mécanique auto). Pour cela, il embaucherait un salarié à plein temps et une secrétaire à mi-temps. Il pense réaliser un chiffre d'affaires négoce de 120 000 € HT et un chiffre d'affaires production de 95 040 € HT. Il évalue les achats consommés de la façon suivante :

- Achats véhicules d'occasion : 55,5 % du chiffre d'affaires négoce.
- Achats de pièces détachées : 40 % du chiffre d'affaires production.

Les autres achats et charges externes s'élèveraient à 30 510 € HT.

Les impôts et taxes à 4950 €.

L'emprunt accordé par la banque, d'une durée de 7 ans serait remboursable à raison de 6561 € pour la première année, soit : capital remboursé = 5053 € et intérêts = 1508 €

Les charges de personnel seraient les suivantes :

▪ Salaires bruts :	23 220 €
▪ Charges sociales :	8630 €
▪ Cotisations de l'exploitant :	11 816 €

QUESTIONS

1. Etablissez le plan de financement et déterminez le montant de l'emprunt qu'il est nécessaire que Ludovic FLAVIER sollicite auprès du banquier. Commentez la situation.
2. Présentez le compte de résultat prévisionnel.
3. Comparez les principaux SIG avec les données de la profession.
(VA = 28,1 % ; EBE = 11,7 % ; REX = 9,7 %)
4. Sachant que Ludovic FLAVIER pense prélever 12 000 € pour ses besoins personnels,
Que pensez-vous de la rentabilité de cette entreprise ?
5. Si seuls les achats consommés sont considérés comme charges variables, calculez le seuil de rentabilité.
6. Que pensez-vous de ce projet ?

Comptes de résultat entreprise BEUGNON

CHARGES	2004	2003	PRODUITS	2004	2003
Achats de marchandises	127 302	120 469	Ventes de marchandises	193 887	178 733
Δ stock marchandises	519	3126	Production vendue	114 251	116 403
Achats consommés MP	2489	3094			
Autres achats et ch. Ext.	49 778	55 186			
Impôts et taxes	7988	5497			
Salaires du personnel	47 867	43 367			
Charges sociales	17 169	12 493			
Cotisation de l'exploitant	11 812	11 657			
DAP	16 109	17 147			
Charges financières	3485	4669			
Charges exceptionnelles	14 385	12 293	Produits exceptionnels	15 555	14 472
TOTAL CHARGES	298 903	288 998	TOTAL PRODUITS	323 693	309 608
RESULTAT NET	24 790	20 610			
TOTAL GENERAL	323 693	309 608	TOTAL GENERAL	323 693	309 608

Bilans entreprise BEUGNON

ACTIF	2004		2003	PASSIF	2004	2003
ACTIF IMMOBILISE				CAPITAUX PROPRES		
Constructions	82 972	35 404	47 568	Capital	39 609	39 349
Matériel et outillage	40 259	28 794	11 465	Prélèvement exploitant	-22 590	-20 350
Autres immobilisations corporelles	44 913	23 371	21 542	Résultat net	24 790	20 610
ACTIF CIRCULANT				DETTES		
Stock marchandises	16 007		16 007	Emprunts auprès des baues	72 221	94 818
Créances clients	43 601		43 601	Dettes fournisseurs	23 236	29 692
Autres créances	1515		1515	Dettes fiscales et sociales	17 554	17 867
Banque	11 455		11 455			
Caisse	735		735			
Charges constatées d'avance	932		932			
Total général	242 389	87 569	154 820	181 986	Total général	154 820
						181 986

EXERCICE 56

M. Duchêne a transmis vos coordonnées à un ancien collègue de promotion M. Keizo qui sollicite votre aide. Celui-ci a créé une SARL il y a une douzaine d'années. Son activité consiste à proposer une restauration rapide dans différents quartiers d'affaires de la région parisienne. M. Keizo exploite actuellement six établissements, dans lesquels des plats sénégalais sont préparés chaque matin et vendus « à emporter » en barquettes. Après avoir connu un succès rapide les premières années, M. Keizo constate actuellement une évolution des préférences alimentaires de la clientèle, qui se traduit par une diminution sensible de ses ventes. Il étudie l'opportunité d'élargir la gamme de plats préparés en lançant une ligne de pizzas qui remplacera à moyen terme les plats sénégalais.

- **DOSSIER A : analyse de la rentabilité**

La baisse récente mais sensible des ventes de la SARL Keizo pourrait conduire rapidement à un résultat déficitaire. En utilisant les données de l'annexe 1 :

1. Déterminez le SR de cette entreprise en euros et en nombre de produits vendus
2. Calculez l'indice de sécurité de cette entreprise en N.
3. Calculez le résultat prévisionnel si, en N+1, les ventes venaient à diminuer de 5 %.
4. Commentez brièvement l'ensemble des résultats obtenus.

En annexe 2, vous disposez des prévisions concernant la SARL Keizo pour les années N+1, N+2 et N+3, sachant qu'il a été décidé que la production de pizzas s'ajoutera à celle de plats sénégalais dès le début de l'année N+1.

5. Déterminez le nombre minimum de plats sénégalais qui doivent être vendus chaque année pour assurer la rentabilité globale de l'entreprise.
6. Les résultats obtenus vont-ils dans le sens de la stratégie retenue par M. Keizo ?

- **DOSSIER B : Financement et étude d'un effet de levier**

Pour financer les investissements indispensables au lancement de la production de pizzas, M. Keizo a le choix entre augmenter son capital (par émission de parts nouvelles) ou effectuer un emprunt bancaire. Il souhaite réaliser une simulation des conséquences des financements possibles sur les taux de rentabilité de son entreprise.

1. A partir de l'annexe 1 et de l'annexe 3, calculez le taux de rentabilité économique et le taux de rentabilité financière de l'année N. Ces deux taux seront évalués après prise en compte d'un taux d'I/S de 33.33 %. Etablissez une relation entre le taux de rentabilité économique et le taux de rentabilité financière. Commentez brièvement.
2. Vérifiez, à partir des données de l'annexe 4, que l'actif économique en N+1 est correctement financé par le total « Capitaux propres + Dettes financières » du début d'année N+1, quel que soit le mode de financement retenu.
3. Calculez le taux de rentabilité économique et le taux de rentabilité financière de N+1, pour chacune des deux hypothèses de financement (annexe 4). Le résultat d'exploitation prévisionnel pour N+1 est de 54 000 €. Commentez vos résultats.
4. En dehors de l'effet de levier, quels critères permettaient de choisir entre l'augmentation de capital et l'emprunt bancaire dans le cas de la SARL Keizo ?

- **DOSSIER C : Equilibrage d'un plan de financement**

Finalement, M. Keizo a choisi un financement mixte pour assurer le développement de son activité. Il a limité le montant des apports externes de capitaux, comptant essentiellement sur l'autofinancement. Par ailleurs, les emplois à financer en N+1 sont sensiblement plus élevés que ceux envisagés dans un premier temps. Ces décisions ont conduit M. Keizo à construire un plan de financement provisoire établi pour les années N+1 à N+4 (annexe 5).

1. Commentez succinctement ce plan de financement. Vous préciserez, en particulier, si la stratégie de reconversion paraît rentable.

Pour équilibrer le plan de financement en N+1, M. Keizo envisage de financer des matériels par crédit-bail (annexe 6), alors qu'il avait pensé les acquérir dans un premier temps.

2. Quels sont les postes du plan de financement modifiés par ces informations ?
3. Calculez les montants de ces postes qui figurerait dans le plan de financement définitif.

ANNEXE 1 : Compte de résultat (hors I/S) au 31/12/N en €

CHARGES	Montants	PRODUITS	Montants
Achats stockés de matières	73 000	Ventes de produits finis	360 000
Achats de fournitures consommables	4250		
Achats d'emballages	14 000		
Variations de stocks de matières	-1250		
Redevances de CB mobilier	2000		
Primes d'assurance	3500		
Autres services extérieurs	3600		
Impôts et taxes	1400		
Charges de personnel	188 000		
Charges d'intérêts	20 000		
Dotations aux amortissements	44 500		

Les achats de biens (et les variations de stocks correspondantes) sont considérés comme proportionnels au chiffre d'affaires de l'entreprise ; Toutes les autres charges sont indépendantes du niveau de chiffre d'affaires, à l'exception d'une commission versé aux salariés ; cette commission représente 5 % du chiffre d'affaires hors taxes ; Le prix moyen de vente hors taxes d'un plat préparé en N était de 8 €.

ANNEXE 2 : Données prévisionnelles pour les années N+1, N+2, N+3

	N+1	N+2	N+3
pizzas vendues (prévisions)	37 500	45 000	60 000
Charges fixes annuelles	260 000 €	280 000 €	300 000 €
Prix moyen d'une pizza	7 €	7,5 €	8 €

Le prix de vente et les coûts unitaires de production variables des plats sénégalais resteront constants au cours des trois années. Par ailleurs, M. Keizo estime à 60 % le taux de marge sur coût variable pour les ventes de pizzas.

- ANNEXE 3 : Bilan de la SARL Keizo au 31/12/N (avant répartition)**

ACTIF	Montants	PASSIF	Montants
Immobilisations incorporelles	35 000	Capital	70 000
Immobilisations corporelles	315 000	Réserves	50 000
Immobilisations financières	5000	Résultat net de l'exercice	6667
Stocks	8000	Dettes financières	200 000
Créances	12 000	Dettes d'exploitation	40 000
Disponibilités	5000	Autres dettes	13 333
TOTAL ACTIF	380 000	TOTAL PASSIF	380 000

L'actif économique de la SARL Keizo sera mesuré par le total « capitaux propres + dettes financières » estimé au début de l'année N. Aucun mouvement n'a affecté les postes de capitaux propres et de dettes financières au cours de l'année N.

La rentabilité économique sera évaluée à partir du résultat d'exploitation net de l'impôt théorique de 33.33 %. Par ailleurs, les dettes financières correspondent à un emprunt bancaire remboursable in fine le 31/12/ n+5

ANNEXE 4 : Prévisions de financement des investissements

Les investissements nécessaires au développement de l'activité et l'accroissement du besoin de financement du cycle d'exploitation porteraient l'actif économique à 375 000 €.

Le financement de la croissance de l'entreprise serait assuré soit par un financement par émission de 400 parts nouvelles au PE de 125 € (VN=100€) soit par un emprunt bancaire de 50 000 €, remboursable en 4 amortissements constants au taux de %. (la première annuité serait versée le 31/12/N+1). Quel que soit le financement, les sommes seraient obtenues par l'entreprise en tout début d'année N+1.

Un montant de 5000 € sera porté en réserves au début N+1 (affectation du résultat de l'exercice N), indépendamment du choix de financement.

L'estimation des taux de rentabilité en N+1 sera faite en suivant les principes définis pour l'année N.

ANNEXE 5 : Plan de financement provisoire de la SARL

	N+1	N+2	N+3	N+4
CAF	38 250	44 300	48 000	60 000
Cession d'immobilisations		700		12 000
Augmentation de capital	10 000			
Augmentation de dettes financières	20 000			
Dividendes versés	1667	2000	5000	6000
Acquisitions d'immobilisations	73 000	4000	2000	5000
Remboursement dettes financières	5000	5000	5000	5000
Augmentation du BFRE	2333	3000	3000	4000

ANNEXE 6 : Caractéristiques du contrat de crédit-bail

Le contrat de crédit-bail concerne le financement de six fours, afin d'équiper chaque point de vente de la région parisienne. Le montant total de ces six fours s'élevait à 15 000 €. Dans le plan de financement provisoire, ces matériels étaient acquis et amortis en linéaire sur 4 ans.

Le contrat de crédit-bail prévoit :

-Le versement de 36 redevances mensuelles de 450 €, la première versée au début N+1, la dernière versée le 31/12/N+3 ;

-La levée d'option d'achat pour un montant de 4500 €, somme versée en début de N+4. Les matériels acquis seraient alors amortis en un an.

-La SARL Keizo est imposée sur les bénéfices au taux de 33,33 %.

EXERCICE 57

La SATIM (Société Anonyme des Technologies de l'Imagerie Micro - Ondes) est spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation de systèmes multi - capteurs à balayage électronique destinés à visualiser en temps réel des champs d'ondes électromagnétiques. Les produits de l'entreprise sont utilisés dans les domaines des radiocommunications, de l'automobile, de l'aéronautique et de la défense. L'activité s'organise essentiellement autour de la vente de systèmes de mesure et de développement de logiciels associés. La SATIM s'inscrit dans une dynamique de croissance forte en imposant progressivement sa technologie à des marchés de plus en plus réceptifs à l'apport de son savoir-faire. M. Barrot souhaite étudier l'évolution de l'activité et de la trésorerie d'exploitation de son entreprise:

A l'aide des **annexes 1 à 5** :

Travail à faire :

1. Calculer les soldes intermédiaires de gestion à l'aide de l'annexe A.
 2. Indiquer les principaux retraitements des soldes intermédiaires de gestion préconisés par la Centrale des Bilans de la Banque de France. Préciser la justification de chacun d'entre eux.
 3. Définir la notion d'Excédent de Trésorerie d'Exploitation (ETE). Préciser l'intérêt de cet indicateur pour la gestion.
 4. Indiquer de quelle façon l'ETE se différencie de l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) ?
 5. Calculer l'ETE pour les exercices 2006 et 2007. Indiquer si son évolution traduit un effet de ciseaux. Justifier votre réponse.
 6. Compléter le tableau de flux (annexe B) sachant que les VMP sont assimilées aux disponibilités et que les intérêts courus sont retraités.
 7. Rappeler la finalité d'un diagnostic financier.
 8. Présenter le diagnostic financier de la société SATIM, notamment :
 - l'analyse de l'activité et des résultats
 - l'équilibre financier du bilan
 - l'endettement financier
 - l'évolution de la trésorerie
- 9- Quels autres domaines aurait-on pu également aborder dans le cadre d'un diagnostic financier ?

Annexe 1 – Bilan de l'entreprise SATIM

ACTIF		Brut	Amortissements et dépréciations	2007	Brut	Amortissements et dépréciations	2006	PASSIF (avant répartition)		2007	2006	
	TOTAL 0											
A	Capital souciet non appelé							Capital	(dont versé à 100000)	2 100 000	1 800 000	
C	Immobilisations incorporelles							Primes d'émission, de fusion, d'apport		136 200	125 200	
F	Frais de débâlement							Ecart de réévaluation				
I	Frais de recherche et développement							Ecart d'équivalence				
M	Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels							Réserves :				
O	Fonds commercial							Réserves légale				
P	Autres immobilisations incorporelles							Réserves statutaires ou contractuelles				
S	Immobilisations incorporelles en cours							Réserves réglementées				
T	Avances et acomptes							Autres				
U	Immobilisations corporelles							Report à nouveau				
V	Terains	3 214 930	-	3 214 930	3 214 930	-	3 214 930	Réultat de l'exercice (bénéfice ou perte)		753 890	662 000	
W	Constructions	4 000 000	1 898 550	2 101 450	4 450 000	2 570 550	1 879 450	Subventions d'investissement		350 500	350 000	
X	Installations techniques, matériel et outillage industriels	737 200	537 200	200 000	737 200	717 200	20 000	Provisions réglementées				
Z	Autres immobilisations corporelles	361 250	61 250	300 000	661 250	39 250	622 000					
A	Immobilisations corporelles en cours											
B	Avances et acomptes											
C	Immobilisations financières											
D	Participations évaluées par équivalence											
E	Autres participations											
F												
G												
H												
I												
J												
K												
L												
M												
N												
O												
P												
Q												
R												
S												
T												
U												
V												
W												
X												
Y												
Z												
A	Créances rattachées à des participations											
B	Titres immobilisés de l'activité de portefeuille											
C	Autres titres immobilisés											
D	Prêts											
E	Autres immobilisations financières											
F												
G												
H												
I												
J												
K												
L												
M												
N												
O												
P												
Q												
R												
S												
T												
U												
V												
W												
X												
Y												
Z												
A	Stocks et en-cours											
B	Matières premières et autres approvisionnements											
C	En-cours de production (biens et services)											
D	Produits intermédiaires et finis											
E	Marchandises											
F	Avances et acomptes versés sur commandes											
G	Créances d'exploitation											
H	Créances Clients et Comptes rattachés											
I	Autres créances d'exploitation											
J												
K												
L												
M												
N												
O												
P												
Q												
R												
S												
T												
U												
V												
W												
X												
Y												
Z												
A	Dettes financières											
B	Emprunts obligataires convertibles											
C	Autres emprunts obligataires											
D	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)											
E	Emprunts et dettes financières divers											
F	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours											
G	Dettes d'exploitation											
H	Dettes fournisseurs et Comptes rattachés											
I	Dettes fiscales et sociales											
J	Autres dettes d'exploitation											
K	Dettes diverses											
L	Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés											
M	Dettes fiscales (impôts sur les bénéfices)											
N	Autres dettes diverses											
O	Instruments de trésorerie											
P	Produits constatés d'avance											
Q												
R												
S												
T												
U												
V												
W												
X												
Y												
Z												
A	Ecarts de conversion Passif											
B												
C												
D												
E												
F												
G												
H												
I												
J												
K												
L												
M												
N												
O												
P												
Q												
R												
S												
T												
U												
V												
W												
X												
Y												
Z												
A	TOTAL GENERAL	10 618 430	2 727 460	7 890 970	11 110 380	3 507 000	7 603 380		(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	200 000	-	

Annexe 2 - Compte de résultat de l'entreprise SATIM

Annexe 3 - Bilans fonctionnels de l'entreprise SATIM

Exercices 2006 et 2007

	Exercices 2006 et 2007		
	2007	2006	2007
EMPLOIS STABLES.....	8 413 380	9 163 380	Ressources propres.....
Stocks	432 500	415 780	+ Dettes financières.....
+ Créances d'exploitation	656 960	427 000	= RESSOURCES STABLES :
+ Créances hors exploitation	440 000	270 000	Dettes d'exploitation.....
+ Actif de trésorerie (avec VMP)	675 590	834 220	+ Dettes hors exploitation.....
= ACTIF CIRCULANT :	2 205 050	1 947 000	+ Passif de trésorerie.....
= TOTAL GENERAL	10 618 430	11 110 380	= PASSIF CIRCULANT
			= TOTAL GENERAL
			10 618 430

Exercices 2004 et 2005

	2005	2004		2005
EMPLOIS STABLES.....	9 263 380	9 563 380	Ressources propres.....	6 548 550
Stocks	415 000	414 298	+ Dettes financières.....	3 705 600
+ Créances d'exploitation	562 000	372 480	= RESSOURCES STABLES :	10 254 150
+ Crédits hors exploitation	250 000	-	Dettes d'exploitation.....	178 500
+ Actif de trésorerie (avec VMP)	528 370	587 386	+ Dettes hors exploitation.....	586 100
= ACTIF CIRCULANT :	1 755 370	1 374 164	+ Passif de trésorerie.....	-
			= PASSIF CIRCULANT	764 600
= TOTAL GENERAL	11 018 750	10 937 544	= TOTAL GENERAL	11 018 750

Annexe 4 -Tableaux de financement pour les exercices 2005 à 2007

TABLEAU DE FINANCEMENT (1ère partie)

Emplois stables	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005	Ressources stables	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
Distributions mises en paiement au cours de l'exercice.....	300 000	300 000	378 009	Capacité d'autofinancement de l'exercice	1 084 850	1 024 230	868 307
Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé :				Cessions ou réductions d'éléments de l'actif immobilisé :			
Immobilisations incorporelles.....				Cessions d'immobilisations :			
Immobilisations corporelles.....	750 000	500 000	300 000	- incorporelles.....	400 000	388 320	349 488
Immobilisations financières.....				- corporelles.....			
Charges à répartir sur plusieurs exercices				Cessions ou réductions d'immobilisations financières.....			
Réduction des capitaux propres.....				Augmentation des capitaux propres :			
Remboursements de dettes financières.....	1 044 000	649 600	580 000	Augmentation de capital ou apports....	310 000	-	-
Total des emplois stables.....	2 094 000	1 449 600	1 258 009	Augmentation des autres capitaux propres.....			
Variation du FRNG (ressource nette)				Augmentation des dettes financières.....	230 000	344 000	299 600
				Total des ressources durables.....	2 024 850	1 756 550	1 517 395
				Variation du FRNG (emploi net)	69 150		

TABLEAU DE FINANCEMENT (2ème partie)

Utilisation du FRNG	2007			2006			2005		
	Besoins 1	Dégagements 2	Solde 2-1	Besoins 1	Dégagements 2	Solde 2-1	Besoins 1	Dégagements 2	Solde 2-1
Variations "Exploitation" :									
Variation des actifs d'exploitation:									
Stocks et en cours	16 720			780			702		
Avances et acomptes versés									
Créances clients, comptes rattachés et autres créances d'exploitation	229 960				135 000		189 520		
Variation des dettes d'exploitation:									
Avances et acomptes reçus					19 780			17 850	
Dettes fournisseurs, comptes rattachés et autres dettes d'exploitation		25 000							
Totaux	246 680	25 000		780	154 780		190 222	17 850	
A.Variation nette Exploitation			(221 680)			154 000			(172 372)
Variations "Hors exploitation" :									
Variation des autres débiteurs	170 000			20 000			250 000		
Variation des autres créditeurs		102 200		135 100			103 970		
Totaux	170 000	102 200		155 100	-		250 000	103 970	
B.Variation nette Hors exploitation			(67 800)			(155 100)			(146 030)
Total A + B :									
Besoins de l'exercice en fonds de roulement ou Dégagement net de FR dans l'exercice			(289 480)			(1 100)			(318 402)
Variations " Trésorerie" :									
Variation des disponibilités									
Variations des concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	158 630			305 850					
Totaux	200 000								
C.Variation nette Trésorerie	-	358 630		305 850	-		-		59 016
Utilisation de la variation du fonds de roulement net global (A+B+C)			358 630			(305 850)			59 016
Emploi net (-) ou Ressource nette (+)			69 150			(306 950)			(259 386)

Annexe 5 - Informations complémentaires

- Les intérêts courus sur emprunts s'élèvent à 56 000 € pour 2006 et 70 000 € pour 2007.

- Détails des créances diverses du bilan :

	2007	2006
Créances sur cessions d'immobilisations	250 000	240 000
Autres créances liées à l'activité	170 000	30 000
Total	420 000	270 000

- Le tableau de financement de la société SATIM a été établi en assimilant les VMP à la trésorerie.

Annexe A - Tableau des SOLDES INTERMÉDIAIRES DE GESTION (à rendre avec la copie)

PRODUITS	2007	CHARGES	2007	Soldes intermédiaires de gestion		-1
Ventes de marchandises		Coût d'achat des marchandises vendues :	-	MARGE COMMERCIALE :		-
Production vendue :						
Production stockée :		ou Destockage de production				
Production immobilisée :						
TOTAL		TOTAL		PRODUCTION DE L'EXERCICE :		3 894 040
PRODUCTION DE L'EXERCICE		Consommation de l'exercice en provenance des tiers :				
MARGE COMMERCIALE :						
TOTAL		TOTAL		VALEUR AJOUTEE :		2 677 480
VALEUR AJOUTEE :		Impôts, taxes et versements assimilés :				
Subvention d'exploitation :		Charges de personnel :		EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION :		
TOTAL		TOTAL		OUINSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION		1 975 750
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION :				
Reprises et transferts sur charges d'exploitation :		Dotations aux amortissements et aux dépréciations :				
Autres produits :		Autres charges :				
TOTAL		TOTAL		RESULTAT D'EXPLOITATION :		1 775 650
RESULTAT D'EXPLOITATION :		RESULTAT D'EXPLOITATION :				
Quotes parts sur opérations faites en commun		Quotes parts sur opérations faites en commun				
Produits financiers :		Charges financières :				
TOTAL		TOTAL		RESULTAT COURANT AVANT IMPÔT :		1 148 730
Produits exceptionnels :		Charges exceptionnelles :		RESULTAT EXCEPTIONNEL :		(155 730)
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔT		RESULTAT COURANT AVANT IMPÔT				
RESULTAT EXCEPTIONNEL :		RESULTAT EXCEPTIONNEL :				
TOTAL		Participation des salariés :				
Produits des cessions d'éléments d'actif		Impôt sur les bénéfices :				
		TOTAL		RESULTAT NET DE L'EXERCICE :		662 000
		Valeur comptable éléments d'actif cédés :		PLUS-VALUES ET MOINS-VALUES SUR CESSIONS D'ÉLÉMENTS D'ACTIF		(151 680)

ANNEXE B - TABLEAU PLURIANNUEL SIMPLIFIÉ DES FLUX
(à rendre avec la copie)

	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005
ACTIVITÉ			
CAF		1 024 230	868 307
- Variation du BFR lié à l'activité		152 100	(101 722)
A. Flux net de trésorerie généré par l'activité	1 176 330	766 585	
INVESTISSEMENT			
- Acquisitions d'immobilisations		(500 000)	(300 000)
Cessions ou réductions d'immobilisations		388 320	349 488
- Variation du BFR lié aux opérations d'investissement		(153 200)	(216 680)
B. Flux net de trésorerie lié à l'investissement	(264 880)	(167 192)	
FINANCEMENT			
Augmentation des capitaux propres		0	0
Augmentation des dettes financières		344 000	299 600
- Remboursements		(649 600)	(580 000)
- Dividendes		(300 000)	(378 009)
- Variation du BFR lié aux opérations de financement		0	0
C. Flux net de trésorerie lié au financement	(605 600)	(658 409)	
A + B + C = Variation globale de trésorerie	305 850	(59 016)	
+ Trésorerie à l'ouverture.....	528 370	587 386	
= Trésorerie à la clôture.....	834 220	528 370	

EXERCICE 58

La société CALORA est une entreprise de la région « Rhône Alpes », qui fabrique des composants spécialisés tels des chauffages pour véhicules, et plus généralement des équipements adaptés au froid, utilisés principalement par un grand groupe industriel. Elle a connu jusqu'alors une croissance satisfaisante, liée au chiffre d'affaires réalisé avec ce groupe. Celui-ci est, en 2008, particulièrement affecté par le ralentissement général de l'activité, ce qui n'est pas sans conséquences sur la société CALORA. Au cours de l'année 2008, le dirigeant de CALORA, constate une baisse de l'activité et s'en inquiète. Le dirigeant désire connaître la situation de l'entreprise et suivre de près l'évolution des résultats et de la trésorerie. La société CALORA effectue jusqu'à ce jour une analyse financière dans le cadre du Plan comptable général (PCG). Ainsi, un calcul de soldes intermédiaires de gestion est déjà établi. Le dirigeant se demande si l'analyse proposée par la Centrale des bilans de la Banque de France (CDB) ne serait pas mieux adaptée. Vous êtes chargé(e) de conseiller et de faciliter les choix du dirigeant.

Travail à faire :

1. Analyser en une quinzaine de lignes l'évolution des soldes intermédiaires de gestion.
2. Calculer pour les années 2007 et 2008, la valeur ajoutée « centrale des bilans » (CdB) et le résultat brut d'exploitation (RBE). Commenter l'évolution de ces soldes en les comparants aux montants de la Valeur ajoutée et de l'Excédent brut d'exploitation (EBE) présentés dans l'annexe 2.
3. Justifier les retraitements de l'information financière effectués pour obtenir les soldes calculés à la question précédente.

Le tableau de financement de l'exercice 2008 a été construit selon les préconisations du PCG. Le dirigeant de la société souhaite que le diagnostic soit complété par une véritable analyse de la trésorerie. De ce point de vue, le tableau de flux de la Centrale des bilans de la Banque de France semble bien adapté.

Travail à faire :

1. Intérêt d'un tableau de flux de trésorerie :
 - 1.1. Indiquer la différence essentielle existant entre un tableau de flux de trésorerie et un tableau de financement.
 - 1.2. Présenter l'intérêt, pour la gestion de l'entreprise, d'une approche en termes de flux de trésorerie.
2. Compléter le tableau de flux de la « Centrale des Bilans de la Banque de France » qui figure en annexe A.
3. Présenter un commentaire de ce tableau.

Annexe 1 : Compte de résultat simplifié de la société CALORA

Exercices	2 008	2 007
Production vendue	369 458	394 023
Production stockée	1 162	2 541
Subvention d'exploitation	0	3 500
Reprises sur dépréciations et provisions	5 481	4 545
Autres produits		450
Produits d'exploitation	376 101	405 059
Achats de matières et approvisionnements	79 674	84 250
Variation de stocks matières	7 124	6 325
Variation de stocks autres approvisionnements	-350	310
Autres achats et charges externes (1)	63 000	67 120
Impôts et taxes	29 491	41 536
Charges de personnel	81 095	82 530
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	82 261	81 956
Autres charges		330
Charges d'exploitation	342 295	364 357
Résultat d'exploitation	33 806	40 702
Autres intérêts et produits assimilés	1 200	1 350
Produits financiers	1 200	1 350
Intérêts et charges assimilées	15 200	12 400
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	24 976	20 754
Charges financières	40 176	33 154
Résultat financier	-38 976	-31 804
Sur opérations de gestion	0	12 448

35COM281 – Comptabilité financière des sociétés - 2

Sur opérations en capital		
Produits des cessions d'éléments d'actif	42 388	18 750
Subventions d'investissements virées au résultat	1 516	
Reprises sur dépréciations et provisions	4 914	
Produits exceptionnels	48 818	31 198
Sur opérations en capital (VCEAC)	32 052	12 450
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	21	634
Charges exceptionnelles	32 073	13 084
Résultat exceptionnel	16 745	18 114
Impôt sur les bénéfices	3 711	8 712
Résultat net de l'exercice	7 864	18 300
(1) Dont loyer de crédit-bail	11 250	0
(1) Dont personnel intérimaire	9 450	8 500

Annexe 2 : Soldes intermédiaires de gestion de la société CALORA

Exercice	2008	2007
Production vendue:	369 458	394 023
Production stockée	1 162	2 541
Production de l'exercice	370 620	396 564
Achats de matières premières	79 674	84 250
Variation de stock matières premières	7 124	6 325
Variation de stocks marchandises	-350	310
Autres achats et charges externes	63 000	67 120
<i>consommation en provenance de tiers</i>	<i>149 448</i>	<i>158 005</i>
Valeur ajoutée	221 172	238 559
subvention d'exploitation	0	3 500
impôts taxes et versements assimilés	- 29 491	- 41 536
Charges de personnel	- 81 095	- 82 530
Excédent brut d'exploitation	110 586	117 993
Reprises sur dépréciations et provisions	5 481	4 545
Autres produits		450
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	- 82 261	- 81 956
Autres charges		- 330
Résultat d'exploitation	33 806	40 702
<i>Produits financiers</i>		
Autres intérêts et produits assimilés	1 200	1 350
<i>Charges financières</i>		
Intérêts et charges assimilées	- 15 200	- 12 400
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	- 24 976	- 20 754
Résultat courant avant impôt	-5 170	8 898
Résultat exceptionnel	16 745	18 114
Impôt sur les bénéfices	- 3 711	- 8 712
Résultat net de l'exercice	7 864	18 300

Annexe 3 : Renseignements complémentaires sur la société CALORA

Informations relatives au compte de résultat.

- Aucun transfert de charges n'a eu lieu au cours des exercices 2008 et 2007
- La société a bénéficié en 2007 d'une subvention d'exploitation pour insuffisance de prix de vente.

Engagements hors bilan

- **Contrat de location-financement:** La société a souscrit début 2008 un contrat de location-financement concernant une machine-outil. La durée de ce contrat est de 6 ans. Cet équipement, d'une valeur de 54 000 €, aurait fait l'objet d'un amortissement linéaire sur 6 ans, s'il avait été acquis en pleine propriété.
- **Créances cédées non échues:**
En 2008 : 1 425 €
En 2007 : 1 215 €

Contenu des postes « variation des autres débiteurs » et « variation des autres créiteurs » du tableau de financement :

- La variation des autres débiteurs contient uniquement la variation des valeurs mobilières de placement.
- La variation des autres créiteurs contient uniquement la variation des dettes sur immobilisations.

35COM281 – Comptabilité financière des sociétés - 2

Annexe 4 : Tableau de financement de la société CALORA en 2008 (1ère partie)

Emplois stables		Ressources stables	
Distributions mises en paiement au cours de l'exercice	13 261	Capacité d'autofinancement de l'exercice	92 875
Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé		Cessions ou réductions d'éléments de l'actif immobilisé	
Immobilisations incorporelles	7 200	Immobilisations incorporelles	
Immobilisations corporelles	92 068	Immobilisations corporelles	42 388
Immobilisations financières	52 200	Immobilisations financières	3 000
Charges à répartir sur plusieurs exercices			
Réduction des capitaux propres		Augmentation de capital ou apports	30 500
Remboursement de dettes financières	56 068	Augmentation des dettes financières	82 220
Total des emplois stables	220 797	Total des ressources durables	250 983
Variation du FRNG (ressource nette)	30 186	Variation du FRNG (emploi net)	

Tableau de financement de la société CALORA (2ème partie)

Variation du fonds de roulement net global	Besoins	Dégagements	Solde
Variation « Exploitation »			
Stocks et en cours	6 809	5 612	
Créances clients, comptes rattachés et	8 862		
Dettes fournisseurs, comptes rattachés et			
Totaux	15 671	5 612	
A Variation nette exploitation			-10 059
Variation « Hors exploitation »			
Variation des autres débiteurs	23 000	892	
Variation des autres créditeurs	23 000	892	
Totaux			
B Variation nette hors exploitation			-22 108
total A+B			
Besoin de l'exercice en fonds de roulement			-32 167
Dégagement net en fonds de roulement			
Variations « Trésorerie »			
Variation des disponibilités	261	2 242	
Variation des concours bancaires et soldes créditeurs de banques	261	2 242	
Totaux			
C Variation nette trésorerie			1 981
Variation du fonds de roulement net global (A+B+C)			
Emploi net			
Ressource nette			-30 186

Tableau des flux de trésorerie de la Centrale des Bilans de la Banque de France (2008)

Activité	
CA HT et autres produits d'exploitation	
- Variation "Clients" et autres créances d'exploitation	
= <i>Encaissements sur produits d'exploitation (a)</i>	
Achats et autres charges d'exploitation	
- Variation "Fournisseurs" et autres dettes d'exploitation	
= <i>Décaissements sur charges d'exploitation (b)</i>	
FLUX DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (a) - (b)	
+ Flux liés aux opérations hors exploitation	
- Charges d'intérêt	
- Impôt sur les bénéfices décaissé	
- Flux affecté à la participation des salariés	
- Distribution mise en paiement	
FLUX DE TRESORERIE INTERNE (A)	
Investissement	
Investissement d'exploitation hors production immobilisée	153 268
+ Acquisitions de participations et titres immobilisés	52 200
+ Variation des autres actifs immobilisés hors charges à répartir	-3 000
- Subventions d'investissement reçues	0
- Variation des dettes sur immobilisations	23 000
- Encaissements sur cessions d'immobilisations	-42 388
FLUX LIE A L'INVESTISSEMENT (I)	183 080
Financement	
Augmentation ou réduction de capital	30 500
- Variation des créances sur capital appelé non versé	0
= <i>Flux lié au capital (c)</i>	30 500
Nouveaux emprunts	136 220
dont nouveaux engagements de location-financement 54 000	
- <i>Remboursements d'emprunts</i>	-65 068
= <i>Variation des emprunts (d)</i>	71 152
Variation des crédits bancaires courants	-261
+ Variation des créances cédées non échues	210
+ Variation avances de trésorerie reçues des groupes et associés	
+ Variation titres de créances négociables hors groupe	
= <i>Variation de trésorerie passif (e)</i>	-51
FLUX LIE AU FINANCEMENT (F)= (c) + (d) + (e)	101 601
Variation de la trésorerie active (A - I + F)	-3 134
Variation des disponibilités	-2 242
+ Variation des valeurs mobilières de placement	-892
+ Variation des avances de trésorerie aux groupes et associés	
= Variation de la trésorerie « actif »	-3 134

EXERCICE 59

La société « Soul-truck » est spécialisée dans le transport des produits alimentaires. Elle a vu ces dernières années son chiffre d'affaires augmenter régulièrement grâce à une politique commerciale très dynamique et des investissements importants, en particulier en matériel de transport. Consciente néanmoins des difficultés du secteur, de la pression salariale et des tensions régulières en termes de liquidités, elle souhaiterait disposer d'un document lui permettant de suivre sa situation financière, mais surtout d'analyser l'évolution de sa trésorerie et de pallier rapidement des risques éventuels de défaillance.

Monsieur Dubouilh, son PDG, informé depuis quelques années de l'existence des tableaux de flux de trésorerie, vous demande de lui présenter ce type de document qui semble convenir à son besoin d'information financière, puis de l'établir pour l'année 2009 afin de l'utiliser pour effectuer un diagnostic de son entreprise. A l'aide des annexes 1 à 6 et A.

Travail à faire :

1. Expliquer en quoi les tableaux de flux de trésorerie permettent de répondre aux besoins d'analyse de l'évolution de la trésorerie et des risques de défaillance des entreprises.
2. Donner la signification de la marge brute d'autofinancement qui apparaît dans le tableau de flux de trésorerie de l'Ordre des Experts Comptables (voir annexe A).
3. A l'aide des informations complémentaires et des documents de synthèse fournis en annexe, compléter le tableau des flux de trésorerie de l'OEC (*annexe A* à rendre avec la copie). Tous vos calculs doivent être justifiés en annexe du tableau.
4. Présenter dans un tableau, le calcul des indicateurs suivants pour les années 2008 et 2009 :
 - Valeur ajoutée (VA)
 - Excédent brut d'exploitation (EBE)
 - Résultat d'exploitation
 - Ratio d'autonomie financière
 - Capacité de remboursement.
5. Etablir un diagnostic sur l'évolution des résultats et de la situation financière de l'entreprise « Soul-truck » (une page maximum).

Annexe 1 : Informations complémentaires (société Soul-truck)

- Le résultat de 2008 a été intégralement mis en réserves.
- Un seul emprunt a été souscrit en 2009 pour un montant de 3 700 k€.
- Les charges constatées d'avance, les créances diverses et les dettes fiscales et sociales sont liées à l'activité.
- Dans les emprunts et dettes diverses il y a des intérêts courus et non échus : 31 k€ en 2008 et 33 k€ en 2009.
- Dans les autres dettes diverses figurent des comptes courants d'associés faisant l'objet d'une convention de blocage (avances faites à l'entreprise) pour un montant de : 156 k€ en 2008 et 128 k€ en 2009.
- Les valeurs mobilières de placement sont aisément négociables et peuvent être assimilées à la trésorerie.
- Au cours de l'année 2009 l'augmentation de capital est due à une incorporation de réserves.
- Les concours bancaires courants sont momentanés.
- Ne pas tenir compte de l'impôt sur les sociétés sur les plus-values de cession.

Annexe 2 : Tableau des immobilisations au 31 décembre 2009 (k€)

Immobilisations	VB début	Augmentations	Diminutions	VB fin
Immobilisations corporelles				
Constructions	5 745	50		5 795
Matériel et outillage	376	95		471
Agencement	1 851	37		1 888
Matériel de transport	8 859	5 454	462	13 851
Matériel de bureau	807	72		879
Immobilisations : divers	403			403
Immobilisations en cours	3	1 100	3	1 100
Avances et acomptes		38		38
Immobilisations financières				
Participations	46			46
Prêts et autres titres immobilisés	135	145		280
Total	18 225	6 991	465	24 751

Annexe 3 : Tableau des amortissements au 31 décembre 2009 (k€)

Immobilisations amortissables	amortissements au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	amortissements à la fin de l'exercice
Constructions	2 383	415		2 798
Matériel et outillage	232	50		282
Agencements	428	220		648
Matériel de transport	6 638	2 157	462	8 333
Matériel de bureau	397	134		531
Divers	390	12		402
Total	10 468	2 988	462	12 994

Annexe 4 : Tableau des dépréciations et des provisions au 31 décembre 2009 (k€)

	Montant au début de l'exercice	Dotations	Reprises	Montant à la fin de l'exercice
Participations		41		41
Prêts		105		105
Créances clients	215	446	66	595
Créances diverses		263		263
Provisions pour risques	220	84	209	95
Provisions pour charges	353	170	353	170
Total	788	1 109	628	1 269

Annexe 5 - Compte de résultat de la société Soul-truck- Exercice 2009 (k€)

Charges (hors taxes)	2009	2008	Produits (hors taxes)	2009	2008
Charges d'exploitation			Produits d'exploitation		
Cout d'achat des marchandises vendues dans l'exercice			Ventes de marchandises		
• Achats de marchandises			Production vendue	30 350	23 434
• Variation des stocks de marchandises			Ventes		
Consommations de l'exercice en provenance des tiers	12 805	8 698	Travaux		
• Achats stockés d'approvisionnements	2 977	2 335	Prestations de services		
• Variation des stocks d'approvisionnements	57	70	Montant net du chiffre d'affaires	30 350	23 434
• Achats de sous-traitance			Production stockée		
• Achats non stockés de matières et fournitures			Production immobilisée		
• Services extérieurs	9 771	6 293	Subvention d'exploitation		
Personnel extérieur			Reprises sur dépréciations, provisions	628	76
- Loyer en crédit-bail			Transfert de charges	1 102	
- Autres			Autres produits	303	194
			TOTAL	32 383	23 704
Impôts, taxes et versements assimilés	1 207	895			
Charges de personnel	11 116	8 416	Produits financiers		
Salaires et traitements	7 758	5 853	De participations	45	22
- Charges sociales	3 358	2 563	D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
			Autres intérêts et produits assimilés		
Dotations aux amortissements et dépréciations	3 729	2 709	Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges financières		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	2 988	2 317	Défenses positives de change		
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations	41		Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	10	
Sur actif circulant: dotations aux dépréciations	446	18	TOTAL	55	22
Pour risques et charges: dotations aux provisions	254	374	Produits exceptionnels		
Autres charges	5	31	Sur opération de gestion	88	14
TOTAL	28 862	20 749	Sur opérations en capital		
			- produits des cessions d'éléments d'actif	131	6
Charges financières			- subventions d'investissements virées au compte de résultat	4	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	105		Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
Intérêts et charges assimilées	791	724			
Défenses négatives de change					
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		6			
TOTAL	896	730	TOTAL	223	20
Charges exceptionnelles					
Sur opérations de gestion		137	Solde débiteur - perte		
Sur opérations en capital		55			
- Valeurs comptables des éléments immobilisés et financiers cédés					
Dotations aux amortissements et aux provisions	263	16			
TOTAL	400	71			
Participation des salariés aux résultats					
Impôts sur les bénéfices	1 288	1 180			
Solde créditeur bénéfice	1 215	1 016			
TOTAL GENERAL	32 661	23 746	TOTAL GENERAL	32 661	23 746

35COM281 – Comptabilité financière des sociétés - 2

Annexe 6 - Bilan de la société Soul-truck au 31/12/2009 (k€)

ANNEXE A

Opérations	Exercice N
Flux de trésorerie liés à l'activité	
RESULTAT NET
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité
· Amortissements, dépréciations et provisions (1)
· Plus-values de cessions nettes d'impôts
· Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat
Marge brute d'autofinancement
· Moins : variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité
Stocks
Créances d'exploitation
Dettes d'exploitation
Autres créances liées à l'activité
Autres dettes liées à l'activité
Flux net de trésorerie généré par l'activité
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	
Acquisitions d'immobilisations
Cessions d'immobilisations nettes d'impôts
Réductions d'immobilisations financières
Variation des créances et dettes sur immobilisations
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	
Dividendes versés
Incidence des variations de capital
Émissions d'emprunts
Remboursements d'emprunts
Subventions d'investissements reçues
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement
Variation de la trésorerie	
Trésorerie d'ouverture
Trésorerie de clôture

(1) à l'exclusion des dépréciations sur actif circulant.

EXERCICE 60

Les dirigeants de la société Tanguy souhaitent procéder à un diagnostic de la situation avant de prendre certaines décisions relatives au développement. Ils vous communiquent le bilan comptable de l'exercice N et quelques informations complémentaires. L'analyse tiendra compte du retraitement des effets escomptés non échus (EENE).

Travail à faire :

- 1) Présenter le bilan fonctionnel.
- 2) Calculer le FRNG, le BFRE, le BFRHE et la TN.
- 3) Commentez les résultats obtenus

ACTIF	BRUT	A&D	VNC	PASSIF	N
ACTIF IMMOBILISE				CAPITAUX PROPRES	
Frais d'établissement	10 000	8 000	2 000	Capital social	200 000
Concession, brevet, licences	40 000		40 000	Prime d'émission	28 000
Terrains	170 000		170 000	Réserves	26 000
Constructions	340 000	260 000	80 000	Report à nouveau	14 000
ITMOI	108 000	61 000	47 000	Résultat de l'exercice	60 000
Autres immo. Corporelles	32 000	21 000	11 000	Provisions réglementées	3 000
Autres immo. Financières	12 000	1 000	11 000		
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	712 000	351 000	361 000	TOTAL I	331 000
				Provisions pour R&C	38 000
ACTIF CIRCULANT				DETTES	
Stock de MP	28 000	2 000	26 000	Dettes bancaires (1 et 2)	289 000
Stock de PF	171 000	27 000	144 000	Avances et acomptes	10 000
Créances clients	170 000	14 000	156 000	Dettes fournisseurs	48 000
Autres créances	28 000		28 000	Dettes fiscales et sociales	20 000
Créances diverses	46 000	4 000	42 000	Dettes diverses	31 000
VMP	17 000		17 000		
Disponibilités	9 000		9 000		
TOTAL ACTIF CIRCULANT	469 000	47 000	422 000	TOTAL DETTES	398 000
CCA	5 000		5 000	PCA	24 000
ECA	12 000		12 000	ECP	9 000
TOTAL GENERAL	1 198 000	398 000	800 000	TOTAL GENERAL	800 000
Dettes bancaires (1 et 2)		Dont CBC = 50 000		et intérêts courus = 14 000	

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

- Les charges et produits constatées d'avance relèvent de l'exploitation
- Ecart de conversion Actif : 7000 sont relatifs à un emprunt et 5000 concernent le poste fournisseurs.
- Ecart de conversion Passif : 4000 concernent le poste clients et 5000 les fournisseurs immo.
- Les VMP sont négociables à très court terme.
- EENE : Leur montant est de 12 000 à la fin de l'exercice.

EXERCICE 61

Malgré quelques investissements, l'entreprise KA n'a pas vu son résultat progresser autant qu'elle l'espérait et a subi une forte dégradation de sa trésorerie. Elle vous demande d'examiner les documents (bilans et comptes de résultat des trois derniers exercices) donnés ci-dessous et de lui communiquer un dossier portant notamment sur les points suivants :

Travail à faire :

- 1) Etude des bilans : structure financière, équilibre financier, endettement.
- 2) Etude des comptes de résultat : activité, valeur ajoutée et EBE, CAF, profitabilité.
- 3) Commenter l'évolution de la situation financière.
- 4) Préciser quelles études pourraient utilement compléter les points demandés plus haut.

Bilans société KA

ACTIF	N	N-1	N-2	PASSIF	N	N-1	N-2
ACTIF IMMOBILISE				CAPITAUX PROPRES			
Immobilisations corporelles	4 300 000	4 043 330	4 043 330	Capital social	1 800 000	1 800 000	1 800 000
Amortissements	-2 187 334	-1 890 000	-1 526 663	Réserves	400 000	400 000	400 000
VNC	2 112 666	2 153 330	2 516 667	Résultat	167 000	161 190	154 671
Immobilisations financières	423 700	423 700	423 700				
Dépréciations	-90 000	-90 000	-90 000				
VNC	333 700	333 700	333 700				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	2 446 366	2 487 030	2 850 367	TOTAL I	2 367 000	2 361 190	2 354 671
ACTIF CIRCULANT				DETTES			
Stock de MP	523 666	454 000	384 667	Dettes bancaires	1 800 720	1 802 000	1 884 300
En-cours de production	788 334	632 667	418 682	Dettes fournisseurs	1 553 200	1 354 000	1 167 300
Stock de PF	1 065 333	799 000	620 650	Dettes fiscales et sociales	67 250	52 000	45 000
Créances clients	1 797 365	1 755 000	1 573 400	Autres dettes	613 730	623 664	569 000
Dépréciations	-198 665	-131 650	-60 000				
VNC clients	1 598 700	1 623 350	1 513 400				
VMP	45 002	149 000	290 000				
Dépréciations	-33 002	-25 016	-33 333				
VNC VMP	12 000	123 984	256 667				
Disponibilités	9 000	19 720	132 333				
TOTAL ACTIF CIRCULANT	3 997 033	3 652 721	3 326 399	TOTAL DETTES	4 034 900	3 831 664	3 665 600
CCA	72 001	60 103	53 505	PCA	113 500	7000	210 000
TOTAL GENERAL	6 515 400	6 199 854	6 230 271	TOTAL GENERAL	6 515 400	6 199 854	6 230 271

Charges de la société KA (des trois dernières années)

CHARGES	N	N-1	N-2
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de MP	6 377 666	6 049 000	6 036 670
variation de stock de MP	-69 666	-69 333	-60 667
Autres achats et charges externes	1 277 000	1 154 000	1 091 333
Impôts et taxes	200 000	180 000	240 000
Salaires et traitements	3 041 600	2 720 000	2 500 000
Charges sociales	2 146 067	1 923 334	1 826 667
Dotations aux amortissements	412 334	363 337	420 666
Dotations aux dépréciations (AC)	68 615	75 830	27 334
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	13 453 616	12 396 168	12 082 003
CHARGES FINANCIERES			
DAP financières	11 386		
Intérêts et charges assimilées	245 000	194 412	125 334
TOTAL CHARGES FINANCIERES	256 386	194 412	125 334
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion			24 000
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	0	24 000
Impôts sur les bénéfices	96 728	126 541	118 660
TOTAL CHARGES	13 806 730	12 717 121	12 349 997
BENEFICE	167 000	161 190	154 671
TOTAL GENERAL	13 973 730	12 878 311	12 504 668

Produits de la société KA

PRODUITS	N	N-1	N-2
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Production vendue	13 312 000	12 327 410	12 360 000
Production stockée	422 000	392 335	86 334
RAP	1 600	4 180	
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	13 735 600	12 723 925	12 446 334
PRODUITS FINANCIERS			
Produits des VMP	160 606	100 360	30 304
Autres intérêts	13 060	13 305	24 030
Reprises sur dépréciations	3 400	8 317	
Produits nets sur cessions de VMP	16 864	27 000	
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	193 930	148 982	54 334
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion		5 404	4 000
Sur opérations de capital	44 200		
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	44 200	5 404	4 000
TOTAL PRODUITS	13 973 730	12 878 311	12 504 668
TOTAL GENERAL	13 973 730	12 878 311	12 504 668

EXERCICE 62 (La détermination du résultat imposable dans le régime de l'IS)

La société anonyme Librairie moderne, au capital de 20 000 actions de nominal 15 € entièrement libérées, a pour principale activité le négoce de livres d'art. Son exercice comptable coïncide avec l'année civile.

Son directeur général, M. Rousseau, vous confie la mission de déterminer le résultat fiscal imposable de l'exercice N. Pour ce faire, vous bénéficiez des renseignements ci-dessous :

- Le résultat comptable avant impôt s'élève à 109 855 € ;
- La rémunération de M. Rousseau s'élève à 100 000 € pour l'année N ;
- Un membre du conseil d'administration a laissé en compte courant la somme de 30 000 € du 01/01/N au 30/09/N, puis 50 000 € du 01/10/N au 31/12/N. Cette somme a été rémunérée au taux annuel de 8 %. Le taux fiscalement déductible s'élève, pour la même période, à 7 %.
- M. Rousseau utilise pour ses déplacements un véhicule de tourisme Peugeot acquis 25 000 € TTC le 12/06/N-2 (durée de vie du véhicule : 5 ans, amortissement linéaire). Le plafond des amortissements fiscalement déductibles pour les véhicules de tourisme est égal à 18 300 € TTC.
- La taxe sur les véhicules de tourisme s'est élevée à 2210 € pour l'année N.
- Une amende pour infraction au code de la route a été réglée par la société : 1200 €.
- Le montant de la contribution économique territoriale s'élève à 5690 €.

Travail à faire :

1. Déterminez le résultat fiscal imposable de la société au titre de l'exercice N. Présentez vos résultats dans un tableau, après avoir analysé poste par poste les éventuels retraitements.

EXERCICE 63 (La détermination du résultat imposable dans le régime de l'IS)

Vous travaillez en qualité de comptable au sein de la société Baland, entreprise familiale créée au début du siècle dans le Nord de la France par un aïeul des dirigeants actuels. Les organes de direction de cette société anonyme comprennent un conseil d'administration et un président. Son capital s'élève à 300 000 €, entièrement libéré.

L'effectif de cette société s'élève à 60 salariés. Vous êtes chargé(e) de calculer le résultat fiscal imposable de cette entreprise soumise à l'IS en vous aidant des informations ci-dessous :

- **Rémunération du président salarié**
Elle a été de 45 000 € en N.
- **Participation des salariés**
Contrairement à l'exercice N-1, l'entreprise n'a pas enregistré de participation des salariés en N. Le montant de la participation de l'exercice N-1 s'élevait à 12 030 €.
- **Jetons de présence**
La société a versé à chacun de ses neuf administrateurs, en fonction toute l'année, 2000 €. Le total des cinq plus fortes rémunérations est égal à 180 000 €.
- **Intérêts des comptes courants d'associés**
A partir du 01/01/N, le grand-père de l'actuel président, qui détient à cette date 53 % du capital, a effectué une avance en compte courant pour la somme de 500 000 € au cours de l'année N, rémunérée au taux de 6 % l'an. Le taux déductible des intérêts versés aux associés est de 5,50 % pour N.
- **Provision pour risques**
En prévision d'un contrôle fiscal effectué au début de l'exercice N, la société avait doté une provision pour risques de 16 794 € au 31/12/N-1. L'amende correspondant à des irrégularités commises s'est élevée à 20 000 € et a été réglée en N. La provision a fait l'objet d'une reprise au 31/12/N.
- **Plus-value et divers**
Le montant de la plus-value nette à LT pour N est égal à 12 000 €. Par ailleurs, l'entreprise a dégagé en N-4 une moins-value nette à long terme de 6 500 €, non imputée à ce jour.
La plus-value nette à court terme de l'exercice N s'élève à 16 500 €.
Le résultat comptable avant IS s'élève à 163 207 € en N. Les taxes sur les véhicules de tourisme des sociétés se sont élevées à 9 255 € pour l'année N. Des frais de chasse pour un montant de 1 800 € ont été engagés au profit de la clientèle.

EXERCICE 64

La SA RTA est soumise à l'IS. Elle a réalisé en N un déficit fiscal de 550 000 €. L'exercice comptable coïncide avec l'année civile. Les bénéfices d'imputation des exercices précédents sont les suivants : 90 000 € pour N-3, 180 000 € pour N-2 et 120 000 € pour N-.

Travail à faire :

1. Optimisez la gestion de l'affectation du déficit fiscal ;
2. Calculez la créance née du report en arrière du déficit fiscal ;
3. Remplissez l'extrait de l'annexe fiscale de détermination du résultat fiscal (Annexe 1)
4. En supposant que le déficit fiscal ait été égal à 380 000 €, répondez aux mêmes questions que précédemment et remplissez l'annexe 2.

Annexe 1 – Extrait de l'annexe fiscale de détermination du résultat fiscal

III- RESULTAT FISCAL		TOTAL II	XH	
Résultat fiscal avant répartition des déficits reportables				
	Bénéfice (I-II)	XI		
	Déficit (II-I)		XJ	
Déficit de l'exercice reporté en arrière		ZL		
Déficits antérieurs imputés sur le résultat de l'exercice			XL	
RESULTAT FISCAL : BENEFICE (ligne XN)		XN		
RESULTAT FISCAL : DEFICIT reportable en avant (ligne XO)			XO	

Annexe 2 – Extrait de l'annexe fiscale de détermination du résultat fiscal

III- RESULTAT FISCAL		TOTAL II	XH	
Résultat fiscal avant répartition des déficits reportables				
	Bénéfice (I-II)	XI		
	Déficit (II-I)		XJ	
Déficit de l'exercice reporté en arrière		ZL		
Déficits antérieurs imputés sur le résultat de l'exercice			XL	
RESULTAT FISCAL : BENEFICE (ligne XN)		XN		
RESULTAT FISCAL : DEFICIT reportable en avant (ligne XO)			XO	

EXERCICE 65

La SA Relong est soumise à l'IS. Au 31/12/N, la société, dont l'exercice comptable coïncide avec l'année civile, a réalisé un bénéfice comptable avant impôt de 872 150 €.

Il est précisé que toutes les écritures comptables de l'exercice N ont été correctement enregistrées.

Travail à faire :

1. Déterminez le résultat fiscal imposable de l'exercice N, au taux normal et aux taux réduit, en tenant compte des informations contenues ci-dessous.
2. Calculez le montant de l'IS à payer.
 - Le capital de la société au 31/12/N était de 2 000 000 €, divisé en 20 000 actions de 100 €. Il a été augmenté le 01/01/N-1 de 5000 actions de 100 € mais émises à 250 €, entièrement libérées.
 - Le déficit fiscal de l'exercice N-1 était de 150 000 €, celui de l'exercice N-2 également de 150 000 € et celui de l'exercice N-3 de 200 000 €. Les déficits fiscaux s'entendent « reportables en avant » sans limitation de durée.
 - Une moins-value à long terme de 30 000 € a été réalisée en N-3 et n'a pas encore été imputée.
 - La société a fait l'objet d'un contrôle fiscal en N. Les résultats des exercices N-2 et N-1 n'ont fait l'objet d'aucun redressement. Par contre, celui de N-3 a été rehaussé et l'impôt sur les sociétés correspondant à ce redressement, pénalités comprises, s'est élevé à 30 000 €.
 - La société ne possède aucune créance sur l'Etat au titre du report en arrière des déficits.
 - La société Relong détient 50 % du capital d'une autre Société Anonyme assujettie à l'IS et dont l'exercice comptable coïncide avec l'année civile. Cette société a distribué à la société Relong, dans le courant du mois de mai N, un dividende de 80 000 €.
 - Les deux principaux associés, qui sont également les dirigeants de droit de la société, ont laissé en compte courant, pendant toute la durée de l'exercice, une somme de 500 000 €. Ces comptes sont rémunérés à hauteur de 7 %. Le taux d'intérêt fiscalement déductible est égal à 5,50 % pour la période considérée.
 - La taxe sur les véhicules de tourisme des sociétés s'est élevée à 2200 € pour l'exercice N.
 - La société a cédé le 30/06/N un véhicule de tourisme acquis 25 000 € TTC le 02/01/N-2 et amortissable en 5 ans en mode linéaire, cédé pour une valeur de 15 200 €. Elle a remplacé ce véhicule par un autre acquis 27 000 € TTC le 01/07/N et amortissable dans les mêmes conditions. La base d'amortissement fiscalement déductible pour les véhicules de tourisme est égale à 18 300 € TTC.
 - La société a concédé à une autre entreprise une licence d'exploitation d'un brevet. La redevance annuelle encaissée de l'exercice N s'élève à 45 000 €. La société requiert toutes les conditions pour bénéficier du régime fiscal de faveur prévu à cet effet (régime des plus-values à long terme au taux de 15 %).

EXERCICE 66

La société M a réalisé en N un résultat comptable avant impôt d'un montant de 148 950 €. Elle a réalisé une moins-value à long terme sur la cession de brevets pour 2 800 €, ainsi qu'une plus-value à LT sur l'encaissement d'une redevance de brevet d'un montant de 19 000 €. En N-4, la société avait réalisé une moins-value nette à LT de 2 500 € qui n'a pas encore été imputée à ce jour. La société ne bénéficie pas du taux réduit d'IS sur les bénéfices des PME.

Travail à faire :

1. Déterminez le montant de la plus-value nette à LT de l'exercice N.
2. Calculez le bénéfice fiscal soumis au taux normal de 1/3 et au taux de 15% pour les +values à LT.
3. Déterminez le montant de l'IS à payer.
4. Déterminez le résultat comptable net d'impôt.

EXERCICE 67

Vous travaillez en qualité de comptable au sein de la société anonyme ZARDARIAN. Cette société a été créée il y a 20 ans avec un capital de 5000 actions à 20 € l'unité, entièrement libérées. Elle fabrique et commercialise des aliments pour les animaux agricoles. Elle a réalisé en N un chiffre d'affaires HT de 3 650 000 € pour un résultat comptable avant impôt d'un montant de 148 650 €. Elle emploie 152 salariés. Le montant cumulé des cinq rémunérations les plus élevées s'élève à 250 000 €. Le conseil d'administration est composé de huit membres en fonction pendant tout l'exercice comptable.

Le chef comptable de la société vous confie la responsabilité de terminer les travaux de détermination du résultat fiscal imposable. Vous disposez ci-dessous de divers renseignements sur les charges et produits de l'exercice N.

- Contribution économique territoriale : 4 600 € ; taxe d'apprentissage : 2 240 € et taxes foncières : 6 200 €.
- Location sur la Côte d'Azur d'une résidence (vacances pour les enfants du personnel) : 3 800 €.
- Séjour à la campagne pour le PDG et sa famille : 2 250 €.
- Assurance décès sur la tête du PDG (exigée par la banque) : 980 €.
- Pénalité de majoration pour le paiement tardif de l'impôt sur les sociétés : 350 €.
- Taxe sur les véhicules de tourisme des sociétés : 1 340 €.
- Jetons de présence : 17 980 €

Cessions d'immobilisations

- Le 01/04/N, cession pour 97 000 € d'une construction (amortissable sur 20 ans) acquise neuve le 01/04/N-5 pour 70 000 € HT (TVA déduite à l'acquisition pour 13 720 €).
- Le 20/04/N, cession pour 1 300 € HT d'une machine-outil (amortissement sur 5 ans en dégressif – coefficient 1,75) acquise le 20 juillet N-2 pour 3 750 € HT.
- Le 01/07/N, cession à un particulier d'un véhicule de tourisme Mazda acquis le 01/10/N-2 pour 25 000 € TTC, amortissable en linéaire sur 5 ans. Prix de cession : 14 000 €.
- Le 15/06/N, vente de 150 actions Rigaud (VMP) au cours de 32,50 €, titres acquis 26 € en N-5.

Amortissements des véhicules de tourisme

- La société possède les véhicules de tourisme suivants :
 - Citroën acquis 40 000 € TTC en N-1, amortissable en linéaire sur 5 ans ;
 - Peugeot acquis 15 500 € TTC en N-3, amortissable en linéaire sur 5 ans
- Redevances de concession d'un brevet pouvant bénéficier du régime fiscal des plus-values à LT : 5 180 €

Travail à faire :

1. Présentez les tableaux d'amortissement de la construction, de la machine-outil et du véhicule de tourisme arrêté à la date de cession des immobilisations.
2. Calculez et qualifiez fiscalement les plus-values ou moins-values dégagées en N en incluant la redevance de concession du brevet.
3. Déterminez le résultat fiscal imposable de la société (au taux normal et aux taux réduit) pour les PME et sur les PVNLT.

EXERCICE 68

La société Balincourt a réalisé les bénéfices fiscaux suivants :

EXERCICES	Bénéfice fiscal au taux normal (25%)	Bénéfice fiscal au taux réduit*
N-3	126 000	Néant
N-2	150 000	3 500
N-1	180 000	4 000

*Plus-value nette à LT taxable à 15%

La société n'a encaissé aucune redevance sur concession de brevets. La société ne bénéficie pas du taux réduit d'IS sur les PME.

Travail à faire :

1. Calculez les quatre acomptes exigibles en N aux dates limites.
2. Retrouvez le montant des quatre acomptes versés en N-1 et reconstituez les écritures enregistrées aux dates limites en N-1.
3. Procédez à la liquidation de l'impôt de l'exercice N-1 en date du 15/04/N.
4. Enregistrez les écritures aux dates suivantes :
 - Au 31/12/N-1. Déclaration officielle de l'IS de l'exercice N-1 ;
 - Au 15/04/N. Liquidation de l'IS de l'année N-1.
5. Enregistrez les mouvements du compte 444-Etat-IS relatifs à l'exercice N-1.

EXERCICE 69

La société Delta Sports a réalisé les bénéfices suivants :

EXERCICES	Bénéfice taux réduit PME (15%)	Bénéfice taux normal (25%)	Plus-value à LT (15%)
N-2	42 500	153 880	Néant
N-1	42 500	131 380	16 500

La société n'a encaissé aucune redevance sur concession de brevets. En N-3, la société avait dégagé une moins-value nette à long terme de 3 500 € non encore imputée à ce jour.

Travail à faire :

- Etablissez l'échéancier fiscal de l'exercice N, à savoir le paiement des quatre acomptes et de la liquidation de l'IS de l'exercice N-1. En cas de crédit d'IS dégagé, ce dernier fera l'objet d'une demande de remboursement dans un délai d'un mois.

EXERCICE 70

Les principales caractéristiques en matière de bénéfice et de chiffre d'affaires de la société Ramos sont les suivantes :

EXERCICES	BF taux normal	PVLT (15%)	CA HT
N-2	2 400 000	150 000	11 180 000
N-1	2 520 000	180 000	12 145 000

La société n'a pas encaissé de redevance de concessions de brevets et ne bénéficie pas du taux réduit d'IS pour les PME.

Travail à faire :

- Présentez l'échéancier fiscal de l'exercice N aux dates limites.

EXERCICE 71

Une SA emploie 70 salariés et elle a versé en N 50 000 € de jeton de présences à ses six administrateurs. La rémunération moyenne des cinq salariés les mieux payés s'élève à 78 000 € et celle versée aux dix salariés les mieux payés à 55 000 €.

Travail à faire :

- Déterminez le montant des jetons de présence fiscalement déductible du résultat de la SA